

Rapport n° 188/FRS/OBSUSA
du 1er juin 2015

Marché 2014 1050 135 379
EJ 18 000 282 82

notifié le 28 novembre 2014
réunion de lancement 14 janvier 2015

Observatoire sur la politique de défense des États-Unis



La posture de défense des États-Unis en 2015

PHILIPPE GROS - NICOLE VILBOUX

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

LA POSTURE DE DÉFENSE DES ÉTATS-UNIS EN 2015

Auteurs : Philippe GROS - Nicole VILBOUX

Sommaire

Introduction	3
Les principaux acteurs et processus de la défense américaine	5
Le cadre stratégique de 2015 et le Budget 2016	12
La stratégie de sécurité nationale	13
Le politique de défense	15
Les contraintes budgétaires	19
Dissuasion nucléaire et développements capacitaires interarmées	22
La dissuasion nucléaire	23
Les développements capacitaires interarmées	25
Posture des services	30
US Army	31
US Air Force	39
Department of Navy	46
US Navy	49
US Marine Corps	53
Posture des commandements opérationnels	58
USAFRICOM	60
USEUCOM	62
USCENTCOM	64
USNORTHCOM	68
USPACOM	70
USSOUTHCOM	73
USSOCOM	75
USTRATCOM	78
USTRANSCOM	80

INTRODUCTION

Cette publication constitue le premier rapport de l'Observatoire de la défense des États-Unis. Elle présente, au titre d'analyse initiale, un exposé de la posture de défense américaine. La notion de posture représente ici une extrapolation des « *Posture Statement* » présentés au Congrès chaque année par les organes de l'*Office of Secretary of Defense* (OSD), les *Services* (*US Army, US Air Force, US Navy et US Marine Corps*) et les commandements opérationnels (*Combatant Commands*). L'objectif des auteurs est de proposer une vision d'ensemble de l'appareil militaire américain, laquelle n'existe pas en langue française, du moins en source ouverte. Ce rapport présente donc d'une part des éléments conjoncturels relatifs aux orientations, aux ressources, aux activités et capacités de la défense américaine, d'autre part de multiples compléments permettant de replacer ces éléments de posture dans leur contexte.

Étant donné l'immensité du sujet, ce rapport présente trois limites. En premier lieu, il ne peut prétendre à l'exhaustivité bien que couvrant un large spectre thématique. En second lieu, son caractère synthétique ne permet pas de rentrer dans tous les détails dont l'appréhension serait nécessaire. En troisième lieu, ce rapport reste avant tout factuel, tiré des sources officielles ou de documents qui en rendent compte. L'analyse des débats relatifs à la politique de défense américaine fera l'objet de rapports ultérieurs.

Ce rapport est structuré comme suit :

- ♦ Il présente un rappel des principaux acteurs et processus de la défense américaine, lequel peut être utile pour mieux appréhender les éléments suivants ;
- ♦ Il se concentre ensuite logiquement sur le cadre stratégique fourni par la *National Security Strategy* de la Maison-Blanche et les orientations de stratégie de défense du Pentagone dont la proposition de budget 2016 constitue une matérialisation ;
- ♦ Il évoque ensuite des aspects interarmées ou transverses aux différents départements et commandements : la dissuasion nucléaire en premier lieu, mais aussi les concepts interarmées et les développements en cours concernant la mise en réseau, les domaines cyber et spatial et la défense antimissile ;
- ♦ Il présente ensuite les postures des différents *Services*, lesquelles abordent, après un rappel d'organisation succinct, le cadre conceptuel et/ou stratégique du moment, les ressources budgétaires, la *Readiness* (la disponibilité), la structure de force, les principaux équipements et enfin les efforts de modernisation ;
- ♦ Il expose enfin les postures des commandements opérationnels, en fournissant un rappel de leur organisation et un exposé de leur activités opérationnelles du moment.

Plusieurs points retiennent l'attention à l'issue de l'examen de la posture de la défense américaine en ce milieu de décennie. Globalement, on peut avancer que la permanence des fondamentaux de la stratégie de sécurité et de la politique de défense contraste avec les évolutions et l'incertitude actuelles concernant les ressources financières qui lui sont consacrées.

En premier lieu, l'année 2014-2015 ne présente pas d'inflexions notables quant au cadre d'orientations stratégiques élaboré depuis le début de la décennie et à la nature de la politique de défense qui en découle, fixée par la *Defense Strategic Guidance* signée par Leon Panetta en 2012. On peut résumer ce contexte par les points suivants :

- ♦ **Le « rééquilibrage »** : la stratégie de sécurité tourne le dos aux éreintantes campagnes massives post-11 Septembre, favorisant le moindre recours à l'instrument militaire et mettant la priorité sur l'engagement dans la zone Asie-Pacifique.
- ♦ **Le temps de la frugalité**. La réponse politique à la crise fiscale et budgétaire que connaît l'État fédéral de même que ce relatif désengagement militaire induisent une période structurelle de réduction des ressources. Cette dernière reste de moindre ampleur que celle ayant marqué la fin de

la Guerre froide, notamment en raison des besoins de financement en personnel. Ses conséquences capacitaires sont cependant du même ordre. Elle se traduit notamment par le resserrement du format de la force. Bien que toutes les composantes de l'appareil militaire soient concernées, c'est l'US Army qui est la plus affectée par le cadre stratégique actuel.

- ♦ **Le retour de la projection à long terme.** En raison de ces ressources contraintes, tournant le dos au primat de la gestion de court-terme qui caractérisait la période des engagements d'Irak et d'Afghanistan, les militaires américains entendent mieux planifier l'effort de défense sur le long terme et accroître leurs efforts d'innovation. Certes, cette projection a toujours été une préoccupation structurelle de la Navy et de l'Air Force mais elle est également bien intégrée par l'Army.
- ♦ **Le paradigme de l'accès.** Le prisme omniprésent guidant ces évolutions de l'instrument militaire à moyen-long terme est la nécessité de faire face aux menaces et défis du déni d'accès dans l'ensemble des domaines de lutte (terre, air, mer, espace, cybernétique). Il s'est largement substitué dans les institutions, à la notable exception de l'US Special Operations Command, à celui de l'adaptation à la guerre irrégulière qui était encore dominant il y a cinq ans.
- ♦ **La priorité de l'Asie-Pacifique.** Le principal corollaire géostratégique de ce défi de l'accès est le volet militaire du « *rebalancing* » vers l'Asie, avec en toile de fond, le développement inquiétant des capacités militaires de la Chine, devenue *peer competitor* avant l'heure. Ce rééquilibrage, qui reste très partiel dans ses manifestations capacitaires, se poursuit néanmoins.
- ♦ **Le retour de la « transformation ».** La solution pour faire face à ces défis semble être de revenir au passé, celui des années 1990. Plus exactement la période actuelle replace sur le devant de la scène des conceptions opérationnelles de l'emploi des forces élaborées à cette période et dont la concrétisation capacitaire s'est poursuivie en arrière-plan de la guerre contre la terreur durant la précédente décennie. La fixité de ces conceptions est aussi frappante que les impressionnantes avancées techniques et tactiques permettant de les mettre en œuvre.
- ♦ **L'élargissement de la gamme des formes d'engagement.** La réticence à s'engager militairement et l'évolution vers le resserrement de la structure de forces amènent les forces américaines à élargir le spectre de leurs activités à la prévention, au « *shaping* » et au développement des capacités des partenaires. C'est là le principal facteur de permanence avec la précédente période.

En second lieu, dans ce contexte, la présente posture de l'appareil militaire américain est marquée par deux aspects :

- ♦ **Une exigence de restauration.** La plupart des responsables expriment la volonté de rétablir la situation de leurs forces compromise par les baisses de budget depuis 2012 et surtout la saignée des séquestrations de 2013. Les budgets obtenus en 2015 et espérés pour 2016 et au-delà sont censés y contribuer fortement. Cette restauration concerne en premier lieu la disponibilité des capacités existantes. Elle a trait également au niveau des investissements dans les acquisitions et activités de recherche et de développement car le besoin de recapitalisation de larges portions d'un instrument vieillissant (tout particulièrement pour l'US Air Force) est présenté comme une impérieuse nécessité. Le possible retour des séquestrations en 2016 est perçu comme un risque inacceptable pour le maintien de l'aptitude à remplir les missions aujourd'hui définies. Situation inédite, la défense américaine programme sciemment depuis deux ans un niveau de ressources dépassant celui fixé actuellement par le cadre légal ;
- ♦ **Le renforcement des « vents contraires ».** L'évolution dépeinte dans les points précédents n'a rien de linéaire. Alors que le leadership politique entend limiter l'engagement de l'instrument militaire, que les forces américaines entendent concentrer leurs efforts sur la préparation préventive et dissuasive de long terme et sur l'Asie-Pacifique, les crises et conflits actuels, tout particulièrement la lutte contre les entités djihadistes, leur imposent de maintenir un haut niveau d'implication opérationnelle et de rester au moins partiellement engagées sur le Moyen-Orient.

Une des grandes questions est donc de savoir si la combinaison de ces défis et ce besoin de rétablissement ne vont pas finalement porter un terme à la période de rétraction que nous connaissons.

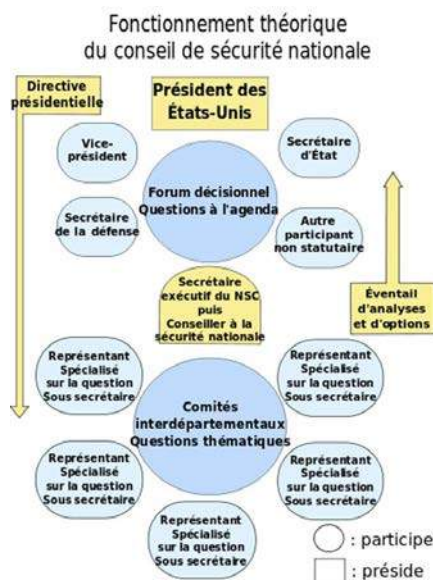
**RAPPEL : LES PRINCIPAUX ACTEURS
ET PROCESSUS DE LA DÉFENSE AMÉRICAINE**

L'ÉLABORATION DES ORIENTATIONS POLITICO-STRATÉGIQUES

La formulation de la stratégie de sécurité nationale

La définition des orientations de la stratégie de sécurité nationale, dans laquelle s'inscrit la politique de défense, relève de la compétence du Président des États-Unis. Il est assisté en cela par le Conseil de sécurité nationale (*National Security Council, NSC*), institué en 1947, et qui présente un double aspect :

- ♦ Organe de délibération et d'évaluation des options, il réunit les principaux responsables de la politique de sécurité (ou leurs adjoints) autour du Président ou de son Conseiller à la sécurité nationale (*National security advisor, NSA*) pour préparer les choix politiques ;
- ♦ Organisation dirigée par le NSA, composée d'experts régionaux et par domaines (environ 400 personnes actuellement), le NSC assure la préparation des réunions et le suivi de l'application des décisions présidentielles.



Au niveau de la présidence, la formulation de la direction politico-stratégique de la défense concerne essentiellement :

- ♦ L'énonciation d'une vision de la sécurité nationale, des enjeux prioritaires et de la démarche privilégiée par l'Administration pour atteindre ses objectifs ;
- ♦ La délimitation de la place qu'occupent les forces armées dans la stratégie, aux côtés des autres instruments de puissance ;
- ♦ Les conditions de recours à la force.

Ces éléments sont principalement fixés dans les Stratégies de sécurité nationale (*National Security Strategy, NSS*) que la présidence est théoriquement tenue de présenter chaque année au Congrès depuis 1987. Le rythme de production de ces documents s'est progressivement ralenti à la fin de la décennie 1990. Deux rapports seulement furent publiés sous la présidence de George W. Bush (2002 et 2006) et ce nombre ne sera probablement pas dépassé par son successeur. La première NSS de l'Administration Obama fut publiée en 2010, la seconde en janvier 2015, avec plusieurs mois de retard dû aux évolutions rapides du contexte international.

Même publiés de manière irrégulière, le caractère purement formel de ces documents les rend assez peu précis sur les choix stratégiques des Administrations. Ils expriment plutôt une conception de la sécurité nationale et une approche privilégiée dans le traitement des problèmes internationaux, caractéristiques de chaque présidence. Les NSS sont ainsi l'occasion de « codifier » des thèmes souvent déjà abordés dans les discours de politique extérieure prononcés lors d'événements particuliers.

L'évolution de l'équipe de sécurité nationale sous la présidence Obama

Participation statutaire au NSC	Premier mandat : 2009-2013	Second mandat : 2013 à mars 2015
Vice-président	Joe Biden	Joe Biden
Secrétaire d'État	Hillary Clinton	John Kerry
Secrétaire à la Défense	Robert Gates (décembre 2006 - avril 2011) Leon E. Panetta (avril 2011 - janvier 2013)	Chuck Hagel (janvier 2013 - février 2015) Ashton Carter (février 2015)
Secrétaire à la Sécurité du territoire	Janet Napolitano (janvier 2009)	Janet Napolitano (janvier - décembre 2013) Jeh Johnson (décembre 2013)
Conseiller à la sécurité nationale	James Jones (janvier 2009 - octobre 2010) Thomas Donilon (octobre 2010 - 2013)	Thomas Donilon Susan E. Rice (juillet 2013)
Ambassadeur à l'ONU	Susan E. Rice (janvier 2009 - juillet 2013)	Samantha Power (juillet 2013)
Directeur du Renseignement	Dennis Blair (2009 - mai 2010) James Clapper (mai 2010)	James Clapper
<i>Chairman of the Joint Chiefs of Staff</i>	Amiral Michael Mullen (octobre 2007 - septembre 2011) Général Martin Dempsey (Octobre 2011)	Général Martin Dempsey

LES PRINCIPAUX ACTEURS DE LA DÉFENSE

Le Secretary of Defense et l'OSD

Dans la lignée des orientations fixées par la NSS, la politique de défense précise les rôles et missions de l'appareil militaire et son cadre d'engagement probable ; en déduit des choix capacitaires et d'organisation des moyens de manière à permettre aux forces de remplir leurs missions, dans un cadre budgétaire toujours limité.

Conformément au principe de contrôle civil, les orientations stratégiques sont produites, sous l'autorité du Secrétaire à la Défense, par l'*Office of the Secretary of Defense* (OSD) et plus précisément par le bureau de l'*Under Secretary of Defense for Policy* (USD(P)), actuellement dirigé par Christine Wormuth.

Toutefois, les processus de planification aboutissant à la présentation annuelle du budget, de même que les révisions quadriennales de la politique de défense, impliquent l'ensemble des composantes du Département de la Défense (DoD), notamment les états-majors des 4 *Services* et le Comité des Chefs d'état-major (J.C.S.).



Ashton Carter
SecDef depuis février 2015



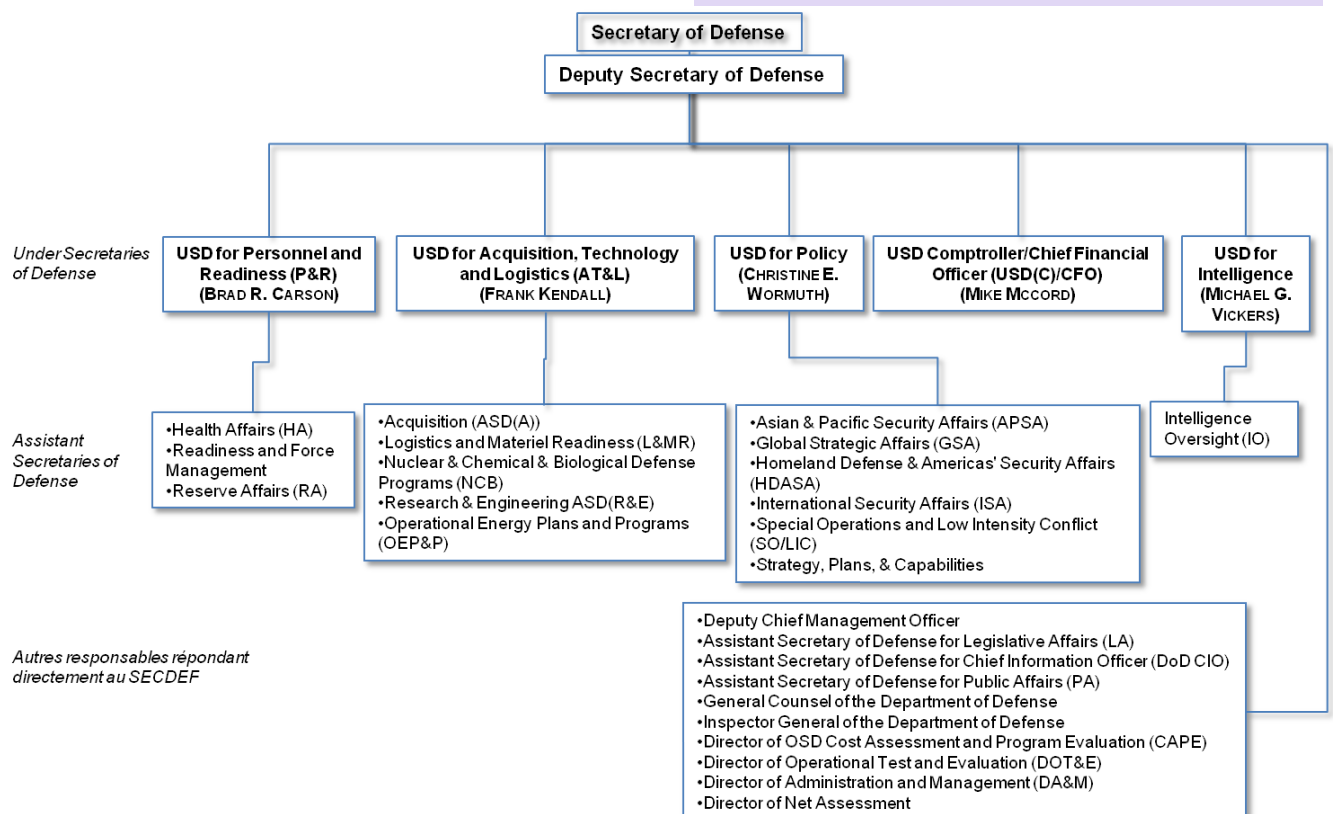
Robert O. Work
Deputy SecDef - avril 2014

Ashton Carter est le 4ème Secrétaire à la Défense (SecDef) de la présidence Obama. Il succède à Chuck Hagel, démissionnaire depuis novembre 2014 en raison de désaccords avec la Maison blanche sur la stratégie menée en Irak et en Syrie.

Le changement de SecDef ne devrait pas entraîner d'évolution notable dans les choix stratégiques, dans la mesure où Ash Carter était déjà largement impliqué dans les décisions, en tant que Secrétaire adjoint, de 2011 à 2013. Il était auparavant en charge du Bureau *Acquisition, Technology and Logistics* (ATL) de l'OSD, depuis 2009. Sous la présidence Clinton, il avait exercé les fonctions d'*Assistant Secretary for International security policy*, entre 1993 et 1996.

Spécialiste des questions stratégiques et nucléaires, il a occupé entre ses périodes d'activité gouvernementale, des postes de chercheur notamment au *Belfer Center for Science & International Affairs* à Harvard et à la Hoover Institution de Stanford. Il a publié une dizaine de livres et une centaine d'articles.

Organisation de l'Office of Secretary of Defense



LES PRINCIPAUX ACTEURS DE LA DÉFENSE

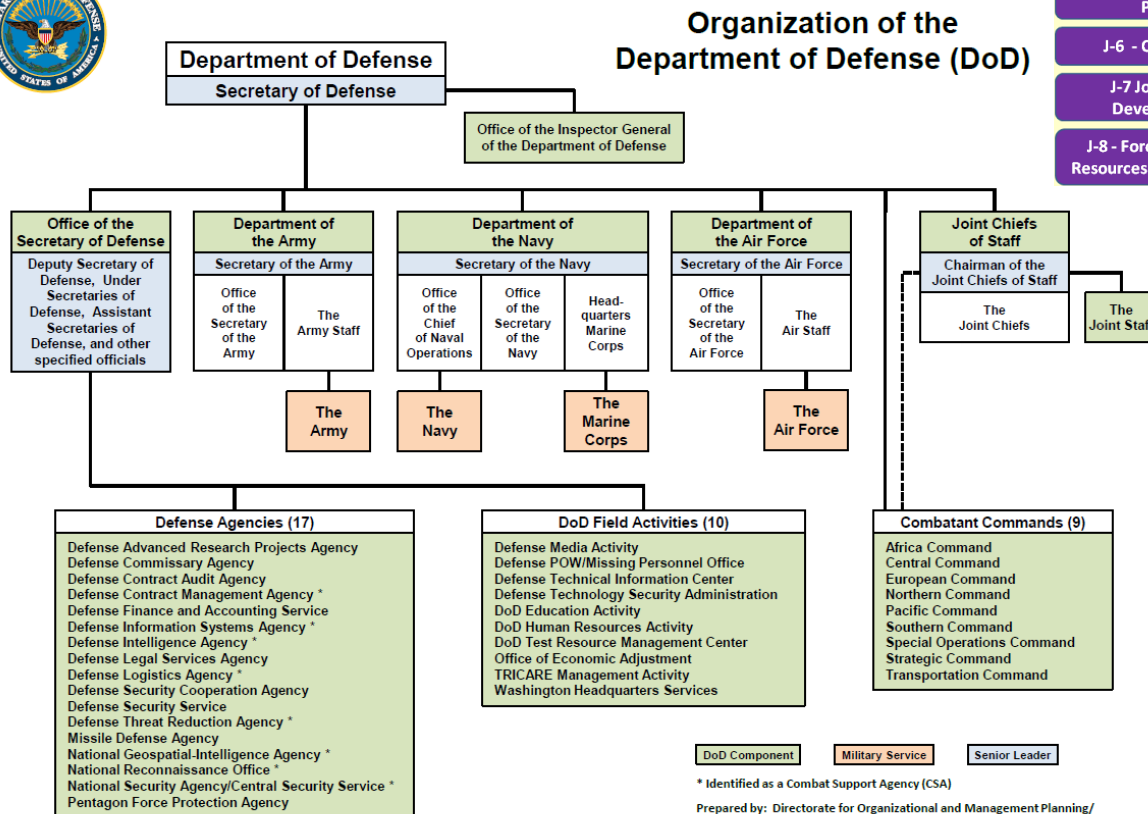
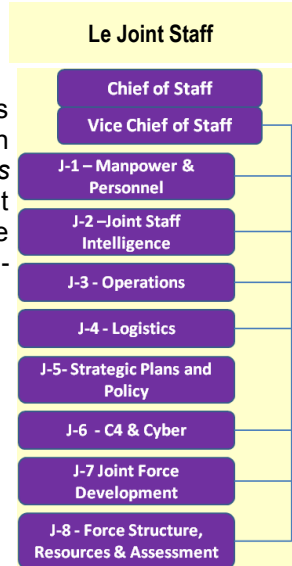
Le CJCS et les principales agences

Fonctions du CJCS et du Joint Staff

Le président du Comité des Chefs d'état-major (C.J.C.S.) n'a aucune autorité organique et opérationnelle sur les forces américaines. Officier en grade le plus élevé des forces armées, son rôle est de conseiller et d'assister le Président et le Secrétaire à la défense dans la direction stratégique de la défense. Il développe la stratégie générale militaire. Sur le plan opérationnel, il évalue les plans développés par les *Combatant Commanders* et fournit ses recommandations à l'exécutif. Dans le domaine de la stratégie capacitaire, il évalue les besoins et recommande les arbitrages dans les développements programmatiques, élabore les plans de répartition des capacités entre les commandements opérationnels (*Joint Strategic Capabilities Plan*) dont il assure la révision des compétences et des zones de responsabilité. Il est responsable de l'élaboration des directives quant à l'emploi des forces, de la doctrine interarmées et de la coordination des activités d'instruction, de formation et d'entraînement. Il supervise enfin les agences désignées comme *Combat Support Agencies*.



Le général Martin E. Dempsey (Army) est un cavalier. Avant de devenir CJCS en 2013, il fut *Chief of Staff* de l'Army pendant deux ans. Auparavant, il fut commandant en Irak, *commander* adjoint de CENTCOM et a dirigé le TRADOC de l'Army.



Les principales agences du Pentagone :

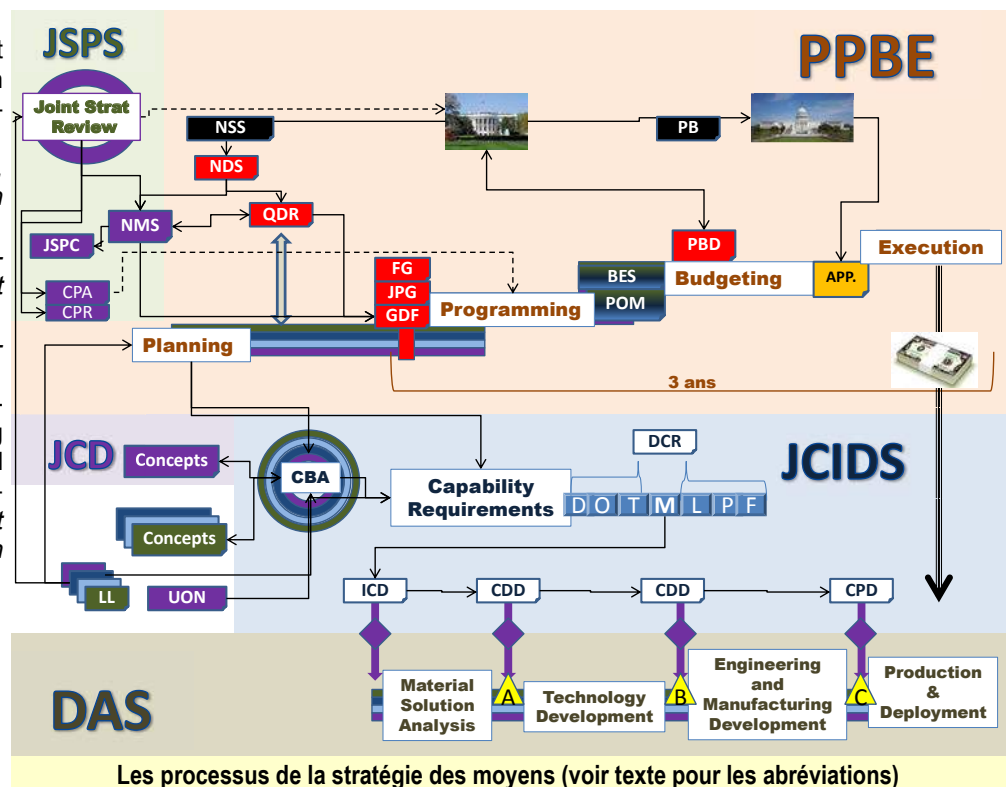
- ♦ La *Defense Advanced Research Projects Agency*, chargée de la R&D.
- ♦ La *Defense Contract Management Agency* qui gère les contrats avec l'ensemble des fournisseurs du DoD.
- ♦ La *Defense Information Systems Agency* qui développe les capacités de C2 et de partage de l'information.
- ♦ Les agences de renseignement : la *Defense Intelligence Agency* qui produit le renseignement d'intérêt militaire et arme le centre de renseignement du J2 du Joint Staff, la *National Geospatial-Intelligence Agency* qui produit le GEOINT (renseignement d'origine image, cartes, renseignement géographique, etc.), le *National Reconnaissance Office* qui conçoit et emploie les systèmes spatiaux de reconnaissance et enfin la renommée *National Security Agency* chargée du renseignement d'origine électromagnétique et cyber.
- ♦ La *Defense Logistics Agency*, la plus grosse agence du DoD, en charge de tous les aspects du soutien logistique des forces américaines.
- ♦ La *Defense Threat Reduction Agency*, chargée de la lutte contre les armes de destruction massive, largement intégrée à USTRATCOM.
- ♦ La *Missile Defense Agency*, chargée du développement de l'architecture de défense antimissile.

LES PROCESSUS DE LA STRATÉGIE DES MOYENS

La stratégie des moyens est conçue et exécutée par un échelonnage de processus particulièrement complexes :

- ♦ *Planning, Programming, Budget and Execution* (PPBE) ;
- ♦ *Joint Capabilities Integration and Development System* (JCIDS) ;
- ♦ *Defense Acquisition System* (DAS).

L'ensemble de ce mécanisme est parfois nommé « Big A » (pour *Big Acquisition*). Il s'appuie sur le développement de concepts et le *Joint Strategic Planning System* (JSPS) du CJCS.



Le PPBE

Mis en place par Robert McNamara au début des années 1960 - et maintes fois modifié depuis -, c'est le processus « maître » de la défense américaine, celui qui répartit les ressources :

- ♦ La phase **Planning** est permanente et travaille sur un horizon 6-25 ans. Elle inclut l'orientation stratégique fournie par la NSS, la *National Defense Review* du SECDEF, la *National Military Strategy* du CJCS et la *Quadrennial Defense Review* élaborée tous les quatre ans par chaque nouvelle administration (qui sera remplacée par une *Strategic Defense Review*). Elle comprend aussi – et surtout – les travaux de planification des *Services* et agences. Les orientations aboutissent à une *Guidance for the Development of the Force* (GDF) actualisée tous les ans par le SECDEF, qui fait le lien avec la phase de programmation.
- ♦ La phase **Programming** est exécutée cycliquement et porte sur l'horizon 2-6 ans. Elle actualise les programmes à financer par le budget de l'année « *after-next* » et les quatre années suivantes (le *Future Years Defense Program*, FYDP). Elle est orientée par l'OSD au travers de la GDF, d'une *Joint Programming Guidance* (JPG) et d'une *Fiscal Guidance* (FG) elle-même fondée sur les orientations de la Maison-Blanche. Le cœur de cette phase est l'élaboration par chaque *Service* et agence maîtrisant un budget, d'un *Program Objective Memorandum* (POM) qui est adressé à l'OSD au mois de juillet et amendé jusqu'à l'automne.
- ♦ La phase **Budgeting** décide du budget de la prochaine FY et commence parallèlement à la programmation. Les *Services* et agences tirent de leur POM une *Budget Estimate* (BES) qui précise leurs besoins budgétaires. Ces BES sont ensuite discutées parallèlement aux POM avec l'OSD puis font l'objet de *Program and Budget Decisions*, eux-mêmes arbitrés par la Maison-Blanche. L'ensemble constitue le volet défense du *President's Budget*, (PB) que la Maison-Blanche adresse au Congrès au mois de février de l'année suivante. Le Congrès vote les appropriations c'est-à-dire les crédits en octobre, au début de l'année fiscale (voir page suivante).
- ♦ **L'exécution** consiste à répartir les crédits et à contrôler leur utilisation durant l'année fiscale en cours.

En d'autres termes, en ce printemps 2015, les *Services* et agences élaborent leur POM 2017-2021 et leur BES pour la FY 2017, interagissent avec le Congrès qui définit les appropriations de la FY 2016 et enfin exécutent le budget « *enacted* » de la FY 2015.

Le JCIDS

Donald Rumsfeld a mis en place en 2003 le JCIDS pour inciter le Pentagone à fonder sa stratégie des moyens sur une « approche capacitaire » cohérente, par fonctions opérationnelles, impliquant plus le niveau interarmées pour gérer les initiatives disparates des *Services*.

La première phase consiste pour chaque *Service* et agence à actualiser tous les ans ses besoins capacitaires, principalement par le biais d'un *Capabilities Based Assessment* (CBA) articulant les exigences (*Needs*), les gaps et les solutions capacitaires pour les combler. Ces solutions sont ventilées par domaine DOTMLPF (*Doctrine, Organization, Training, Materiel, Leadership and Personnel*).

Source de la section : Defense Acquisition University: <http://www.dau.mil/default.aspx>

LES PROCESSUS DE LA STRATÉGIE DES MOYENS

Training, Material, Leadership, Personnel, Facilities). Lorsqu'une solution matérielle est requise, JCIDS impose d'orienter les points de décision de son acquisition par une série de documents capacitaires précisant les paramètres opérationnels clés (*Initial Capabilities Document, Capabilities Development Document*, etc.).

Un élément central de JCIDS est le rôle d'arbitrage et de validation des solutions capacitaires confié au *Joint Requirements Oversight Council* (JROC), au J8 du *Joint Staff* et aux *boards* fonctionnels (*Battle-space Awareness, C4, Protection, Force Application*, etc.) en fonction de l'importance des programmes.

Les experts s'accordent sur la nécessité du JCIDS mais le jugent très lourd bureaucratiquement. Le processus a ainsi été modifié pour prendre en compte d'une part le rythme rapide des technologies de l'information, d'autre part pour traiter différemment les besoins urgents émanant des commandements opérationnels.

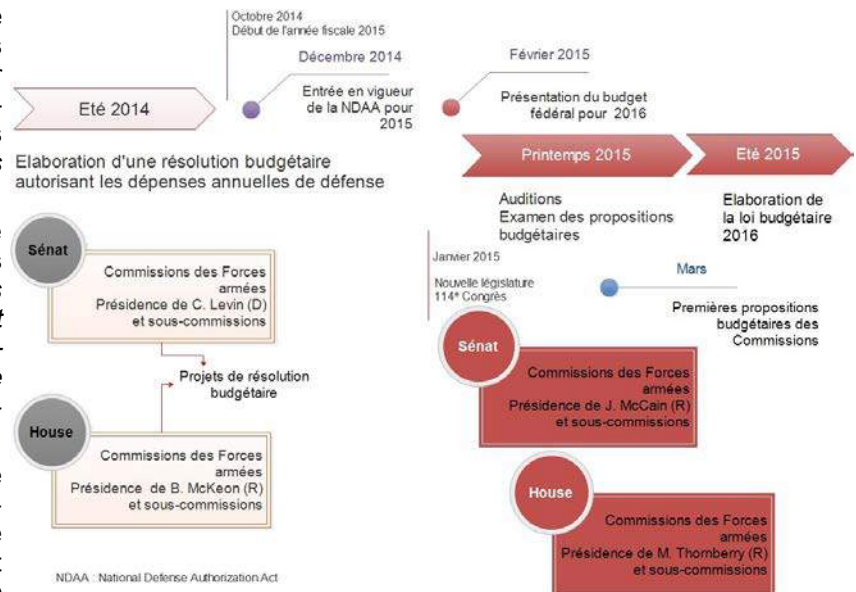
Le DAS

Le DAS gère les programmes d'armement. Il a été modifié, surtout dans ses phases amont, par le *Weapon Systems Acquisition Reform Act* (WSARA) de 2009 pour tenter une nouvelle fois d'enrayer les dérapages de coût et de calendrier courants dans les programmes américains. Le DAS s'articule actuellement en quatre étapes :

1. **L'analyse des solutions matérielles** (décidées sur la base du processus JCIDS en théorie) qui consiste à mener une analyse des alternatives, à planifier la stratégie d'acquisition pour la solution envisagée. A son terme, une décision de réduction du risque est prise (« *Milestone A* ») ;
2. **Le développement technologique et la réduction du risque** qui englobe la définition du design du système envisagé, si possible avec une compétition de prototypes. Elle fait l'objet d'une *Preliminary Design Review* qui débouche sur une décision de développement (« *Milestone B* ») ;
3. **L'ingénierie et le développement de production** comprenant le développement et le test du système et la planification de l'architecture industrielle pour le produire. Cette phase s'achève par une décision de production initiale (« *Milestone C* ») ;
4. **La production et le déploiement** du système.

WSARA améliore également l'évaluation des coûts, à la charge du *Director, Cost Assessment and Program Evaluation* (CAPE) et l'intégration des tests et évaluations du système, menés par le *Director, Operational Test & Evaluation* (DOTE) de l'OSD, avec l'ingénierie.

Le processus d'autorisation des dépenses de défense



Le Congrès et le vote du budget

Le budget de la défense est soumis à l'examen du Congrès avec l'ensemble du budget fédéral en février de chaque année, pour être voté à la fin de l'été et entrer en vigueur au début de la nouvelle année fiscale (en octobre). Plusieurs commissions parlementaires participent au processus¹ :

- Les Commissions du Congrès en charge des forces armées (*Armed Services Committees*) jouent un rôle majeur, puisqu'elles définissent les plafonds de dépense autorisés par *Service* (ou agence) et par programme, tout en fixant éventuellement des conditions d'emploi des crédits.
- Ces éléments sont transmis aux Commissions budgétaires de la Chambre et du Sénat qui élaborent (en principe pour le 15 avril) des Résolutions d'autorisation budgétaire, préparées séparément par les Commissions du Sénat et de la Chambre (en mai-juin), puis consolidées pour élaborer une loi d'autorisation de dépense (*National Defense Authorization Act*, NDAA).
- Sans attendre la Résolution budgétaire conjointe, les Commissions d'appropriation des deux Chambres (spécifiquement leurs sous-commissions dédiées à la défense) commencent en mai l'attribution des crédits pour le financement annuel de chaque activité autorisée.

Les Commissions des Forces armées organisent chaque année au moment de l'examen budgétaire l'audition des responsables de l'OSD, des *Services* et des commandements militaires, afin d'entendre leurs requêtes en fonction de leurs priorités stratégiques. Ces auditions sont aussi l'occasion pour les présidents des Commissions d'exposer leur conception des priorités de défense, en particulier lorsqu'ils appartiennent au parti d'opposition. C'est notamment le cas de la 114^e législature (Congrès élu pour les années 2015-2016), le parti démocrate ayant perdu la majorité à la Commission du Sénat, désormais dirigée par J. McCain.

1. « Budget Concepts and Budget Process », in *Analytical Perspectives, Budget of the United States Government, Fiscal Year 2015*, White House, Office of Management and Budget, pp. 89-90.

LA STRATÉGIE D'EMPLOI DES FORCES

Les processus de planification opérationnelle

La planification des opérations militaires obéit, comme le processus de planification capacitaire, au principe de contrôle civil, l'emploi de la force armée relevant de l'autorité du Président (Commandant en chef des armées), par l'intermédiaire du SecDef et du C.J.C.S. La planification opérationnelle n'a toutefois été placée sous la direction du SecDef qu'à partir de la guerre du Vietnam et les responsabilités des différents acteurs ont été clairement organisées par le *Goldwater-Nichols Act* de 1986. Le processus mis en place à cette époque a été modifié à plusieurs reprises, notamment sous le mandat de D. Rumsfeld au DoD dans les années 2000.

Dans la planification opérationnelle actuelle, on distingue la définition des orientations stratégiques, centralisée au Pentagone, et l'élaboration des plans relevant des Commandements opérationnels.

La production des orientations s'effectue :

- ♦ Au niveau de l'OSD (USD/P) dans le *Guidance for Employment of the Force* (GEF) depuis 2008 ;
- ♦ Au niveau interarmées (CJCS) dans le *Joint Strategic Capabilities Plan* (JSCP).

Ces deux documents sont élaborés parallèlement selon un cycle de deux ans, à partir des directives contenues dans les textes stratégiques (NSS, QDR, *National military strategy*). Le GEF définit les buts stratégiques pour les 5 à 10 prochaines années, alors que les JSCP précise les objectifs des plans

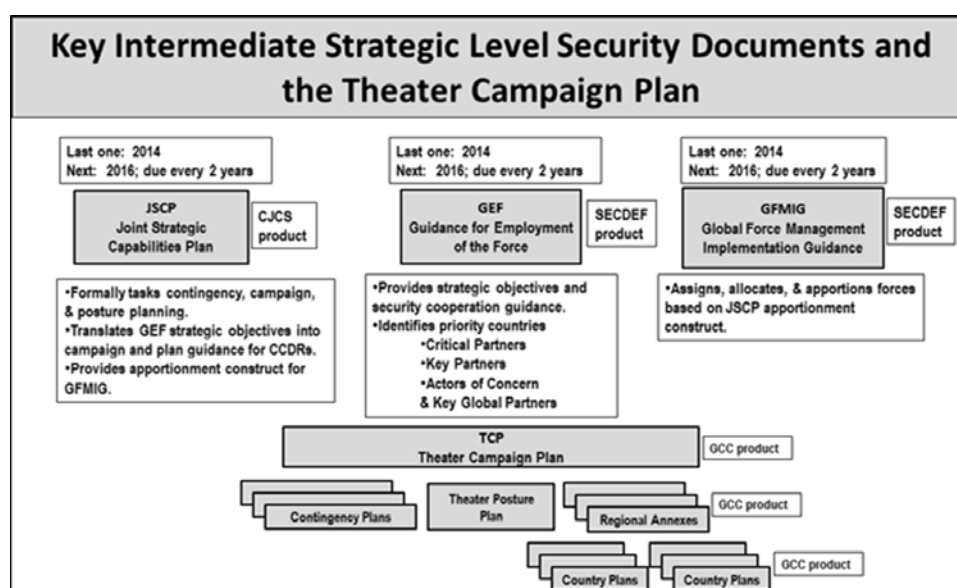
que les Commandements, les *Services* et les agences de défense doivent préparer, en fonction des capacités existantes.

Les plans préparés par les Commandements de théâtre sont ensuite soumis au J.C.S. pour approbation.

Au niveau des théâtres, deux types de plans principaux sont élaborés :

- ♦ Instaurés en 2008 lors de la mise en place du GEF, les **plans de campagne** (*Theater Command Plan*, TCP) articulent l'ensemble des activités menées dans la zone de responsabilité du Commandement, en fonction de sa stratégie : ils se concentrent sur les activités « de routine » (*steady-state*) et la coopération de sécurité, ainsi que la « phase 0 » de la planification d'opération (*contingency plan*).
- ♦ Les *Contingency plans* sont préparés en temps normal pour répondre à l'éventualité d'un échec des activités de présence et dissuasion. Ils envisagent les opérations à mener pour traiter des menaces potentielles pour la réalisation des objectifs stratégiques sur le théâtre.

En cas de nécessité la mise en œuvre de ces plans d'opérations s'effectue à partir de la formulation par le Président d'un *Execute Order* (EXORD), qui déclenche la préparation et l'application de l'ordre d'opération (*Operation Orders*, OPORD).



Source : Dr. Daniel A. Gilewicz, "Security Cooperation Strategic and Operational Guidance: Translating Strategy to Engagement", *The DISAM Journal*, March 2015.

**LE CADRE STRATÉGIQUE EN 2015
ET LE BUDGET 2016**

LA STRATÉGIE DE SÉCURITÉ NATIONALE DE 2015

Le thème principal de la *National Security Strategy* de 2015 est l'exercice du « *leadership* ».

Alors que dans le rapport produit en 2010, la restauration du prestige et de la puissance était l'objectif majeur, l'Administration estime aujourd'hui y être largement parvenue. Dans le même temps, le caractère « *indispensable* » et « *central* »¹ du rôle des États-Unis a été confirmé lors des dernières années et ne peut être remis en cause. Toutefois, la NSS précise la manière dont l'Administration Obama envisage son action dans le monde.

Fondé sur la puissance reconstituée de l'économie et de la société américaines, le *leadership* passe d'abord par l'exemplarité de la « *gouvernance démocratique* » et du comportement international des États-Unis². Il s'appuie sur la coopération avec des partenaires « *efficaces* » et met en œuvre tous les instruments d'une stratégie intégrale. Ce point est une réaffirmation de l'approche « *intelligente* » de l'engagement international (« *smart power* ») revendiquée par l'Administration Obama depuis son arrivée au pouvoir. Elle implique en particulier que la diplomatie et le développement se trouvent « *en première ligne* » pour la promotion et la défense des intérêts, alors que la puissance militaire joue un rôle secondaire³.

Une stratégie intelligente, selon la NSS, doit aussi tenir compte d'une réalité internationale complexe et des limites « *des ressources et de l'influence* » des États-Unis. Le *leadership* doit donc être focalisé sur les évolutions à long terme d'un environnement « *dynamique* », marqué par des « *transitions historiques* ». Dans la préface du rapport, le Président insiste donc sur la nécessité de faire preuve de « *patience stratégique* » plutôt que de rechercher des « *solutions faciles et rapides* ». Cela s'inscrit dans une démarche de prudence, déjà mentionnée dans la NSS de 2010, et qui a été formulée de manière plus directe par Barack Obama début 2014, lorsqu'il confia à des journalistes que l'un des principes de sa politique extérieure consistait à « *ne pas faire de chose stupide* »⁴.

Si l'action des États-Unis constitue « *une force [agissant] pour le bien dans le monde* », le *leadership* s'exerce d'abord au nom des intérêts nationaux, qui relèvent, comme en 2010, de quatre domaines autour desquels se structure le rapport :

- ♦ La sécurité
- ♦ La prospérité
- ♦ Les valeurs
- ♦ Et l'ordre international.

Deux thèmes caractéristiques de la présidence Obama sont à retenir. D'une part, la conception de l'ordre mondial que les États-Unis entendent promouvoir reflète plus clairement encore qu'en 2010 l'approche internationaliste libérale, en mettant l'accent sur l'importance des normes et le rôle des citoyens et des organisations à côté des « *États responsables* »⁵. D'autre part, les « *valeurs* » incarnées par l'Amérique sont plus que jamais présentées comme « *une source de puissance et de sécurité* », tout en orientant les efforts vers les pays qui s'emploient à progresser vers la démocratie.

Priorités internationales par zones géographiques

- 1 Rééquilibrage vers l'Asie-Pacifique, où le *leadership* américain est indispensable pour définir l'évolution régionale à long terme.
- 2 Consolidation de l'alliance avec une « *Europe forte* », qui reste un partenaire incomparable. La priorité de sécurité régionale est désormais la dissuasion « *d'autres agressions russes* » après l'Ukraine.
- 3 Engagement en faveur de la stabilité et de la paix au Moyen-Orient : démantèlement des réseaux terroristes, dissuasion d'agression, prévention de la prolifération.
- 4 Engagement pour soutenir l'avenir prometteur de l'Afrique, par le développement de partenariats.
- 5 Coopération dans les Amériques.

La sécurité demeure le chapitre principal du rapport et est abordée dans la continuité de la stratégie de 2010 et des orientations de défense fixées depuis lors.

1. *National Security Strategy*, Washington (D.C.) : The White House, February 2015, p. 2.

2. *Ibid.*, p. 3.

3. *Ibid.*, p. 4.

4. « *Don't do stupid shit* » serait la formule exacte employée par le Président Obama. Jeffrey Goldberg, « *Hillary Clinton: 'Failure' to Help Syrian Rebels Led to the Rise of ISIS* », *The Atlantic*, August 10, 2014.

5. *National Security Strategy*, op. cit., p. 1.

LA STRATÉGIE DE SÉCURITÉ NATIONALE DE 2015

La NSS de 2015 commence par hiérarchiser les préoccupations de sécurité :

1. Une « *attaque catastrophique* » sur le territoire devient la menace prioritaire, suivie d'attaques contre des citoyens américains à l'étranger, ou contre des alliés. Il faut relever que pour la première fois depuis 2002, le terrorisme ou « l'extrémisme violent » n'est plus associé explicitement à cette menace ;
2. Une crise économique ou une récession mondiale arrive en troisième position, devant la prolifération ou la menace d'emploi d'armes de destruction massive ;
3. Sont ensuite mentionnés les risques de pandémies, les conséquences du changement climatique, de perturbations des approvisionnements énergétiques et finalement les problèmes de sécurité engendrés par les « États défailants ».

Dans la perception des facteurs d'insécurité, il est intéressant de noter que la NSS estime que l'opposition des régimes autoritaires aux « *forces démocratiques* » est devenue une menace pour les États-Unis.

Face à ces différents enjeux, les objectifs affichés sont relativement classiques :

- ♦ Renforcer la défense, car « *un instrument militaire fort est le fondement de la sécurité nationale* »² ;
- ♦ Consolider la sécurité du territoire national ;
- ♦ Combattre le terrorisme, par des opérations ciblées, un engagement collectif et des efforts de prévention de la radicalisation ;
- ♦ Prévenir les conflits, notamment par l'aide aux États fragiles ;
- ♦ Empêcher la prolifération et l'usage des ADM, qui restent « *la plus grave menace* ». A cet égard, l'objectif principal reste d'aller vers « *un monde sans armes nucléaires* »³ ;
- ♦ Lutter contre le changement climatique ;
- ♦ Assurer l'accès aux « *espaces partagés* », en premier lieu au cyberspace ;
- ♦ Et finalement, améliorer la sécurité sanitaire internationale.

Une grande partie de ces objectifs n'implique pas l'instrument militaire et moins encore le recours coercitif à la force. La tendance au déclin de la part de la défense dans la sécurité nationale (amorcée dès les années 1990 et interrompue temporairement par la « guerre contre la terreur » de 2001 à 2005), aboutit sous la présidence Obama à redéfinir de façon restrictive l'utilisation des armées.

1. *National Security Strategy*, op. cit., p. 28.

2. *Ibid.*, p. 7.

3. *Ibid.*, p. 11.

4. Barack Obama, State of the Union Address, Washington (D.C.), January 20, 2015. Le même thème avait été abordé dans le discours de janvier 2014.

5. Ces conditions sont formulées lors des allocutions présidentielles annonçant les frappes en Irak et en Syrie contre l'État islamique, le 7 août et le 10 septembre 2014.

La conception du recours à la force

Si l'existence d'une « doctrine Obama », caractérisant sa politique extérieure, suscite des débats chez les analystes, une conception particulière du rôle et de l'emploi de la force armée ressort assez clairement des discours de l'Administration depuis 2009.



Depuis son accession à la présidence en janvier 2009, B. Obama a abordé la question du recours à la force dans 9 déclarations principales. La formulation la plus complète de la « doctrine » date du 28 mai 2014, à l'Académie militaire de West Point.

L'idée fondamentale est résumée dans la NSS de 2015, par cette formule : « *l'usage de la force ne devrait pas être notre premier choix* ». En fait, le Président n'a cessé de condamner la tentation du recours systématique à l'instrument militaire pour traiter les crises internationales, avec trois arguments :

- ♦ Cela représente un « fardeau » excessif pour les armées ;
- ♦ Alors que les États-Unis disposent d'autres moyens d'action efficaces ;
- ♦ Et que cela risque de les entraîner dans des « *conflits inutiles* », susceptibles de les affaiblir et de profiter à leurs adversaires⁴.

Toutefois, il admet qu'il peut y avoir des engagements militaires « *nécessaires* », parmi lesquels on peut distinguer :

- ♦ La réponse à des menaces directes contre les États-Unis ou leurs alliés, qui peut être unilatérale, tout en respectant le droit ;
- ♦ La décision d'intervenir face à des « *menaces indirectes* », qui dépend de plusieurs conditions : la gravité de la situation humanitaire ; l'existence d'un « *mandat* » international ; et le caractère « *modeste* » de l'effort et des risques pour les États-Unis, ce qui implique une action collective⁵.

Si la réponse à une menace directe autorise à employer tous les moyens appropriés, l'Administration manifeste généralement sa préférence pour une utilisation « ciblée », ponctuelle et limitée de la force, de manière à éviter les « *conflits interminables* » et leurs coûts humain, financier et stratégique.

LA POLITIQUE DE DÉFENSE

Les principaux textes relatifs à la politique de défense

Jusqu'en 2003, la politique de défense était exposée annuellement dans un rapport au Congrès. Depuis 1997, il était complété tous les quatre ans par la publication des résultats d'un processus de Révision stratégique (**Quadrennial Defense Review, QDR**).

Mais à partir de 2005, les orientations définies par le Secrétaire à la Défense ne sont plus présentées publiquement de manière régulière. L'Administration Bush choisit d'élaborer des **National Defense Strategy**, dont deux versions sont produites, en 2005 sous la direction de Donald Rumsfeld et en 2008 sous celle de Robert Gates. Sous la présidence de Barack Obama, après la rédaction d'une QDR inspirée des directives de 2008, il faut attendre janvier 2012 pour que Leon Panetta présente un **Defense Strategic Guidance (DSG)**, qui n'a pas encore eu d'équivalent lors du second mandat. Chuck Hagel a pour sa part mandaté une révision limitée des choix stratégiques au printemps 2013 (**Strategic Choices and Management Review**), mais le rapport n'a pas été rendu public.

Dans la mesure où la dernière QDR, présentée en 2014, s'appuie largement sur les orientations définies en 2012, on peut considérer que le DSG publié à cette époque reste la base de la politique de défense actuelle.

La stratégie de défense qui ressort des différents documents produits par le DoD s'articule autour des éléments suivants :

- ♦ Une vision de l'environnement international, servant à déterminer les enjeux prioritaires ;
- ♦ Quelques axes structurant, reflétant l'approche stratégique dominante ;
- ♦ Une liste plus ou moins hiérarchisée de missions que les armées doivent être en mesure de remplir ;
- ♦ Des choix capacitaires correspondant aux missions.

La perception de l'**environnement stratégique** a peu évolué durant la présidence Obama. D'une manière générale, il est toujours jugé complexe, incertain et

porteur de « défis » variés. Le Secrétaire à la Défense évoquait en février 2014 « *un monde qui devient plus volatile, plus imprévisible et dans certains cas plus menaçant pour les États-Unis* »¹. Les dangers principaux émanent :

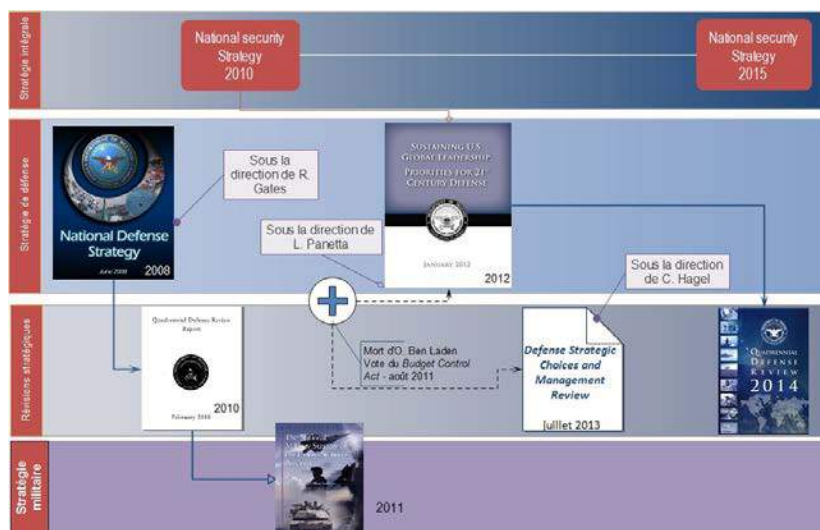
- ♦ de la persistance de « *l'extrémisme violent* », dont les formes ont évolué et se sont diversifiées ;
- ♦ Et de la diffusion de la technologie, de permettre aux adversaires étatiques ou non, d'adopter des « *approches asymétriques* » exploitant les vulnérabilités américaines².

Du point de vue géographique, les régions les plus préoccupantes restent, comme dans le DSG de 2012 :

- ♦ L'Asie-Pacifique, où les risques de conflits se multiplient tandis que la modernisation militaire de la Chine se poursuit et que la Corée du Nord reste une menace à la paix régionale comme à la sécurité « *directe* » des États-Unis ;
- ♦ Le Moyen-Orient marqué à la fois par des divisions religieuses (entre sunnites et chiites), des rivalités pour les ressources et des bouleversements politiques. Ces situations sont particulièrement propices aux groupes terroristes.

On notera que dans la QDR de 2014, l'Afrique est abordée avant l'Europe, mais que dans cette région la Russie est désormais présentée comme un facteur d'insécurité.

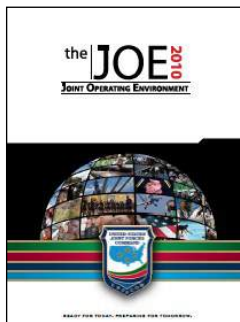
Cette vision du monde et des préoccupations principales se retrouve dans les documents de planification des armées, notamment dans les Concepts opérationnels prospectifs.



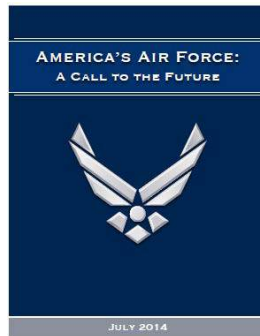
A noter : le Congrès a décidé à partir de 2015 de remplacer la QDR (et la révision des rôles et missions) par une *Defense Strategy Review*.

LA POLITIQUE DE DÉFENSE

La perception de l'évolution de l'environnement stratégique par les armées



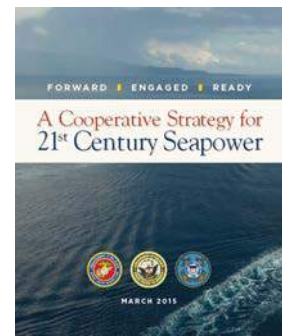
US JFCOM 2010 - Horizon 25 ans



US Air Force 2014 - Horizon 30 ans



US Army 2014 - Horizon 25 ans



US Naval Department 2015

Dans l'ensemble, les forces armées perçoivent l'environnement international comme complexe, instable, porteur de nombreux problèmes de sécurité potentiels et finalement assez peu favorable aux États-Unis. Les principaux facteurs communément présentés comme déterminants dans l'évolution du système sont :

- ♦ Le rythme d'innovation scientifique et technique, de plus en plus rapide, promettant de produire des bouleversements dans tous les domaines. Cela comporte un risque de perte de la supériorité des États-Unis et de leurs alliés, susceptible d'engendrer dans le domaine militaire une « surprise technologique ».
- ♦ Ce phénomène va de pair avec une évolution plus globale de l'équilibre des puissances dans le monde, caractérisé par la montée de nouveaux États dominants régionalement et le risque de voir se former une coalition « anti-américaine »³. Les États-Unis devront lutter pour rester « first among equals »⁴.

Dans ce contexte, les risques pour la sécurité américaine seront liés :

- ♦ À la vulnérabilité des « espaces communs », essentiels à l'économie comme à la défense, mais menacés par le développement des capacités d'interdiction (A2/D2) ou par des attaques dans l'espace ou le cyberspace ;
- ♦ Aux multiples sources de conflits, allant des troubles socio-politiques, de la lutte pour les ressources naturelles, aux confrontations territoriales régionales, en passant par la persistance de l'extrémisme violent ;
- ♦ À la poursuite de la prolifération des armes de destruction massive.

Les armées envisagent un avenir où les engagements sont « continus », et des opérations de combat très probables⁵. Les forces doivent donc se préparer à des activités diverses, dans des environnements variés. Les types de confrontation ne sont plus clairement distingués, même si le JOE de 2010 sépare les guerres majeures et « irrégulières » :

- ♦ Les premières, qui seraient menées contre les puissances concurrentes (Chine, Russie) ou régionales⁶, posent avant tout le problème de l'accès au théâtre et de la maîtrise des espaces maritime et aérien, ce qui explique la focalisation du Département naval (Navy, USMC) et de l'USAF sur ces engagements. Ils se caractériseraient aussi par un niveau de sophistication important des adversaires et le risque d'attaques non-conventionnelles sur le territoire américain ;
- ♦ Les guerres irrégulières, considérées par l'USAF comme l'option de choix des adversaires⁷, seraient menées contre des organisations non-étatiques, bénéficiant des avantages de la connaissance du terrain, des opérations au sein des populations et en zone urbaine, mais aussi des nouvelles technologies. Ces formes de lutte hybrides leur permettraient d'échapper à la puissance américaine.

Dans l'ensemble, les opérations de combat seront plus dangereuses, du fait :

- ♦ De la diffusion des technologies d'attaque à longue portée, dans l'espace et le cyberspace et d'interdiction d'accès. L'augmentation des capacités des adversaires est un problème général, qui comporte selon l'Army le risque d'être dépassé (*overmatch*) dans certains domaines.
- ♦ De la différence culturelle, de principes et de valeurs, entre les États-Unis et leurs adversaires potentiels. Il devient plus difficile de connaître et comprendre l'ennemi, alors que s'accroît le risque d'être confronté à des adversaires « irréconciliables », car motivés par des causes passionnelles⁸.

1. Secretary of Defense Chuck Hagel, FY15 Budget Preview, Washington (D.C.): US DoD, February 24, 2014.

2. *Quadrennial Defense Review*, Washington (D.C.): US DoD, March 2014, p. 6.

3. *Joint Operating Environment 2010*, US Joint Forces Command, February 2010, p. 38.

4. *America's Air Force: A Call to the Future*, US Air Force, July 2014, p. 7.

5. *Joint Operating Environment 2010*, op. cit., p. 4.

6. Seule l'Army distingue des types d'adversaire, en citant des exemples. TRADOC Pamphlet 525-3-1, *The US Army Operating Concept – Win in a Complex World*, TRADOC, October 2014.

7. *America's Air Force: A Call to the Future*, US Air Force, July 2014, p. 7.

8. Ce point est souligné dans le JOE et par l'USAF. *Joint Operating Environment 2010*, op. cit., p. 7.

LA POLITIQUE DE DÉFENSE

Les priorités en 2015

Depuis 2012, la stratégie de défense est structurée autour de la notion de « rééquilibrage » :

- ♦ Rééquilibrage d'abord géographique, du Moyen-Orient qui domina la présidence Bush, vers l'Asie-Pacifique, nouveau centre de gravité économique et stratégique ;
- ♦ Mais aussi recentrage des priorités de défense, des campagnes de contre-insurrection / stabilisation, vers la préparation des opérations futures.

La fin de 13 ans de guerre, marquée par le retrait d'Afghanistan en 2014, rend possible une nouvelle focalisation sur les confrontations « hybrides » ou classiques, dans lesquelles les adversaires pourront disposer de technologies avancées.

La révision des priorités du DoD se traduit dans la présentation des objectifs opérationnels prioritaires. Les dix **missions principales** des armées définies en 2012 sont regroupées dans la QDR de 2014 en trois « piliers » de la défense :

- ♦ La protection du territoire, incluant la dissuasion stratégique, la défense antimissile et la protection du cyberspace ;
- ♦ La construction de la sécurité dans le monde (« *building security globally* »), afin de préserver la stabilité des régions importantes, soutenir les alliés et dissuader les adversaires ;

- ♦ L'entretien de capacités inégalées de projection de puissance, fondement de la dissuasion et de l'aptitude à vaincre de manière décisive.

En fonction de ces missions, le « **contrat opérationnel** » servant au calibrage des armées est reformulé ainsi :

- ♦ En temps normal, la Force interarmées doit être en mesure d'assurer la défense du territoire ; mener des opérations prolongées et dispersées de contre-terrorisme ; et maintenir une présence dissuasive et rassurante dans de « *multiples régions* »¹.
- ♦ En cas de conflit, elle doit pouvoir vaincre un adversaire régional dans une campagne de grande envergure, tout en interdisant à un agresseur d'atteindre ses objectifs sur un autre théâtre.

Il s'agit d'une réduction des ambitions par rapport à l'exigence affichée depuis les années 1990, de pouvoir gagner deux guerres simultanées. En 2010, la précédente QDR envisageait de multiples formes d'engagement, en-dehors des traditionnels « *conflits régionaux majeurs* », mais les « *opérations de stabilisation* » prolongées ou les campagnes de contre-insurrection sont désormais clairement exclues (voir tableau ci-dessous).

Evolution du « contrat opérationnel » des armées depuis les années 1990

	1993 BUR	1997 QDR	2001 QDR	2006 QDR	2010 QDR	2012 Strategic Review
Force Planning Construct	2 Major Regional Conflicts	2 Major Theater Wars	1 – 4 – 2 – 1	Refined Wartime Construct; the "Michelin Man"	No Name	No Name
Major Elements	Defeat 2 Regional Threats Nearly Simultaneously	Defeat Large-Scale Cross-Border Aggression in 2 Theaters in Overlapping Timeframes + Smaller-Scale Contingencies	Homeland Defense + 2 Swiftly Defeats (Win 1 Decisively)	Homeland Defense + 2 Conventional Contingencies or 1 Conventional + 1 Irregular Warfare Contingencies	Homeland Consequence Management Events + 2 Large-Scale Land Campaigns or 1 Large Air/Naval Campaign + Campaign in 2nd Theater or 1 Large Land Campaign + Long-Term IW Campaign	Homeland Defense, Provide Support to Civil Authorities + 1 Full Combined Arms Campaign Across All Domains + Deny Objectives or Impose Unacceptable Costs on 2nd Opportunistic Aggressor
Focus	Size for 2 MRCs, other contingencies are lesser included cases	Size for 2 MTWs plus steady-state SSCs; swing some forces to 2nd major conflict	Emphasize forward defense; focus on four priority theaters; accept risk in a 2nd major conflict	Shift capabilities to address 4 focus areas; long-duration irregular warfare; address steady-state and surge demand	Size as well as shape; multiple scenario cases for the near- and far-term; address surge and steady-state demand, including long-term irregular warfare	Do not size the force for large and protracted stability operations; rebalance to the Asia-Pacific region; reversibility
Context	Gulf War, demand for a peace dividend	Bosnia, peace dividend	Transform the force, support War on Terror	Long War, change capabilities mix, force is sized about right	Support for overseas contingency operations, defense budget cuts	Post-war budget and force structure cuts, prepare for future challenges

14

Source : Mark Gunzinger, *Shaping America's Future Military Toward A New Force Planning Construct*, présentation du rapport, Center For Strategic and Budgetary Assessment, 2013, p.14 .

1. *Quadrennial Defense Review*, op. cit., p. 22.

LA POLITIQUE DE DÉFENSE

Réduction de la structure et innovation

Pour réaliser ses missions, le DoD compte, comme au début des années 2000, sur « *une force plus petite et plus efficace* (« capable »), en mettant l'accent sur des plates-formes rapidement déployables, autonomes, capables de détruire des adversaires plus avancés techniquement »¹.

Contrainte par les limites budgétaires, la QDR a réaffirmé le choix du Pentagone de réduire la structure de forces pour maintenir la *readiness*, tout en remettant l'accent sur la préservation de la supériorité technologique à long terme.

La diminution des volumes de forces concerne principalement les forces terrestres, l'USAF et la Navy étant relativement épargnés du fait de leur rôle de premier plan dans les conflits futurs.

- ♦ C'est l'*Army* qui subira les réductions les plus importantes, avec des effectifs portés à 440 / 450 000 personnels (contre 520 000 actuellement), passant de 45 brigades à 24.
- ♦ Le *Marine Corps* reviendra dès 2017 à 182 000 personnels, voire à son niveau légal de 175 000 hommes en cas de séquestration.
- ♦ Seules les Forces spéciales verront leurs effectifs augmenter, jusqu'à 69 000 hommes.

Avec des moyens moins nombreux, le maintien des compétences optimales des forces est indispensable et un effort particulier est prévu pour restaurer la disponibilité opérationnelle (*readiness*). Il est d'autant plus justifié que le DoD admet une dégradation préoccupante, attribuée aux effets de la « séquestration » budgétaire.

Parallèlement à la restauration des capacités opérationnelles des forces actuelles, la QDR met l'accent sur la préparation de l'avenir. La réduction de la structure doit ainsi permettre d'investir davantage dans la modernisation.

Les capacités essentielles sur lesquelles le DoD entend porter les efforts d'investissement s'inscrivent dans la lignée des choix de 2012 :

- ♦ Aptitude à mener des opérations dans le cyberspace et à appuyer les opérations ;
- ♦ Renforcement de l'architecture existante de défense antimissile (augmentation du nombre de *Ground-Based Interceptors* et déploiement d'un radar de détection et d'alerte au Japon) ;
- ♦ Modernisation de la dissuasion nucléaire ;
- ♦ Développement de capacités spatiales moins complexes et coûteuses et plus résilientes ;
- ♦ Développement des capacités de contre-déni d'accès aérienne et maritime ;

- ♦ Acquisition de nouveaux missiles de précision ;
- ♦ Investissement accru dans des capacités d'Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance (ISR) en mesure d'opérer dans des environnements contestés ;
- ♦ Préservation des capacités d'opérations spéciales, qui conservent un rôle essentiel, tant dans les actions directes que pour la formation et l'appui aux pays partenaires.

Ces capacités doivent permettre de répondre au développement des menaces technologiques identifiées par la QDR, qui sont d'abord les systèmes de déni d'accès et d'interdiction de zone (« *anti-access and area-denial* », A2/AD) incluant les moyens d'attaque dans le cyberspace ou dans l'espace extra-atmosphérique. Au-delà, le développement de technologies « *counter-stealth* », de la robotique ou des moyens d'impression 3-D sont présentés comme des menaces pour la supériorité militaire américaine.

Face à ce risque, le Secrétaire à la défense Hagel a donné au DoD à partir de l'été 2014 un axe de planification prioritaire, présenté dans les discours comme une « *nouvelle offset strategy* »². Ce terme fait référence aux stratégies de compensation par la technologie de l'infériorité numérique occidentale face à l'URSS, adoptées notamment à la fin des années 1970. Il s'agit aujourd'hui de rattraper le temps perdu pendant les années de guerre, durant lesquelles les adversaires potentiels ont amélioré leurs capacités militaires.

Pour cela, Chuck Hagel a formellement lancé en novembre 2014 une Initiative d'innovation de défense (DII), dont la direction a été confiée à Robert Work, appuyé par un *Advanced Capability and Deterrent Panel*, composé des responsables des différents Bureaux de l'OSD et du J.C.S..

L'Initiative a pour objectif de mettre en place au sein du Département un processus de planification à long terme (*Long-Range Research and Development Planning Program*), pour identifier les technologies prometteuses et développer les systèmes permettant de conserver une avance sur les adversaires. Elle doit aussi relancer l'organisation de *wargames* destinés à expérimenter différentes manières d'atteindre les objectifs stratégiques. Finalement, de nouveaux concepts opérationnels doivent être proposés pour pouvoir traiter de manière « innovante » les menaces émergentes.

1. Secretary of Defense Chuck Hagel, *FY15 Budget Preview*, Washington (D.C.): US DoD, February 24, 2014.

2. Cette stratégie, présentée en août par le SecDef adjoint, est exposée par C. Hagel le 14 novembre dans un discours au Reagan National Defense Forum. Elle est formalisée dans un mémo interne du 15 novembre.

LA CONTRAINTE BUDGÉTAIRE

Le plafonnement législatif des dépenses de défense et la réaction du Pentagone

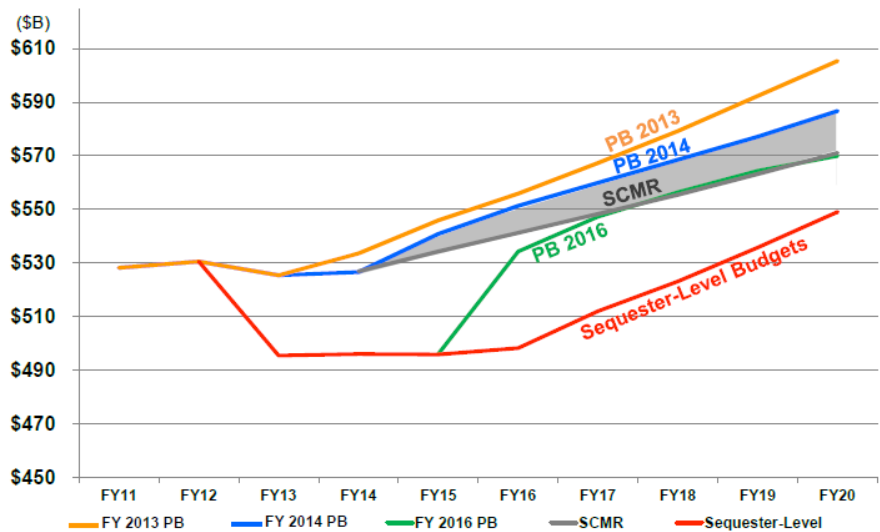
Si les contraintes financières sont toujours un paramètre majeur des choix stratégiques, elles ont pris depuis la fin des années 2000 un poids considérable dans la planification du DoD, accentué par la mise en place en 2011 d'un dispositif législatif plafonnant les dépenses de défense dans le cadre de la réduction du budget fédéral.

- Le *Budget Control Act* d'août 2011 instaurait des limites annuelles de dépenses (jusqu'en 2021), au-delà desquelles s'appliquent des coupes automatiques (*séquestration*). Celles-ci eurent lieu en janvier 2013.
- Le *Bipartisan Budget Act* de décembre 2013 augmentait temporairement les plafonds de dépense autorisés. Ses mesures prennent fin en 2015, si bien que les plafonds du BCA (revus à la baisse) s'appliqueront au budget 2016, avec le risque de séquestration en cas de dépassement.

Le plafond pour 2016 s'établit à 523 milliards \$ pour l'ensemble des dépenses de défense (y compris l'entretien des forces nucléaires, relevant du DoE). Ce plafond s'établit à 499 Mds \$ pour le DoD.

Le Pentagone a bien intégré dans sa planification, depuis 2012, le premier train de réduction des dépenses prévu par le BCA (les fameux 487 milliards de \$ sur dix ans) ce qui explique que structurellement les crédits restent orientés à la baisse sur l'ensemble de la FYDP.

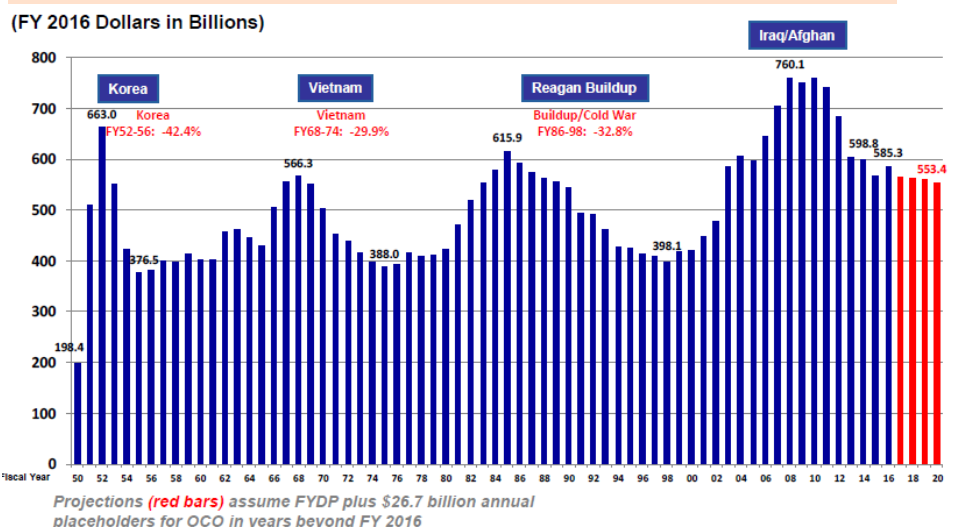
Il estime toutefois nécessaire, pour répondre aux exigences de sécurité nationale, de ne pas tenir compte des plafonnements et des risques de séquestrations qui ont eu selon les responsables américaines en 2013 un effet délétère non seulement en raison de l'intensité des coupes mais également de leur application sur la gestion des programmes. Pour la seconde fois après la PB15, il présente donc en février 2015 un budget excédent les plafonds de 36 Mds \$ (et de 155 Mds en tout sur les 5 ans de la FYDP)², soit 585,3 M \$.



Source : Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), Février 2015.

Les Commissions budgétaires du Sénat et de la Chambre des Représentants, dominées par les Républicains dans la nouvelle législature (114e Congrès, 2015-2017), entendent à la fois respecter des mesures strictes de contrôle budgétaire et augmenter l'effort de défense de l'Administration Obama, qu'elles jugent insuffisant. A cet effet, les Commissions ont proposé en mars 2015 de conserver le plafond du budget de base à 499 M \$, mais d'augmenter les crédits OCO (non soumis à séquestration) pour les porter à 96 milliards. Bien que l'utilisation d'un « budget de guerre » pour financer des dépenses courantes soit largement critiquée, les Commissions des Forces armées considèrent qu'il s'agit de la moins mauvaise option pour assurer un financement adéquat de la dé-

Evolution tendancielle du budget total de défense



1. *Quadrennial Defense Review*, op. cit., p. vi.
 2. *US Department of Defense FY 2016 Budget Request - Overview*, US DoD, Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), February 2015, p. 2-1.
 3. Jeremy Herb, Bryan Bender, « War budget might be permanent 'slush fund' », *Politico*, March 24, 2015.

LA CONTRAINTE BUDGÉTAIRE

Le projet de budget pour 2016

Dans la proposition budgétaire du DoD, les crédits « ordinaires » (*base budget*) augmentent, alors que la part du financement des opérations (*Overseas Contingency Operations*, OCO) diminue logiquement du fait de la réduction de l'effort en Afghanistan.

Les OCO, ces crédits « de guerre », se répartissent principalement entre¹ :

- ♦ L'Afghanistan : 42 Mds \$ pour l'ensemble de l'opération *Freedom Sentinel*, dont 7,7 Mds \$ pour la mission d'assistance et 3,8 Mds pour le soutien des Forces de sécurité ;
- ♦ L'engagement contre « l'État islamique » : 5,3 Mds \$ dont 700 millions pour l'aide aux forces irakiennes et 600 pour la formation des rebelles syriens modérés ;
- ♦ Le Fond de coopération contre le terrorisme (*Counterterrorism Partnership Fund*) lancé en 2014 : 2,1 Mds \$;
- ♦ L'initiative pour l'Europe (*European Reassurance Initiative*) : 789 millions.

Le **budget de base** proposé est conforme aux priorités définies dans la QDR de 2014. Il met l'accent sur la poursuite de la restructuration de l'appareil militaire pour développer une force capable de mener « toute la gamme des missions », ce qui sous-entend un recentrage sur les opérations « décisives », délaissées pendant 10 ans.

Dans cette logique, le Pentagone cherche à restaurer la disponibilité opérationnelle des forces (avec un budget O&M à 250 Mds \$ au total*), laquelle aurait été selon les responsables très durement affectée par les séquestrations de 2013. Cette restauration met l'accent sur la préparation à un ensemble « large » d'opérations, spécialement pour l'US Army.

Dans le même temps, le DoD souhaite investir dans la modernisation des capacités. Il convient en effet de recapitaliser une force qui n'a pas l'objet des investissements suffisants pendant les années de guerre. Il s'agit principalement de la préparer à se projeter contre des adversaires technologiquement « avancés », et donc d'investir dans les domaines prioritaires de la QDR, notamment dans le contre déni d'accès : cyberspace, forces nucléaires et défense antimissile, espace, ISR. Le budget d'équipement est donc en hausse (115 Mds \$ au total*), de même que les crédits de R&D (70 Mds \$), qui couvrent un certain nombre de programmes

	Budget de base	O.C.O
FY16 (requête)	534,3 Mds \$	50,9 Mds \$
FY15	495 Mds \$	63,7 Mds \$
FY14	496 Mds \$	85 Mds \$

entrant dans l'Initiative d'innovation lancée par C. Hagel.

Il convient enfin de souligner l'importance des dépenses consacrées au personnel : elles représentent plus d'un tiers du budget, après une décennie d'augmentation liée à la guerre contre le terrorisme (85% de hausse entre 2001 et 2012). Tout en reconnaissant que le maintien d'un niveau de solde et de prestations sociales correct est indispensable à l'entretien de la qualité des forces, le DoD s'inquiète du poids de ce poste sur les équilibres budgétaires. Depuis 2012, une série de mesures a été prise pour ralentir la progression des dépenses de « compensation » et une Commission spéciale a présenté fin janvier 2015 de nouvelles recommandations. Mais le Congrès se montre particulièrement réticent à l'égard de tout affaiblissement du régime social des militaires.

Au total, le budget requis par le DoD pour 2016 marque une volonté de stopper la baisse continue depuis 2010, même si la planification pour les 4 années suivantes poursuit la tendance à la réduction des crédits. Les chefs d'état-major avertissent que l'application des plafonds de dépenses via de nouvelles séquestrations ne leur permettrait plus d'assurer leurs missions telles qu'elles sont actuellement définies.

Ventilation des crédits requis pour 2016

Table A-10. DoD Total Budget by Appropriation Title

\$ in Thousands Base Budget	FY 2015 Enacted	FY 2016 Request	Delta FY16 - FY15
Military Personnel	139,993,999	139,939,434	-54,565
Operation and Maintenance	246,345,015	250,041,175	3,696,160
Procurement	101,273,354	114,992,064	13,718,710
RDT&E	63,822,806	69,976,397	6,153,591
Revolving and Management Funds	2,225,830	1,875,582	-350,248
Defense Bill	553,661,004	576,824,652	23,163,648
Military Construction	5,652,265	7,024,439	1,372,174
Family Housing	1,126,735	1,413,181	286,446
Military Construction Bill	6,779,000	8,437,620	1,658,620
Total	560,440,004	585,262,272	24,822,268

Note: Reflects Discretionary Budget Authority

Numbers may not add due to rounding

1. Lawrence Korb, Katherine Blekeley, *Defense Budget Déjà Vu*, Center for American Progress, February 9, 2015.

* Budget total incluant les crédits OCO.

LA CONTRAINTE BUDGÉTAIRE

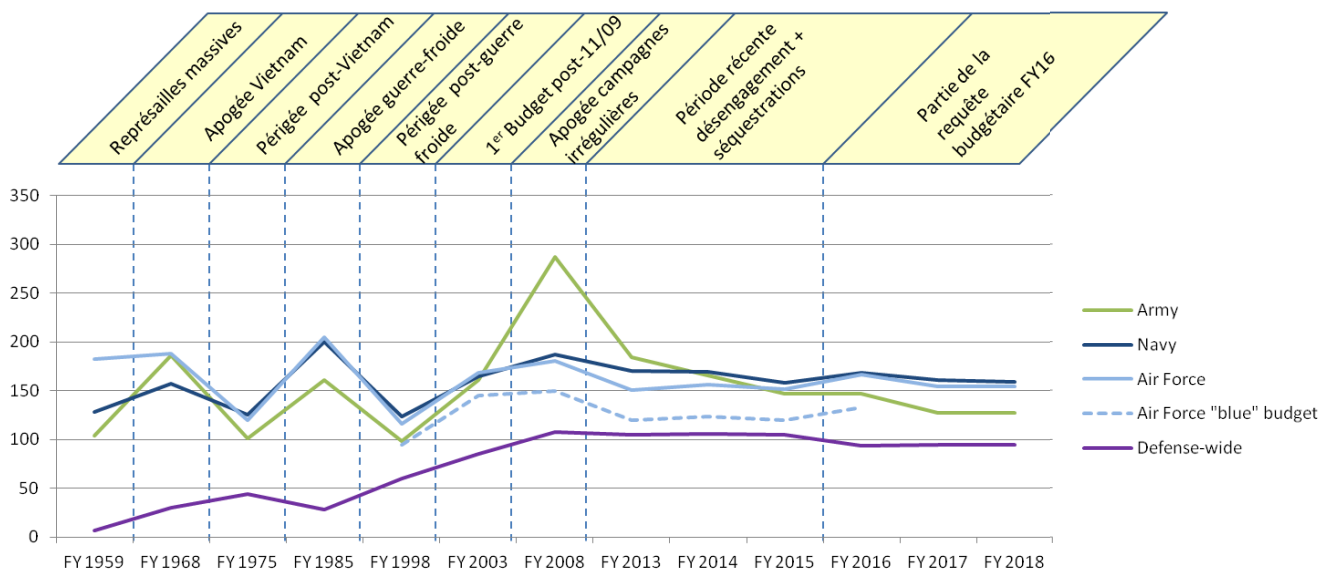
La répartition des crédits de défense

Table A-11. DoD Total Budget by Military Department

\$ in Thousands Base Budget	FY 2015 Enacted	FY 2016 Request	Delta FY16 - FY15
Army	147,566,089	147,143,193	-422,896
Navy	158,794,904	167,992,202	9,204,298
Air Force	152,437,965	167,326,627	14,888,662
Defense-Wide	101,641,046	102,793,250	1,152,204
Total	560,440,004	585,262,272	24,822,268

Note: Reflects Discretionary Budget Authority

Numbers may not add due to rounding



Répartition des crédits de défense américains par services - Budget de base + OCO (sauf pour la requête 2016) en milliards de \$ 2016 - Source : Under Secretary of Defense, Comptroller, *National Defense Budget Estimates for FY 2016 (Green Book)*, March 2015

La répartition des crédits par Service recolle aux habitudes de temps de veille, hors engagement de grande ampleur.

Durant la période de la doctrine des représailles massives, le cœur de la défense américaine résidant dans le *Strategic Air Command*, l'USAF recevait plus de 40% des crédits. A partir de l'Administration Kennedy, un relatif équilibre s'instaure :

- ✦ L'Air Force et le *Department of Navy* se voient attribuer une part équivalente des crédits (qui glissent d'un tiers pendant la Guerre froide à 28-29% dans la période actuelle). Cela étant, il convient de moduler ces ratios : d'une part le DoN finance également le Corps des Marines (env. 24 Mds), d'autre part l'Air Force ne contrôle pas près de 30 Mds de \$ de son budget, qui sont consacrés notamment aux services de renseignement (le « *non-blue budget* »).
- ✦ L'Army est le service dont les crédits connaissent la plus grande variabilité. Elle est récipiendaire de la majeure partie des budgets durant les campagnes de guerre irrégulière, tout particulièrement sous la forme de crédits supplémentaires. En revanche, en période de moindre engagement, son budget de base est structurellement inférieur aux autres. L'étiage est encore plus marqué dans la période actuelle (à peine 23%).
- ✦ Les crédits hors Services (*Defense-Wide*) ont connu une hausse constante depuis 30 ans pour se stabiliser à 17% du budget actuellement.

Le budget « Defense-Wide »

Les crédits « *defense-wide* » recouvrent la myriade de programmes administrés par l'USSOCOM, les nombreuses agences (DARPA, MDA, DISA, DTRA, etc.), l'OSD ou le Joint Staff. Ces crédits relèvent, en ce qui concerne le budget 2016 :

- ✦ Pour un petit tiers, des dépenses de santé (32 Mds \$) qui ont explosé avec les pertes subies en Irak et en Afghanistan. Le *Defense Health Program* ne nécessitait que 10 Mds \$ (courant) en 2000.
- ✦ Pour un gros tiers (38 Mds \$ dont 6 Mds de crédits OCO) des « opérations et maintenance » incluant les 8 Mds destinés à l'USSOCOM et de multiples autres activités, jusqu'au programme d'éducation des enfants de militaires (2,7 Mds\$).
- ✦ Pour 18%, de la R&D, dont la majeure partie est absorbée par la MDA (6 Mds \$), la DARPA (env. 3 Mds \$) et l'OSD (2,7 Mds).
- ✦ Pour seulement 5 %, des acquisitions (dont 2 Mds pour l'USSOCOM, 1,7 Mds pour la MDA et 1 Mds pour la DISA).

**DISSUASION NUCLÉAIRE ET DÉVELOPPEMENTS
CAPACITAIRES INTERARMÉES**

LA DISSUASION NUCLÉAIRE

La posture stratégique

La dissuasion et, en cas d'échec, la défaite d'une attaque nucléaire stratégique sont les missions primordiales de STRATCOM. Il a donc la responsabilité de la planification et si nécessaire de l'emploi des forces nucléaires.

Les États-Unis demeurent la plus importante puissance nucléaire, avec un **arsenal global** évalué début 2015 à 4 760 têtes nucléaires en service, dont 2 080 opérationnelles et déployées. 2 600 têtes nucléaires opérationnelles sont maintenues en réserve (*hedge*) et 2 340 charges retirées du service sont stockées, en attente de démantèlement.

Les têtes opérationnelles déployées sont réparties ainsi :

- ♦ 1 620 charges embarquées sur des missiles stratégiques : 1 152 sur SLBM ; 470 sur ICBM ;
- ♦ 300 charges emportées par bombardiers stratégiques ;
- ♦ 200 charges sur vecteurs tactiques (bombes B-61), déployées en Europe.

Cet arsenal est en diminution continue depuis le début des années 1990. Cette année-là, les États-Unis disposaient de plus de 12 000 têtes nucléaires, embarquées sur 1 875 vecteurs stratégiques. La réduction s'est effectuée dans le cadre de trois accords de désarmement bilatéraux, signés entre 1991 et 2010.

Dès son arrivée à la Maison blanche, le Président Obama a affiché l'objectif d'œuvrer pour le désarmement nucléaire complet (« *global zero* »). Néanmoins, en attendant une évolution favorable du paysage stratégique international, le maintien des capacités de dissuasion nucléaire fortes et crédibles reste in-

dispensable. Les États-Unis continuent donc d'entretenir une triade stratégique, organisée ainsi :

La **composante ICBM**, relevant de l'USAF, comporte actuellement 450 *Minuteman III* (équipés de têtes W78 (MIRV) de 355 Kt ou W87 de 300 Kt.) en silos (réduits à 400 au terme de *New SART*), répartis entre :

- ♦ 90th Missile Wing sur la Warren Air Force Base ;
- ♦ 91st Missile Wing à Minot Air Force Base, North Dakota ;
- ♦ 341st Wing à Malmstrom Air Force Base.

Chaque site comporte trois groupes de 50 missiles, contrôlés par 5 centres de lancement.

La **composante navale** est constituée de 14 SNLE *Ohio* (8 dans le Pacifique, 6 dans l'Atlantique), dont 12 sont opérationnels à tout moment (8-9 à la mer). Ils emportent un total de 288 missiles Trident D5 (équipés de 4 têtes W76 de 100 Kt, W76-1 de 100 Kt ou W88 de 455 Kt). Le nombre de tubes opérationnels devrait être réduit de 24 à 20 par SNLE au terme de *New START*.

La **composante aérienne** repose sur 60 bombardiers : 16 B-2 emportant jusqu'à 16 bombes et 44 B-52H emportant des ALCM. Les 558 ALCM et les bombes sont entreposées à Kirtland Air Force Base (New Mexico), Nellis Air Force Base (Nevada), Minot AFB et Whiteman AFB (Missouri).

Table 1. Limits in START, Moscow Treaty, and New START

Treaty	START (1991)	Moscow Treaty (2002)	New START (2010)
Limits on Delivery Vehicles	1,600 strategic nuclear delivery vehicles	No limits	800 deployed and nondeployed ICBM launchers, SLBM launchers and heavy bombers equipped to carry nuclear weapons Within the 800 limit, 700 deployed ICBMs, SLBMs, and heavy bombers equipped to carry nuclear weapons
Limits on Warheads	6,000 warheads attributed to ICBMs, SLBMs, and heavy bombers 4,900 warheads attributed to ICBMs and SLBMs 1,100 warheads attributed to mobile ICBMs 1,540 warheads attributed to heavy ICBMs	1,700-2,200 deployed strategic warheads No sublimits	1,550 deployed warheads No sublimits
Limits on Throwweight	3,600 metric tons	No limit	No limit

Source: State Department fact sheets.

LA DISSUASION NUCLÉAIRE

La stratégie

Depuis le début du siècle, la stratégie nucléaire américaine a fait l'objet de deux révisions (*Nuclear Posture Review*) : la première en 2001, la seconde en 2010, chacune donnant lieu par la suite à la formulation d'une directive présidentielle concernant l'emploi des forces atomiques : NSPD 14 du 28 juin 2002 et PDD-24 du 19 juin 2013. Ces documents (pour leur partie publique) permettent d'apprécier l'évolution des conceptions américaines en ce qui concerne l'importance du nucléaire.

Si la NPR de 2001 parlait simplement de « *réduire la dépendance à l'égard des armes nucléaires* »¹, celle de 2010 expose comme premiers objectifs : la prévention de la prolifération et du terrorisme nucléaires ; la réduction du rôle des armes nucléaires dans la stratégie américaine ; et en 3^e position, le maintien de la dissuasion et de la stabilité stratégique à des niveaux de forces réduits².

Les situations couvertes par la dissuasion nucléaire n'ont cessé de se restreindre depuis les années 1990. La PDD 24 rappelle que « *les États-Unis maintiendront une dissuasion crédible, capable de convaincre tout adversaire potentiel* » des conséquences désastreuses qu'auraient une attaque contre eux ou leurs « *alliés et partenaires* ». Mais le document précise que l'emploi de l'arme atomique ne serait envisagé que dans « *des circonstances extrêmes pour défendre les intérêts vitaux* ». Elle réaffirme par ailleurs les « *garanties négatives* » données par la NPR de 2010 : les États non nucléaires, membres du TNP et respectant leurs obligations, ne sont pas menacés de représailles nucléaires. Cela laisse les pays traditionnellement visés : la Russie et la Chine, avec lesquels il s'agit de maintenir la « *stabilité stratégique* » ; ainsi que les pays « *proliférants* », les plus préoccupants aujourd'hui.

Cette évolution reflète en partie la plus grande diversité des menaces et formes de confrontation possibles. Ainsi les moyens de dissuader un adversaire doivent se diversifier : l'Administration Bush avait associé dans sa « *nouvelle triade* » les forces nucléaires, les systèmes de défense antimissile et les instruments d'attaque classiques (systèmes d'attaque de précision à longue portée, *conventional prompt global strike*).

L'Administration Obama a poursuivi dans cette logique, en développant des options conventionnelles de dissuasion. Il s'agit d'une part des moyens de défense antimissiles balistiques (dissuasion par interdiction) et d'autre part de capacités de frappe classiques (assumant la fonction de dissuasion par punition).

Les plans d'emploi

Le plan de frappe intégré (SIOP) préparé depuis les années 1960 pour dissuader et, si besoin, vaincre l'URSS ou la Chine, s'est transformé dans les années 1990 en une série « *d'options de représailles différenciées* ». L'appellation du Plan fut modifiée en 2003 à l'initiative de STRATCOM qui l'a remplacé par un ensemble de plans de frappe stratégique dénommé OPLAN 8044². Sa composante nucléaire a fait l'objet d'une révision en octobre 2004 (OPLAN 8044 *Revision 05*), prenant en compte les directions données par la *Nuclear weapons employment policy* rédigée sous l'égide de D. Rumsfeld en avril 2004.

Le plan aurait été remplacé en 2008 par un OPLAN 8010-08 *Global Deterrence and Strike* (révisé en février 2009)³.

A la suite de la *Nuclear Posture Review* de 2010, un nouveau plan a été élaboré en juillet 2012, l'OPLAN 8010-12 *Strategic Deterrence and Force Employment*, qui s'intègre dans un Plan de dissuasion et riposte global (OPLAN 8010), incluant les frappes conventionnelles, les actions cybernétiques et la mise en œuvre de la défense antimissile.

Le DoD consacre actuellement moins de 3% de son budget aux forces nucléaires, mais cette part devrait augmenter pour soutenir les efforts de modernisation en cours. Ils concernent d'abord le prolongement des systèmes existants⁴ :

- ♦ Les ICBM, qui sont en phase finale d'une décennie de programmes destinés à étendre leur vie opérationnelle jusqu'en 2030.
- ♦ Une nouvelle version du Trident II D-5, qui devrait être déployée à partir de 2017 pour maintenir le système en service jusqu'en 2040 ;
- ♦ Les missiles de croisière lancés d'avions (ALCM), ainsi que les bombardiers B-2 et B-52.

Au-delà, des projets de nouveaux vecteurs existent aussi bien dans la *Navy* pour remplacer les sous-marins Ohio (à partir de 2031) que dans l'*Air Force*, notamment avec le développement du LRS-B.

Dans l'ensemble, le plan d'entretien des forces nucléaires proposé dans le budget 2015 prévoit de dépenser 348 milliards \$ d'ici 2024, dont 160 milliards pour les vecteurs et charges stratégiques⁵.

1. *Nuclear Posture Review Report*, [Foreword], US Department of Defense, December 2001, p. 1.

2. *Nuclear Posture Review Report*, Washington (D.C.) : US Department of Defense, April 2010, p. iii.

3. Hans M. Kristensen, « Nuclear Weapons Modernization: A Threat to the NPT? », *Arms Control Today*, May 2014.

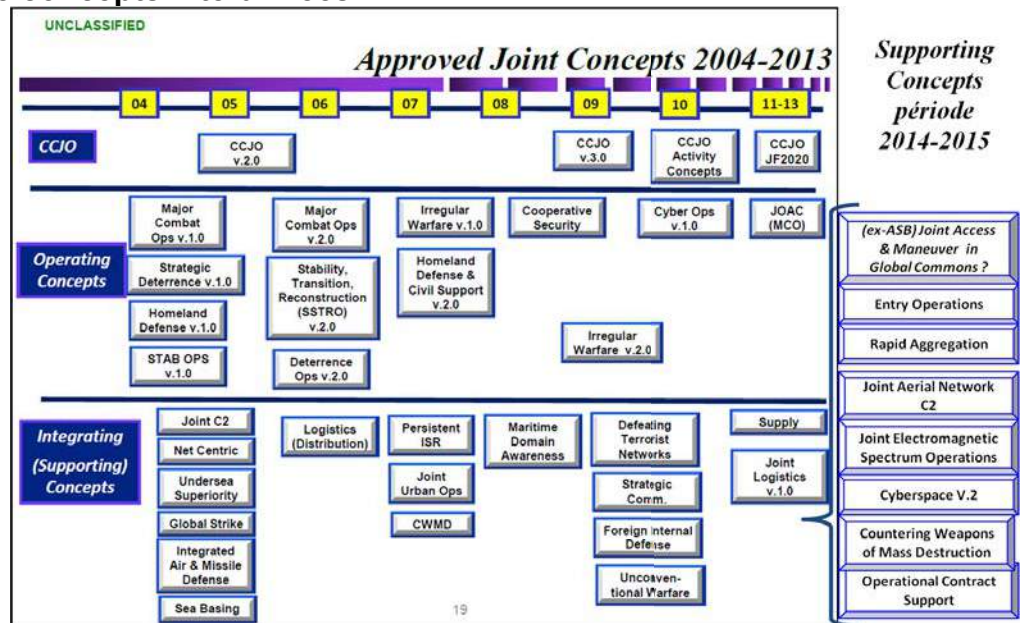
4. Hans M. Kristensen, « US Nuclear War Plan Updated Amidst Nuclear Policy Review », FAS, *Strategic security* [blog], April 2013.

5. *Projected Costs of U.S. Nuclear Forces, 2015 to 2024*, Washington (D.C.) : Congressional Budget Office, January 2015, p. 3.

DÉVELOPPEMENTS CAPACITAIRES INTERARMÉES

Le développement de concepts interarmées

La famille de concepts interarmées présente une bonne vision des préoccupations opérationnelles du moment des forces américaines, lesquelles sont clairement tournées vers l'*Anti-Access / Area Denial*. Depuis le démantèlement de USJFCOM en 2011, le J7 du Joint Staff assure le pilotage du développement et éventuellement la rédaction des concepts interarmées



Brig Gen Jon T. Thomas, *Joint Force Development: Moving from Concept to reality*, Présentation, 18th Annual Expeditionary Warfare Conference, Octobre 2013, <http://www.dtic.mil/ndia/2013expwar/> et complément de l'auteur à droite.

Le *Capstone Concept for Joint Operations* de 2012 décrit les *Globally integrated operations*, que la force interarmées doit pouvoir mener vers 2020. Le *Joint Operational Access Concept* (JOAC) est le concept opérationnel principal pour les opérations de combat majeur, que les *supporting concepts* déclinent. Les principales notions développées dans ces concepts sont :

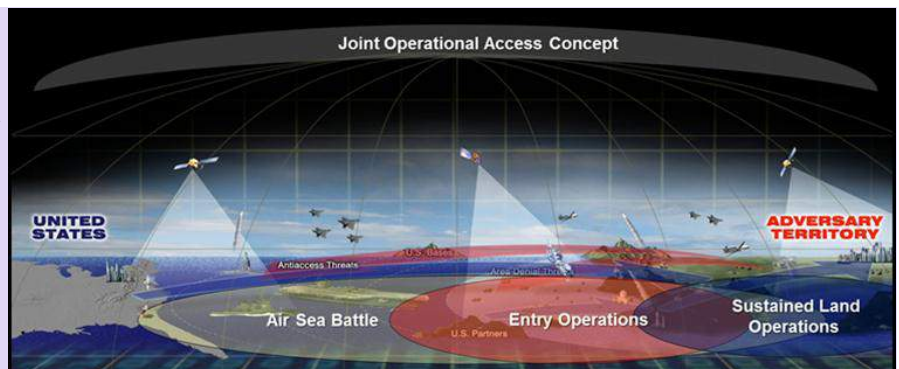
- ♦ La « *cross-domains synergy* » (cœur de JOAC), à savoir l'emploi combiné des capacités dans les différents domaines (air, mer, espace, terrestre, cyber) à tous les échelons ;
- ♦ La flexibilité opérationnelle : la capacité à varier les options de déploiement sur zone, mener les actions simultanées sur plusieurs lignes d'opérations, manœuvrer depuis des distances stratégiques, créer des poches ou des corridors de supériorité focali-

sée, attaquer les capacités adverses dans la profondeur, etc. ;

- ♦ L'exercice du *Mission Command*, « l'éthique de la décentralisation » du commandement ;
- ♦ La mobilité globale, l'agrégation et la reconfiguration rapide des moyens divers allant de forces prépositionnées à des capacités cyber et de frappe globale ;
- ♦ Les partenariats avec les acteurs civils (notamment la *Whole of Government*) et les forces coalisées ;
- ♦ Les arrangements de commandement hybrides, adaptés à la mission, transcendant les limites des commandements régionaux ;
- ♦ L'emploi de capacités à faible empreinte logistique (*light footprint*) : ISR, frappe globale, opérations spéciales, capacités spatiales et lutte cyber.

La fin d'AirSea Battle

Le controversé concept *AirSea Battle* (ASB) a laissé la place à JAM-GC (*Joint Access and Maneuver in Global Commons*) qui fera l'objet d'un *Joint supporting concept*. ASB était une initiative inter-service USAF-USN, qui ne relevait pas du Joint Staff. Focalisé sur le déni d'accès plus que sur l'interdiction de zone, ASB dont la substance était résumée par l'acronyme NIA-D3 (*Networked, Integrated, Attack-in Depth – Disrupt, Destroy, Defeat*) était surtout un vecteur de développement des opérations en réseau et d'identification des besoins d'interopérabilité entre l'Air Force et la Navy. JAM-GC signifie donc aussi l'implication de l'Army et des *Marines* sur ce thème du déni d'accès¹.



Air-Sea Battle Office, *The Air-Sea Battle (ASB) Operational Concept*, Quinquépartite Combined Joint Warfare Conference, 21 May 2014.

1. Sam LaGrone, "Pentagon Drops Air Sea Battle Name, Concept Lives On", USNI News, January 20, 2015, <http://news.usni.org/2015/01/20/pentagon-drops-air-sea-battle-name-concept-lives>

DÉVELOPPEMENTS CAPACITAIRES INTERARMÉES

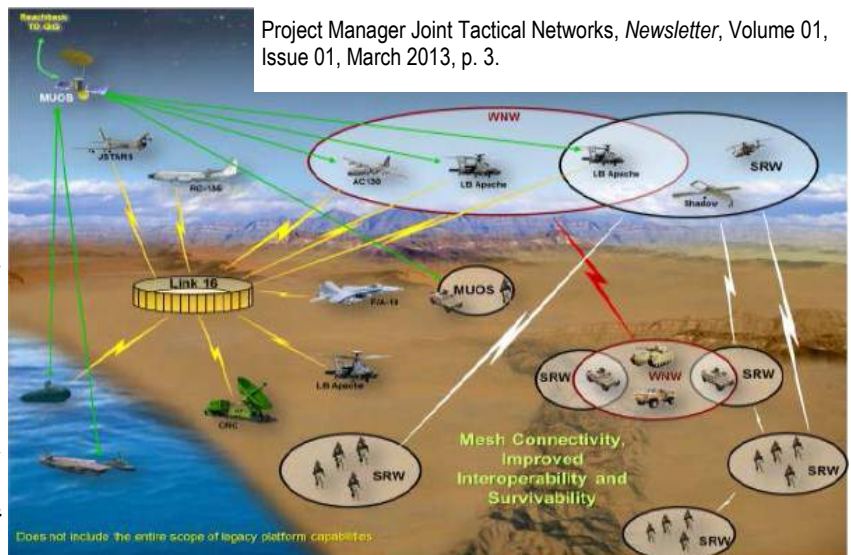
Les avancées de la mise en réseau des forces

Les armées américaines modernisent la « *Global Information Grid* » conçue il y a douze ans pour concrétiser le concept de guerre en réseau, selon des modalités souvent définies par USFCOM avant 2011.

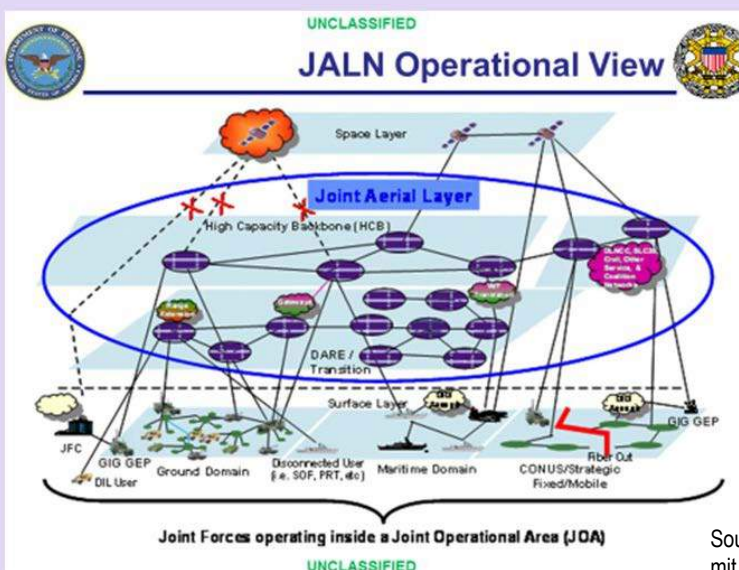
- Le principal système interarmées de planification et de conduite des opérations reste le *Global Command and Control System* (GCCS) que les Services déclinent dans des versions propres, en lien avec leur propres applications tactiques. L'équivalent pour la fonction ISR est le *Distributed Common Ground System* (DCGS) qui regroupe les fonctionnalités de gestion de la recherche et de production du renseignement. Ces systèmes migrent progressivement vers des architectures ouvertes « orientées service », censées les rendre interopérables ;
- L'évolution est à l'interconnexion des différents systèmes de liaisons de données tactiques (LDT) et leur capacité à la reconfiguration rapide, avec la généralisation des modes de fonctionnement IP. Émerge ainsi une fédération de réseaux MANET de différents débits, analogues à ceux de la téléphonie mobile que l'on connaît dans le civil. Les principaux LDT restent cependant la Liaison-16 et le *Variable Message Format* (VMF).
- Cette interconnexion croissante est permise par l'extension des communautés d'utilisateurs tactiques des SATCOM, l'acquisition de radios logicielles capables de transmettre sur plusieurs formes d'onde. Le programme unique de radio logicielle *Joint*

Tactical Radio System a été restructuré en 2012 en différentes composantes indépendantes (véhicule ; portable ; plate-forme fixes, aériennes et maritimes) lesquelles doivent utiliser à terme quatre formes d'onde : *L-16 MIDS*, *Soldier Radio Waveform*, *Wideband Networking Waveform* et *MUOS* (*Mobile User Objective System*, le nouveau SATCOM). La cohérence de l'ensemble est assurée par le *Joint Tactical Networking Center*.

Les défis restent importants. Ainsi les différences doctrinales (par exemple en termes d'organisation des chaînes fonctionnelles) conditionnent les besoins de mise en réseau de chaque *Service*. La mise en réseau de systèmes de niveaux de classification différents impose le développement de « *cross-domain solutions* ».



Joint Aerial Layer Network



Le JALN, élaboré par l'Air Force depuis 2009 et faisant l'objet d'un concept interarmées, vise à améliorer les capacités et la résilience des systèmes de communication en cas de déni d'accès aux moyens spatiaux. Le JALN a trois fonctions : fournir une « épine dorsale » (*backbone*) stratégique à haut débit de réseau COM alternative ou complémentaire des SATCOM ; étendre la portée, l'accès et la distribution des communications en bande large et en bande étroite à tous les niveaux de la force ; fournir de nouvelles interfaces entre les réseaux. Le JALN agrège et complète les initiatives existantes pour créer un maillage reliant les différents réseaux de liaison de données, interconnectés grâce à des plates-formes relais. La Navy a adopté une approche du même ordre en développant le *Battle Force Tactical Network* pour relier ses groupes de combat et aéronefs avec ses liaisons radio HF/UHF.

Source : Joint Staff, *Joint Aerial Layer Network*, 2011, Spectrum Summit, <https://acc.dau.mil/CommunityBrowser.aspx?id=540241>

DÉVELOPPEMENTS CAPACITAIRES INTERARMÉES

Le domaine Cyber

Une nouvelle stratégie

Succédant à la stratégie de 2011 définissant le domaine cyber comme domaine opérationnel à part entière des armées américaines, la nouvelle *DoD Cyber Strategy* confirme les trois grandes missions confiées à la défense américaine :

- ♦ la défense des réseaux et informations du DoD ;
- ♦ la défense de la Nation contre des cyberattaques significatives, par des opérations cyber et toutes autres mesures en partenariat avec les agences civiles, bien que le gouvernement n'ait qu'un rôle « limité et spécifique » étant donné la nature privée de 90% des infrastructures cyber américaines ;
- ♦ La contribution à la planification et la conduite des opérations incluant la lutte informatique offensive de façon synchronisée avec les autres capacités.

La stratégie réaffirme le développement de la *Cyber Mission Force* dont la constitution a été décidée en 2012. Cette CMF doit compter *in fine* en 2018, 6 200 personnes réparties en 133 équipes :

- ♦ 13 *National Mission Teams* au service de la seconde mission ;
- ♦ 68 *Cyber Protection Teams* assurant la protection des réseaux du DoD ;

Le nouvel Joint Information Environment

La DISA et CYBERCOM, sous l'autorité de l'OSD, restructurent en profondeur la structure matérielle du *Joint Information Environment* (JIE) de l'ensemble des forces américaines¹ au titre de la première mission. L'architecture actuelle est caractérisée par des centaines de serveurs de données et de réseaux divers ce qui entrave l'interopérabilité, entretient des failles importantes de cyber sécurité. Son évolution n'est en outre pas suffisamment réactive en raison de processus d'acquisition trop longs pour prendre en compte les technologies innovantes. Le nouveau JIE devrait être caractérisé d'ici 2017 par certaines évolutions très concrètes :

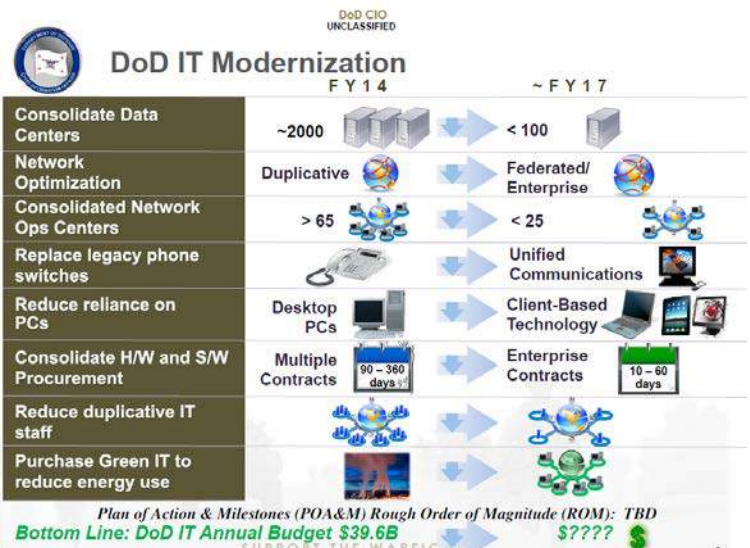
- ♦ Une consolidation massive des centres de données (d'environ 2 000 à moins de 100) des centres de gestion des réseaux (de plus de 65 à 25) permettant une bien meilleure *cyber situational awareness* temps réel ;
- ♦ Le recours au *cloud computing*². La stratégie du DoD, très progressive, consiste entre autres en des déploiements de cloud différenciés (en termes de répartition entre cloud public et privé notamment) selon le domaine de classification du réseau : réseau non-protégé (NIPRNET), réseau secret (SIPRNET) et réseau très secret (comme le JWICS) ;
- ♦ Le remplacement des switch téléphoniques classiques ;

- ♦ 27 *Combat Mission Teams* chargés de mener les opérations cyber au sein des commandements opérationnels ;
- ♦ 25 *Support Teams* appuyant les autres équipes en matière d'analyse et de planification.

Le développement de la CMF suppose l'amélioration des capacités de formation, le recrutement de personnels militaires (y compris via la Reserve et la Garde nationale) et civils, de même que l'utilisation d'experts du secteur privé.

L'ensemble doit être coordonné par la *Joint Force Headquarters for DoD information network* (DoDIN) du CYBERCOM. La stratégie insiste bien entendu sur le développement des plans et l'emploi de *red teams* pour détecter et évaluer les vulnérabilités. Elle souligne les échanges et exercices à mener avec le FBI et le *Department of Homeland Security* et le rôle de la Garde nationale en la matière. Elle inclut enfin le partenariat avec les alliés ; l'amélioration de la résilience des réseaux alliés au Moyen-Orient et en Asie du nord, le partenariat avec l'OTAN.

- ♦ La réduction de la dépendance au PC et la diffusion massive des outils mobiles (tablettes, etc.) pour les forces déployées³.



David DeVries, DoD Deputy Chief Information Officer For Information Enterprise (IE) DoD Joint Information Enterprise, May 21, 2013, <http://c4i.gmu.edu/eventsInfo/reviews/2013/pdfs/AFCEA2013-DeVries.pdf>

1. Voir : « The Department of Defense Cyber Strategy », http://www.defense.gov/home/features/2015/0415_cyber-strategy/
2. Martin E. Dempsey, Chairman of the Joint Chiefs of Staff, Joint Information Environment, 22 January 2013, <http://www.jcs.mil/Portals/36/Documents/Publications/environmentalwhitepaper.pdf>
3. Department of Defense, Chief Information Officer, Cloud Computing Strategy, July 2012.
4. Voir sur ces quatre points, M. David DeVries, DoD Deputy Chief Information Officer For Information Enterprise (IE) DoD Joint Information Enterprise, May 21, 2013, <http://c4i.gmu.edu/eventsInfo/reviews/2013/pdfs/AFCEA2013-DeVries.pdf>

DÉVELOPPEMENTS CAPACITAIRES INTERARMÉES

Le domaine spatial

Le Deputy SECDEF a mené en 2014 une *Strategic Portfolio Review* concernant l'espace. Les deux priorités du moment sont la résilience mais aussi la dissuasion face aux menaces, analysées comme croissantes, de *counter-space* et la surveillance de l'espace (*Space Situational Awareness, SSA*), dans la mesure où le nombre de débris spatiaux est tel qu'il menace certaines orbites. Cette résilience concerne les 4 grandes fonctions « *enabling* » assurées par les moyens spatiaux :

- ♦ Le PNT (*Position, Navigation, Timing*) assuré par la constellation GPS ;
- ♦ Les communications au-delà de la ligne de vue assurées par les SATCOM ;
- ♦ L'ISR produisant du GEO-INT et du SIGINT ;
- ♦ Le soutien météorologie.

Le concept de « désagrégation » comme solution de résilience

Le principal concept d'AFSPACECOM pour assurer cette résilience des architectures spatiales américaines est leur « *disaggregation* », c'est-à-dire « *la dispersion des missions, fonctions et capteurs sur de multiples systèmes couvrant un ou plusieurs plans orbitaux, plates-formes, hôtes ou d'autres domaines* »² que l'espace. Cette stratégie couvre l'ensemble de la « chaîne de valeur » du secteur spatial (lancement, technologie, opérations, gestion des architectures). Cette désagrégation s'opérerait au sein d'une fonction donnée (exemple de la dispersion des charges AEHF sur des satellites plus spécialisés – pour le C2 de la dissuasion nucléaire, pour les communications tactiques), entre différentes fonctions, (ex : accueil d'une charge ISR sur un SATCOM, comme l'Air Force l'a testé en 2011-12 avec *Commercially Hosted Infrared Payload* sur un satellite Intelsat) avec le domaine aérien (ex : concept de JALN).

Les investissements majeurs

Les principaux investissements actuels concernent :

- ♦ Le PNT. L'USAF aura lancé en 2016 les 12 satellites du GPS Block IIF, derniers de cette génération, qui sont plus résistants au brouillage car ils diffusent un nouveau signal militaire (M-CODE). L'acquisition du GPS Block III et le développement d'un nouveau segment sol de la constellation GPS, le *Next Generation Operational Control Segment (OCX)* représentent les priorités dans ce domaine.

- ♦ **L'ISR.** Hormis les développements classifiés, les évolutions critiques concernent la mission d'*Overhead Persistent Infrared (OPIR)* appuyant la défense antimissile et le renseignement. L'USAF déploie cette année le segment sol unique (correspondant à « l'incrément 2 » du programme *Space Based Infrared System, SBIRS*) des trois types de satellites : les anciens satellites du *Defense Support Program*, les 2 satellites en orbite géostationnaire (GEO), les 2 charges sur des satellites classifiés en orbite elliptique haute (HEO). Deux autres satellites GEO devraient être lancés en 2015 et 2016.
- ♦ **Les capacités de lancement.** Elles incluent l'acquisition de 5 EELV (*Evolved Expendable Launch Vehicle*) Delta IV et Atlas V, l'ouverture à la compétition pour de nouveaux lanceurs... n'utilisant pas comme l'Atlas V de moteurs russes.
- ♦ **La SSA.** JFCC-Space de STRATCOM (voir à cette page) centralise sur son *Joint Space Operations Center* les données du *Space Surveillance Network* d'une trentaine de capteurs radars et optiques pour suivre quelque 1 000 satellites et plus de 20 000 débris. Le nouveau *JSpOC Mission System (JMS)* devrait avoir achevé son déploiement incrémental fin 2016, ce qui est indispensable pour pouvoir traiter et visualiser le surcroît de données sur les débris en orbite basse que procureront les nouveaux radars *Space Fence* à partir de 2019.

Le Space Control

Enfin, échaudés par le test ASAT chinois de 2014 et les développements russes récents, le DoD modifie actuellement sa posture pour renforcer le développement de capacités de *Space Control* défensives mais aussi offensives. La volonté du département est dans la droite ligne du *National Defense Authorization Act* de 2015 qui enjoint l'administration d'amender la stratégie spatiale américaine pour « *y incorporer une stratégie de contrôle de l'espace et de supériorité spatiale pour la protection des systèmes spatiaux de sécurité nationale* »³.

1. Statement of Mr. Dyke Weatherington Acting Deputy Assistant Secretary Of Defense For Space, Strategic, And Intelligence Systems before the House Committee on Armed Services Subcommittee on Strategic Forces, March 25, 2015.
 2. Air Force Space Command, *Resiliency and Disaggregated Space Architectures*, White Paper, April 2013, p. 4, <http://www.afspc.af.mil/shared/media/document/AFD-130821-034.pdf>
 3. Colin Clark, « DepSecDef Work Invokes 'Space Control;' Analysts Fear Space War Escalation », *Breaking Defense*, April 15, 2015, <http://breakingdefense.com/2015/04/depsecdef-work-invokes-space-control-analysts-fear-space-war-escalation/>

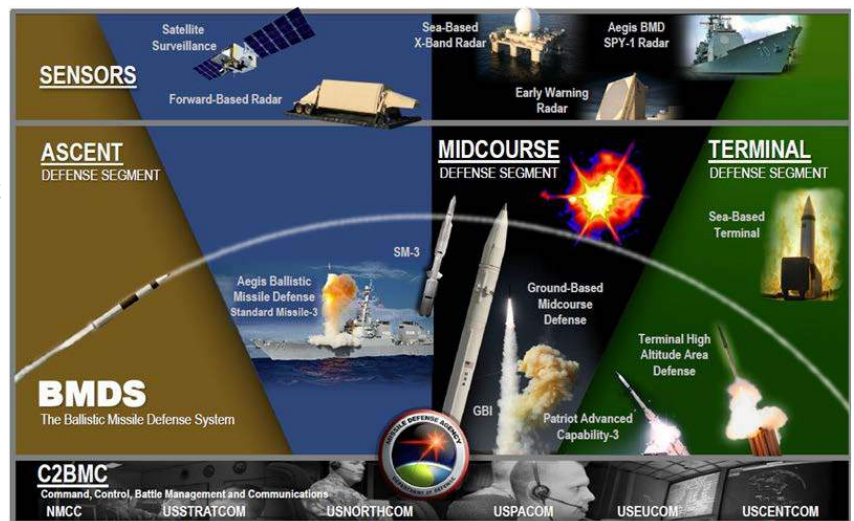
DÉVELOPPEMENTS CAPACITAIRES INTERARMÉES

La défense antimissile

Le système de défense antimissile est développé par la MDA (dont la requête budgétaire est de 8,127 Mds \$ dans le PB16) en lien avec l'Army, la Navy et l'Air Force ; intégré par USTRATCOM son autorité d'emploi, en lien notamment avec NORTHCOM et PACOM. Combinant capteurs spatiaux, terrestres et navals, systèmes d'interception à mi-course et en phase terminale de vol du missile avec destruction cinétique, systèmes de liaisons de données temps réel, la défense antimissile représente une des architectures les mieux intégrées mais aussi probablement la plus complexe de l'appareil de défense américain. La difficulté est d'autant plus grande que le système doit opérer conjointement avec d'autres dispositifs de défense notamment aériens ou de projection des feux des services, hors périmètre de la MDA. Au demeurant, après 20 ans de développement, les gaps capacitaires en matière de *Single Integrated Air Picture* et de contrôle de tir intégré semblent rester importants.

Les axes actuels de modernisation de cette architecture incluent :

- Le renforcement du dispositif de détection et de poursuite avec d'une part l'installation d'un second radar AN/TPY-2 en bande X au Japon, portant à huit le nombre de ces systèmes dans le monde, d'autre part les satellites OPIR déjà évoqués ;
- Le renforcement du nombre de *Ground-Based Interceptors* basés aux États-Unis de 30 à 44 en 2017 avec un troisième site à Ft Greely en Alaska. La MDA travaille au développement d'un nouveau véhicule d'interception (la charge utile à énergie cinétique du GBI) plus fiable que l'actuel pour un déploiement en 2020 ;
- Le renforcement et la modernisation continue de la composante navale des croiseurs et destroyers (DDG-51) équipés du système de C3 Aegis et du missile standard. Les navires équipés doivent passer de 33 à 35, embarquer fin 2016 la moitié des quelques 209 nouveaux missiles SM-3 Block IB qui auront été alors commandés. La 9ème version du système Aegis et le nouveau radar en cours de développement doivent permettre une meilleure intégration de la défense antimissile balistique avec la défense aérienne de zone, notamment via le *Naval Integrated Fire Control-Counter Air* (NIFC-CA) (voir section sur la Navy). Une nouvelle version du stan-



VADM J. D. Syring, USN, Director, Missile Defense Agency, Ballistic Missile Defense Overview, 16th Annual Space & Missile Defense Symposium, August 14, 2013, <http://www.defenseinnovationmarketplace.mil/resources/MDASpaceMissileBrief2013.pdf>

dard, le SM-3 Block IIA est développé avec les Japonais ;

- Le renforcement des capacités des unités de l'Army, lequel comprend le développement d'un réseau de contrôle de tir intégré prolongeant le C2 Battle Management & Communications de la MDA au niveau tactique, la poursuite de l'acquisition du système de défense terminal de haute altitude (THAAD) qui doit équiper sept batteries en 2017 avec 155 missiles. Le système Patriot de défense terminale qui dote 15 bataillons (soit 60 batteries), bénéficie d'un nouveau missile, le PAC-3 MSE ;
- La fin de déploiement en 2015 de la seconde phase de l'*European Phase Adaptive Approach* (EPAA), laquelle complète le radar TPY-2 en Turquie par l'assignation de quatre destroyers DDG-51 à Rota et le déploiement d'une version terrestre du système Aegis en Roumanie. La troisième phase de l'EPAA inclut un autre système Aegis en Pologne en 2018.

Le CJCS a signé en décembre 2013 une *Joint Integrated Air and Missile Defense Vision 2020*, allant de pair avec le CCJO 2020. Estimant que les systèmes de défense sont devenus d'un coût « prohibitif » dans le contexte de contrainte fiscale que connaissent les armées américaines, elle préconise : une meilleure efficacité du partage de l'information, une interdépendance accrue des forces en interarmées et en interalliés ; une concentration de la R&D et des acquisitions sur les gaps capacitaires spécifiques et un accroissement des mesures passives qu'il convient de mieux coordonner avec les défenses actives.

Source: Unclassified Statement of Vice Admiral J.D. Syring, USN, Director, Missile Defense Agency, Before the House Armed Service Committee Subcommittee on Strategic Forces Thursday, March 19, 2015, http://www.mda.mil/global/documents/pdf/ps_syring_031915_hasc.pdf ; Association of the United States Army, U.S. Army Integrated Air and Missile Defense Capabilities: Enabling Joint Force 2020 and Beyond, Torchbearer National Security Report, May 2014, <http://www.ausa.org/publications/ilw/DigitalPublications/Documents/tb-iamd/offline/download.pdf> ; RADM Joseph Horn Program Executive Officer Integrated Warfare Systems, State of IAMD 2014 "IAMD Achievements", June 12, 2014, www.dtic.mil/ndia/2014IAMD/Horn.pdf

POSTURE DES *SERVICES*

US ARMY

Organisation générale

L'US Army est organisée autour d'un état-major réunissant les bureaux du Secrétaire de l'Army et du Chief of Staff, de trois grands commandements de composante relevant des commandements opérationnels et de onze commandements spécialisés.

Les **trois grands commandements** sont :

- ♦ Le **Training and Doctrine Command (TRADOC)** qui élabore les concepts et les doctrines, supervise le recrutement et la formation des officiers et soldats de l'Army, les programmes d'entraînement des unités et assure le développement de la stratégie capacitaire de l'Army ;
- ♦ L'**Army Materiel Command (AMC)** qui gère l'ensemble des programmes d'équipement, de la R&D au soutien ;
- ♦ Le **Forces Command (FORSCOM)** qui assure la *Readiness*, la génération de force, la préparation aux déploiements et redéploiements de l'ensemble des unités d'active de l'US Army basées sur le continent (soit près de 90% des forces).

Les **commandements de composante** gèrent et soutiennent les opérations des unités de l'Army assignées à un commandement opérationnel inter-armées régional (USARAF pour AFRICOM, ARCENT pour CENTCOM, ARNORTH pour NORTHCOM, USARSO pour SOUTHCOM, USAREUR pour EUCOM, USARPAC pour PACOM) ou fonctionnels :

- ♦ L'USASOC (Special Operations Command) pour USSOCOM ;
- ♦ Le SDDC (Surface Deployment and Distribution Command) pour USTRANSCOM ;
- ♦ Le SMDC/ARSTRAT (Space and Missile Defense Command/Army Strategic Command) pour USSTRATCOM ;
- ♦ Army Cyber Command pour USCYBERCOM lequel relève également d'USSTRATCOM.



John McHugh est secrétaire de l'Army depuis 2009. Il était auparavant Représentant républicain de l'État de New York depuis 1992 et l'un des piliers des commissions de la Chambre sur les Services et le renseignement.

Le général Raymond T. « Ray » Odierno est Chief of Staff de l'US Army depuis 2011. Il est artilleur. Il a auparavant commandé, de 2008 à 2010, la Multinational Force—Iraq, puis a présidé au démantèlement du Joint Forces Command en 2011.

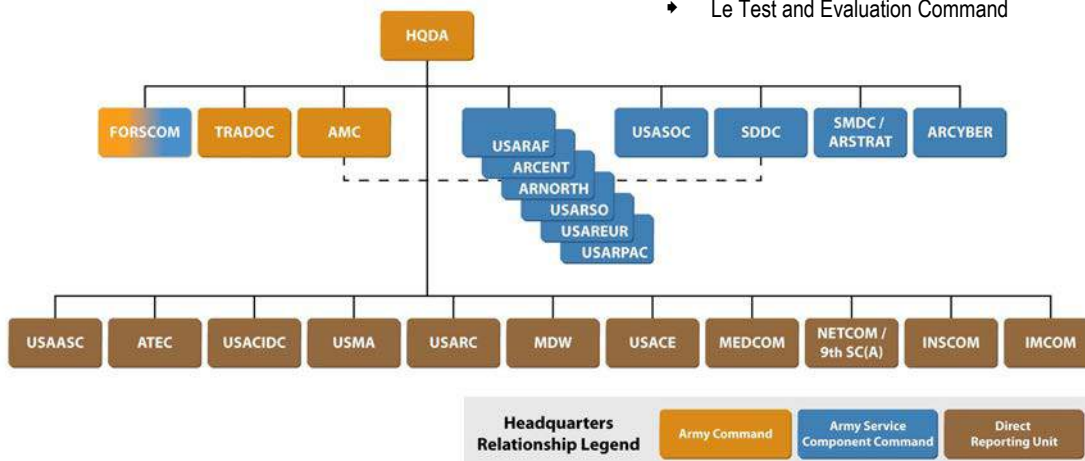


ASA : Assistant Secretary of the Army

Principaux organes de l'Army Headquarters

Les **Direct Reporting Units** comprennent :

- ♦ L'Intelligence and Security Command
- ♦ Le Medical Command
- ♦ L'United States Army Military District of Washington
- ♦ Le Network Enterprise Technology Command
- ♦ Le Reserve Command
- ♦ Le Corps of Engineers
- ♦ Le Criminal Investigation Command
- ♦ L'Installation Management Command
- ♦ L'United States Army Reserve
- ♦ Le Test and Evaluation Command



Structure de commandement de l'Army

Source: <http://www.army.mil/info/organization/>

US ARMY

Le concept : « Win in a complex World »

La nouvelle version du Pamphlet 525-3-1, l'*Operating Concept* de l'Army, élaboré par le TRADOC, appelé « *Win in a Complex World* », fournit le cadre intellectuel de l'évolution des forces terrestres. Le concept porte en théorie à moyen-long terme (2020-2040). Cependant son contenu, qui s'inscrit dans une évolution tendancielle du présent, et sa promotion tendent à le substituer à la doctrine du moment.

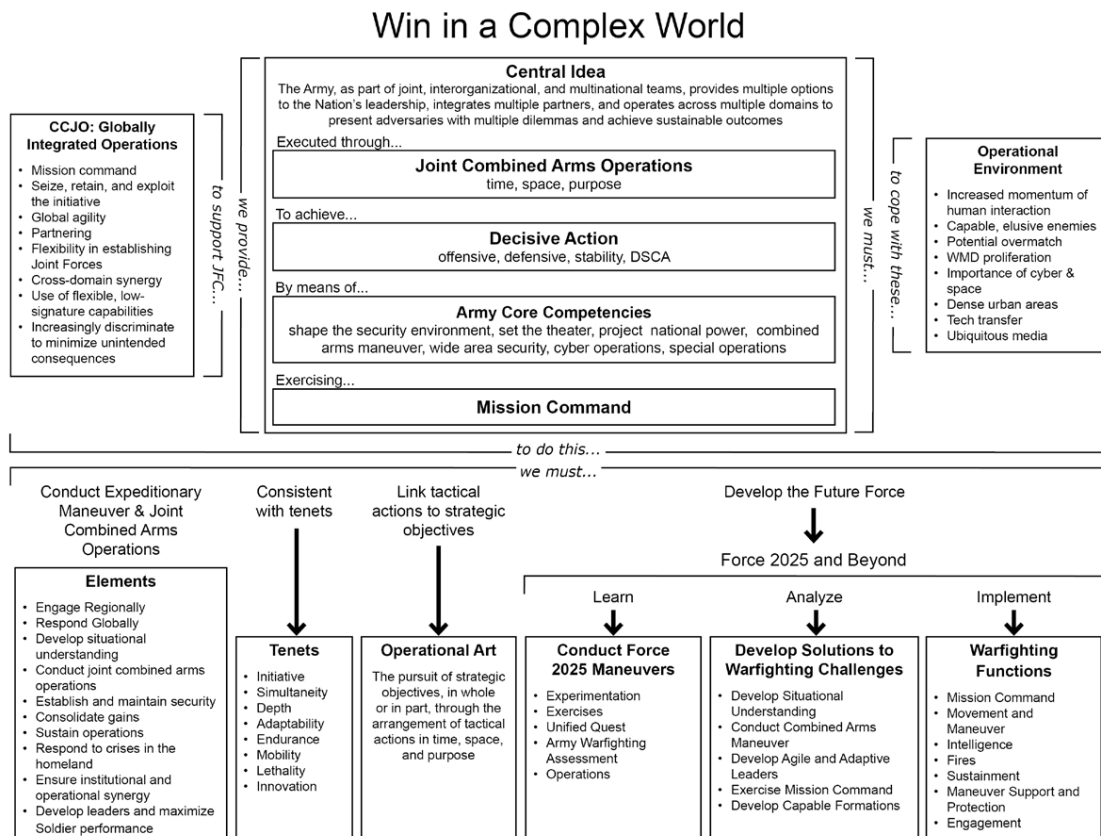
« *Win in a Complex World* » tourne le dos aux engagements dans des guerres irrégulières de longue haleine pour inscrire la contribution de l'Army au *Capstone Concept for Joint Operations*. Il considère cinq évolutions de l'environnement opérationnel :

- La rapidité d'évolution et le dynamisme des interactions humaines, amplifiés par le Web notamment ;
- L'aptitude des adversaires étatiques et non étatiques à saper la capacité des forces américaines à l'« *overmatching* », grâce aux capacités de déni d'accès et d'interdiction de zone ;
- La prolifération des armes de destruction massive ;
- La diffusion rapide des capacités de lutte informatique et de « *counter-space* ».

L'Army doit y faire face en se modernisant autour de trois idées forces :

- Elle doit élargir son action à la prévention, à l'aptitude à « façonner » l'environnement sécuritaire de théâtre et à maintenir les conditions garantissant toute liberté de manœuvre (*Set the Theater*). Pour ce faire, elle entend compléter l'action des forces spéciales par « l'alignement régional » de ses unités conventionnelles, destinées à se spécialiser dans les activités de coopération de sécurité dans une zone spécifique. Il s'agit ici d'une reprise du concept des *Marines* ;
- Elle doit être ensuite réactive globalement, grâce à la présence avancée, la rotation des unités et ses aptitudes expéditionnaires ;
- Enfin, ses forces doivent pouvoir mener des opérations interarmes et interarmées (*Joint Combined Arms Operations*, extension du mode opératoire classique de *Combined Arms Maneuver*), dans l'ensemble des domaines de lutte. Le concept reprend ici les bases de JOAC et de *Joint Entry Operations*.

Le concept conserve enfin des campagnes récentes des notions telles que la *Wide Area Security* (initialement le contrôle de zone dans son acception la plus large, étendue à l'ensemble des domaines) ainsi que la compréhension de la situation par l'action.



Source : US Army Training and Doctrine Command, Pamphlet 525-3-1, *The U.S. Army Operating Concept, Win in a Complex World, 2020-2040*, 31 October 2014, www.tradoc.army.mil/tpubs/pams/TP525-3-1.pdf

US ARMY

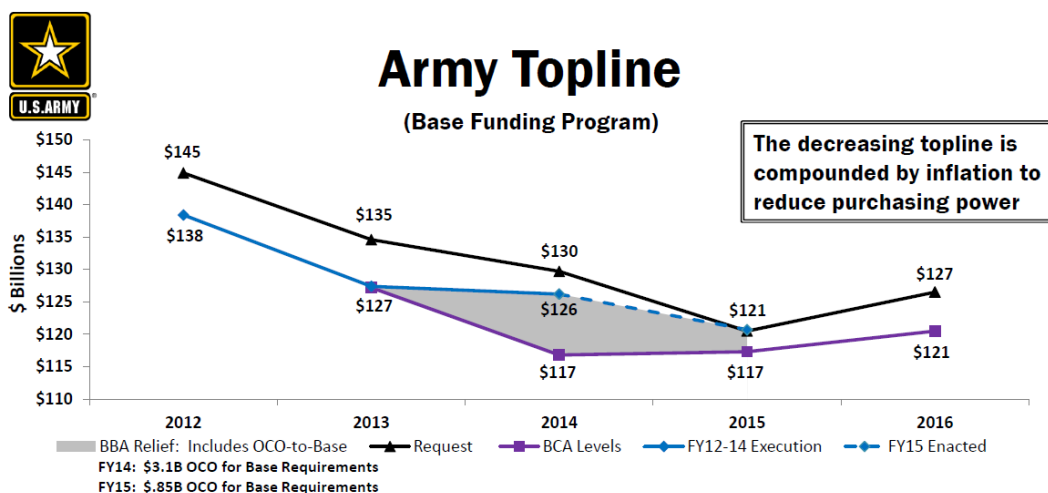
L'étreinte budgétaire

L'US Army est le plus affecté des services par les coupes budgétaires entamées depuis le budget 2012, ce pour deux raisons :

- ♦ La priorité accordée au « *Rebalancing* » vers l'Asie-Pacifique, qui incite à renforcer les capacités des forces navales et aériennes en premier lieu ;
- ♦ La réduction drastique des crédits OCO dont l'Army était une grande bénéficiaire, au même titre que l'USMC ou encore l'USSOCOM, et qui étaient souvent utilisés comme variable d'ajustement positive pour de multiples programmes insuffisamment financés dans le budget de base.

Elle bénéficie cependant comme les autres de l'accroissement des demandes de crédits exprimé par la PB2016. Elle entend consacrer ce réajustement relatif en priorité :

- ♦ Au rétablissement de la *Readiness* durement affectée par les séquestrations ;
- ♦ À la relance de son programme de modernisation au financement historiquement bas. En effet, entre 2011 et 2015, les dépenses d'acquisition et de R&D se sont contractées d'un tiers passant de 30 à 20 milliards de \$ environ.



Request (\$B)	FY13 Actuals	FY14 Actuals	FY15 Enacted	FY16 Request
Military Personnel	56.1	56.4	56.2	56.3
Operation and Maintenance	43.1	44.7 ¹	41.5 ²	44.7
Procurement/RDTE	23.1	21.2	20.6	23.1
Military Const/Family Housing/BRAC	3.4	2.6	1.4	1.6
Other Base (CAMD/AWCF/ANC)	1.7	1.3	1.1	0.8
Totals	127.4	126.2¹	120.8²	126.5

Other Base: Chemical Agent and Munitions Destruction, Army Working Capital Fund, Arlington National Cemetery
 1: Includes \$3.1B OCO for Base Transfer
 2: Includes \$.85B OCO for Base Transfer

Voir Assistant Secretary of the Army (Financial Management & Comptroller), *FY 2016 Army Budget Overview*, <http://asafm.army.mil/Documents/OfficeDocuments/Budget/budgetmaterials/fy16/overview.pdf>

US ARMY

Readiness en difficulté

Les responsables de l'US Army témoignent régulièrement devant le Congrès, des graves lacunes de disponibilité opérationnelle de leurs forces induites par la baisse des crédits. La situation s'est certes améliorée par rapport à 2013, année des séquestrations à la fin de laquelle l'Army prétendait ne disposer que de deux brigades de combat (BCT) disponibles non engagées et avaient renoncé à sept rotations dans ses centres d'entraînement de combat (CTC). Douze BCT étaient ainsi disponibles fin 2014¹.

Cependant, pour faire face à cette situation, l'Army a dû mettre en place un concept de *Readiness* différenciée, l'*Army Contingency Force*, qui restera en vigueur jusqu'à ce que les crédits permettent de nouveau à l'ensemble de la force de bénéficier des mêmes actions de préparation. L'ACF implique que seule une partie des unités de l'Army qui ne sont pas déjà assignées à un déploiement opérationnel, est préparée pour mener les opérations². Les rotations dans les CTC et les entraînements *in situ* ne

permettent donc qu'à 26 des 60 BCTs de recevoir un entraînement niveau bataillon. Diverses mesures d'amélioration de ces capacités d'entraînement doivent permettre d'accroître le nombre de BCT disponibles de 33% à 70%³.

Il convient cependant de pondérer cette crise de disponibilité car elle ne semble pas forcément ressentie aux échelons les plus bas selon un sondage récent de *Military Times* : 78% des militaires sondés estiment ainsi être bien entraînés et seuls 7% qualifient la disponibilité de leurs unités de médiocre⁴.

	FY 2014	FY 2015	FY 2016-2021*
CTC Capacity	21 Rotations	19 Rotations	19 Rotations
Planned CTC Rotations	15 x DA/ULO 6 x MRE	16 x DA/ULO 1 x Hybrid MRE/DA 2 x DA Enabler	16 x DA/ULO 1 x Hybrid MRE/DA 2 x DA Enabler
Executed CTC Rotations (DA/ULO vs MRE)	13 x DA/ULO 6 x MRE	DA/ULO: Decisive Action in support of Unified Land Operations MRE: Mission Rehearsal Exercise	

Rotations au Combat Training Centers de l'Army, Source : Under Secretary of Defense (Comptroller), *US Department of Defense FY 2016 Budget Request Overview*, February 2015, p.3-4

Un nouveau cycle de génération de force

Depuis 2006, le cycle de préparation des unités de l'Army obéit au concept d'ARFORGEN (*Army Forces Generation*), lequel distingue trois pool d'unités : celles préparant leurs futurs déploiement, celles déployées ou prêtes, et enfin celles en cours de « reset », de reconfiguration après déploiement. Les énormes besoins des campagnes irrégulières n'avaient guère permis de mettre en œuvre correctement ce processus avant les années 2010.

Or, la réduction drastique du volume de force ne permet plus de mettre en pratique ARFORGEN. Le G-3/5/7 de l'état-major travaille à un nouveau *Sustainable Readiness Model*. Ses détails ne sont pas encore finalisés mais l'intention de la hiérarchie est d'inciter les commandants d'unités à réduire le temps de « Reset » au plus juste et à niveler les niveaux de préparation, revenant dans une certaine mesure aux pratiques des années 1990⁵.

1. Sydney J. Freedberg Jr, "New Army Vice 'Extremely Concerned' On Readiness", *Breaking Defense*, October 13, 2014, <http://breakingdefense.com/2014/10/new-army-vice-extremely-concerned-on-readiness/>
2. HQDA G-3/5/7 War Plans Division (DAMO-SSW), *Army Contingency Force Overview*, As of: 5 May 14.
3. The Honorable John M. Mchugh, Secretary of The Army, and General Raymond T. Odierno, Chief of Staff United States Army, before The Senate Committee on Appropriations Subcommittee on Defense, First Session, 114th Congress on The Posture of the United States Army, p.4 March 11, 2015, http://usarmy.vo.llnwd.net/e2/rv5_downloads/aps/aps_2015.pdf, p.11
4. Andrew Tilghman, "America's Military: Readiness 'On A Shoestring'; Despite Budget Squeeze, Troops Keep Force Combat Ready", *Military Times*, 13 décembre 2014 <http://www.militarytimes.com/story/military/2014/12/13/americas-military-readiness-on-a-shoestring/20186051/>
5. Lt. Gen. James L. Huggins, Jr. Deputy Chief of Staff, G-3/5/7, "2014 Green Book: Rebuilding and sustaining Army readiness", September 30, 2014, <http://www.army.mil/article/134893> & Jared Serbu, « Smaller force means Army will overhaul its strategy for producing combat-ready troops », *FederalNewsRadio.com*, 2/9/2015, <http://www.federalnewsradio.com/1323/3796777/Smaller-force-means-Army-will-overhaul-its-strategy-for->

US ARMY

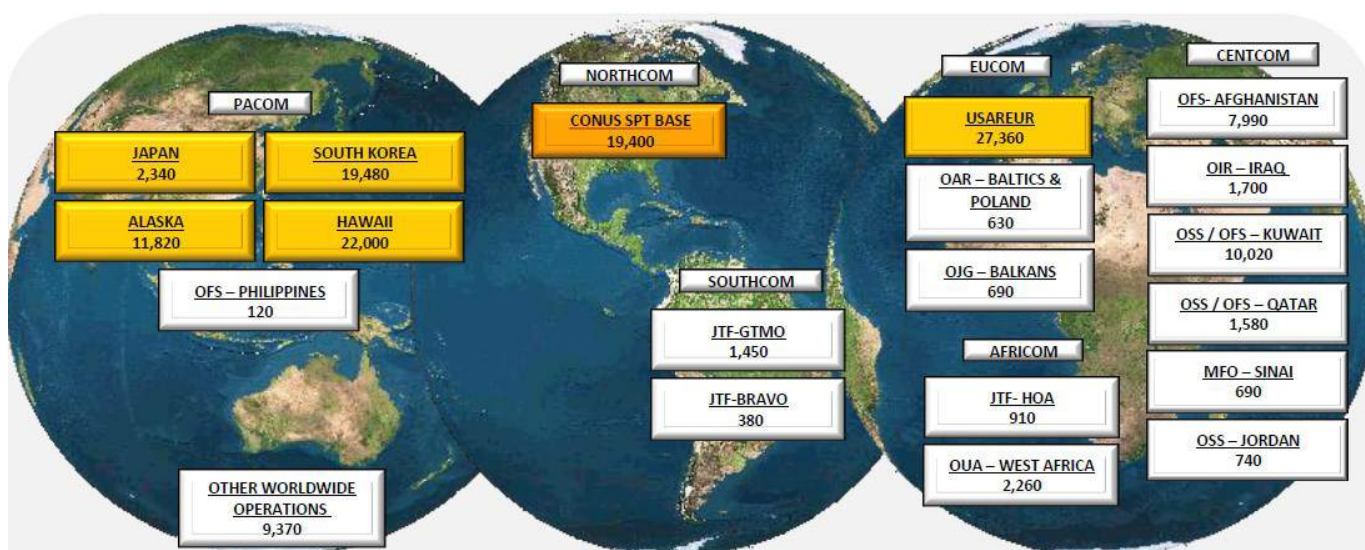
La posture de déploiement

Le rétablissement de la disponibilité est d'autant plus problématique que les engagements opérationnels restent très importants. Le général Odierno explique : « *Unlike previous eras and conflicts, today's fast-paced world simply does not allow us the time to regenerate capabilities after a crisis erupts* ».

Au 20 janvier 2015, 140 000 hommes étaient déployés dans 150 pays en comptant les commandements de composantes.

Plusieurs capacités opérationnelles sont particulièrement sollicitées par les commandements opérationnels :

- ♦ Les unités de défense antiaérienne et antimissiles de THAAD et de Patriot ;
- ♦ Les états-majors. Des éléments de neuf des dix PC divisionnaires d'active et deux de réserves sont sollicités pour les missions en Afrique de l'Ouest (lutte contre Ébola), en Europe, en Afghanistan, en Irak ou encore en Corée ;
- ♦ Les unités de renseignement, d'aviation, de transmission, de logistiques et bien entendu de forces spéciales¹.



Déploiements de l'US Army au 20 janvier 2015, Source : MG Thomas A. Horlander,, Mr David S. Welch, *Fiscal Year 2016 Army Budget Overview*, Briefing, <http://asafm.army.mil/Documents/OfficeDocuments/Budget/budgetmaterials/fy16/overview.pdf>

L'alignement régional des forces

La pratique des *Regionally Aligned Forces* (RAF) a été lancée en 2012. Elle consiste à asservir par rotation successive, plusieurs brigades à un commandement opérationnel donné. L'ensemble des composantes d'active, de la réserve et de la garde nationale (via le programme existant de *State Partnership Program*) est concerné, ainsi que les différents types d'unités. Des détachements de ces unités, de formats variables, sont préparés puis déployés dans les pays de la zone en fonction des besoins préalablement exprimés par le commandement opérationnel concerné, notamment en matière de *Security Force Assistance* des forces armées locales ; auxquels peuvent s'ajouter les réponses aux crises.

L'application des RAF fait l'objet d'une feuille de route complexe s'étalant jusqu'en 2025 car elle implique le développement de capacités spécifiques d'entraînement ; de formation linguistique et culturelle ainsi que des adaptations institutionnelles (gestion des unités, des personnels, des tâches, etc.)². Cette feuille de route est cependant contrariée par le manque de crédit, notamment ceux alloués à la formation linguistique et culturelle, générant des doutes chez certains observateurs quant à la réelle volonté de l'Army d'aboutir en la matière³.

1. The Honorable John M. Mchugh, Secretary of The Army, and General Raymond T. Odierno, Chief of Staff United States Army, before The Senate Committee on Appropriations Subcommittee on Defense, First Session, 114th Congress on The Posture of the United States Army, p.4 March 11, 2015, http://usarmy.vo.llnwd.net/e2/rv5_downloads/aps/aps_2015.pdf, p.4
2. Army Headquarters, G-3/5/7, Regional Alignment of Forces, Présentation, 10 June 2014, http://www.dami.army.pentagon.mil/g2Docs/DAMI-FL/Regionally_AlignedForces.pdf
3. Entretien avec Christopher J. Lamb, National Defense University, 27 mars 2015.

US ARMY

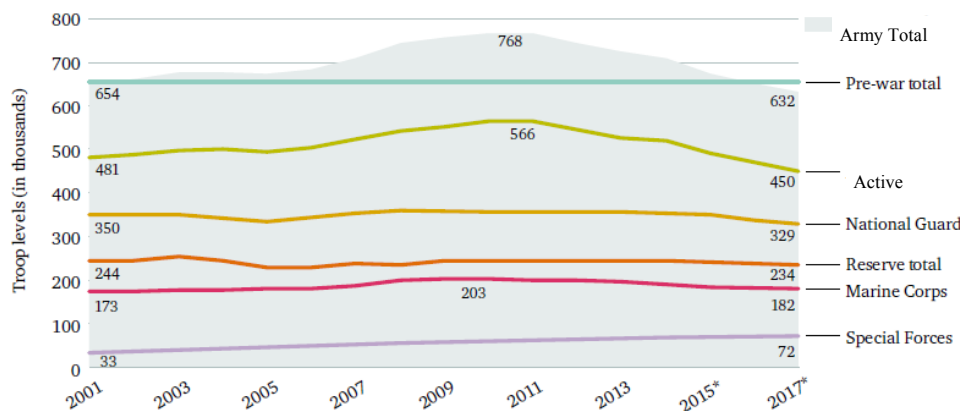
Une structure de force en étiolement

Les effectifs et la structure de force de l'Army représentent les principales victimes du BCA de 2011 mais aussi du « *Rebalancing* » vers l'Asie-Pacifique et de la renonciation aux engagements de contre-insurrection. Cette déflation des effectifs a lieu en deux étapes :

- ♦ En 2012, le Secrétaire Panetta décide dans le cadre de la DSG de ramener les effectifs d'active de l'Army des 566 000 hommes de temps de guerre à 490 000 sur l'ensemble de la FYDP ;
- ♦ Les séquestrations de 2013 poussent l'Army à procéder à une seconde série de coupes devant ramener la composante d'active à 450 000 hommes soit un effectif

plus réduit que celui de 2001, date de l'étiage précédent. La garde nationale et la réserve, relativement moins coûteuse, connaissent une réduction de moindre ampleur.

Si les séquestrations reprennent en 2016, il est prévu de réduire les effectifs d'active à environ 420 000 hommes en 2019. Cependant le général Odierno a martelé que cette option ne permettrait plus à l'Army de réaliser ses contrats opérationnels.



Évolution comparée des effectifs de l'US Army et de l'US Marine Corps

Source : Janine Davidson, *Retrench or Rebalance? America's Evolving Defence Strategy*, Research Paper, US Project, Chatham House, Royal Institute of International Affairs, September 2014, p. 7 (Nota : une correction a été apportée dans la légende de la source originale qui inversait Army et Active).

La réorganisation de 2013 de la structure de force

Initialement, l'Army envisage de supprimer entièrement huit de ses 45 brigades de combat (*Brigade Combat Team*, BCT) d'active dont les deux basées en Allemagne. Toutefois, en 2013, le général Odierno décide de réorganiser la structure de ses unités pour préserver ses capacités de combat. Ainsi, il supprime un nombre plus important de BCT (soit 12) mais adjoint aux restantes un troisième bataillon de combat et des capacités supplémentaires d'appui, sauf pour 3 brigades. Les déflations d'effectifs pèsent donc avant tout sur les effectifs d'état-major (-25 %)

et de soutien. L'Army conservera ainsi presque le même nombre de bataillons de combat (98 en 2012 vs. 95 en 2017).

L'Aviation Restructure Initiative constitue une autre refonte en profondeur, visant à économiser 12 Mds de \$ à terme. Il s'agit de retirer 700 hélicoptères dont les OH-58 Kiowa de reconnaissance, qui seront remplacés par un mix d'AH-64E Apache et de drones Shadow, de réorganiser les brigades en conséquence, donc de transférer des Apache de la réserve vers l'active, etc.. L'ARI est vivement contestée par le Congrès.

Principaux types de brigades de l'US Army, 2012 et 2017—chiffre indique : total (active / garde nationale / réserve). Sources :

- MG Jeffrey Snow, *The US Army and the Strategic Environment*, Présentation, 2012.
- John A. Bonin, Ph. D. *Army Organization and Employment Data*, US Army War College, September 2013, p. 19.

Nota : L'Army de 2017 comprendra également 3 PC de Corps, 18 PC divisionnaires (dont 10 d'active), 41 commandements de théâtre (incluant l'espace et la défense antimissile par exemple), 156 unités fonctionnelles (renseignement, génie, défense antiaérienne, transmission, santé, transport, opérations d'information, groupes d'actions civilo-militaires, police militaire, investigations, guerre chimique) et 13 unités des forces spéciales.

Types d'unités	2012	2017
Armored BCT	24 (17 / 7 / 0)	17 (11 / 7 / 0)
Infantry BCT	40 (20 / 20 / 0)	34 (14 / 20 / 0)
Stryker BCT (blindés légers)	9 (8 / 1 / 0)	8 (7 / 1 / 0)
Combat Aviation Brigades (hélicos de combat et de transport)	21 (13 / 8 / 0)	21 (13 / 8 / 0)
Fires Brigades (Artillerie)	14 (7 / 7 / 0)	18 (10 / 8 / 0)
Maneuver Enhancement Brigades (brigades de soutien polyvalente au niveau divisionnaire)	21 (2 / 16 / 3)	21 (2 / 16 / 3)
Sustain Brigades	32 (13 / 10 / 9)	30 (11 / 10 / 9)
Battlefield Surveillance Brigades	10 (3 / 7 / 0)	9 (2 / 7 / 0)

Andrew Feickert, *Army Drawdown and Restructuring- Background and Issues for Congress*, Congressional Research Service, February 2014. <https://www.fas.org/spp/crs/natsec/R42493.pdf>

US ARMY

Les principaux programmes d'équipement

Le schéma ci-dessous présente les principaux programmes financés actuellement par l'US Army. Il ne prétend donc pas à l'exhaustivité, notamment pour les systèmes soutenus. En rouge sont indiqués les dix programmes que l'Army juge critiques pour « synchroniser » sa stratégie de modernisation (voir page suivante).

	Retrait	Soutien	Modernisation / recapitalisation	Acquisition nouveaux systèmes	Développement
Commandement	Force XXI Battle Command Brigade and Below Global Command and Control System-Army	Warfighter Information Network-Tactical (WIN-T) Inc. 1 Joint Battle Command-Platform (JBC-P)	WIN-T Inc. 2 Family of Networked Tactical Radio	WIN-T Inc. 3 Nett Warrior	WIN-T Inc. 3
Renseignement	MC-12W Liberty	RQ-7 Shadow Guardrail Common Sensor Enhanced Prophet	MQ-1C Gray Eagle	Airborne Reconnaissance Low Enhanced Medium Altitude Reco. and Surveillance System (EMARSS)	
Manœuvre	M-113		M1 Abrams M2 Bradley Stryker	Armored Multi-Purpose Vehicle	Combat Vehicle Improvement Programs
Feux indirects	High Mobility Artillery Rocket System (HIMARS) M777A2 de 155mm		Paladin Integrated Management	Guided Multiple Launch Rocket System Obus Excalibur	
Aviation	OH-58D Kiowa	AH-64E Apache UH-60M Blackhawk CH-47F Chinook		UH-72 Lakota	Joint Air-to-Ground Missile
Défense antiaérienne/ antimissile		Composante terre Patriot PAC-3 Land-based Phalanx Weapon System		PAC-3 Missile Segment Enhancement	Army Integrated Air and Missile Defense
Protection / mobilité		Counter-Explosive Ordonance Device Engins de construction		Assault Breacher Vehicle	Joint Assault Bridge
Soutien/ transport	HMMWVs	Mine Resistant Ambush Protected MRAPs	Medium Tactical Vehicles Heavy Tactical Vehicles		Joint Light Tactical Vehicle
Combattant			Équipements (NGV, laser, numérisation guidage, etc.) & missiles Javelin		Allègement équipements – nouvelles armes indiv. et collectives

Source : Headquarters, Department of the Army, Office of the Deputy Chief of Staff, G-8 Future Force Division (FDF), *Army Equipment Program in support of the President's Budget 2015*, May 2014 ; Assistant Secretary of the Army (Financial Management and Comptroller), *FY 2016 President's Budget Highlights*, February 2015 ; Under Secretary of Defense (Comptroller), *FY 2016 Program Acquisition Cost by Weapon System*, Feb 2015. 37

US ARMY

Le retour de la « Transformation »

Après s'être concentrée sur les campagnes irrégulières, l'Army met désormais l'accent sur le développement capacitaire de long terme. Elle envisage un développement capacitaire en plusieurs étapes :

- L'horizon 2020, celui de la FYDP ;
- L'horizon 2025 auquel l'Army doit pouvoir pleinement appliquer les préceptes de *Win in a Complex World* ;
- À plus long terme, elle doit pouvoir disposer des capacités lui permettant de maintenir sa supériorité dans l'ensemble des domaines de lutte notamment en environnement de déni d'accès et d'interdiction de zone.

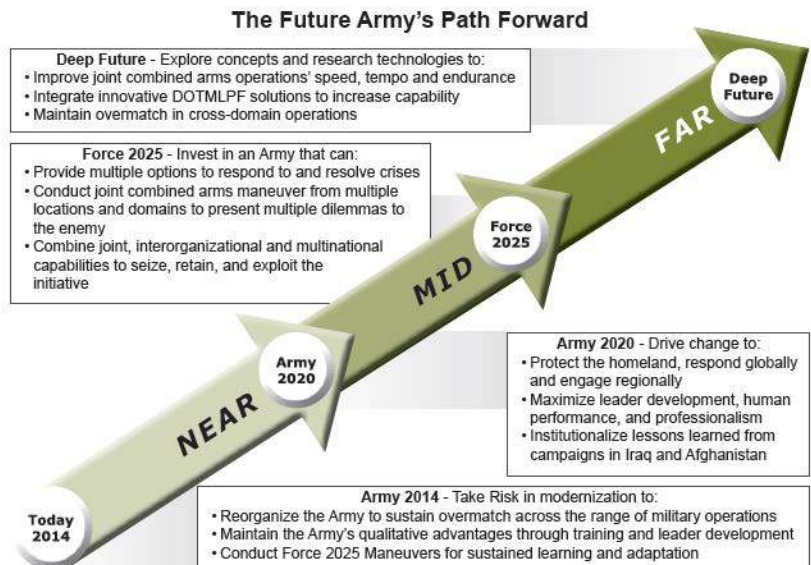
Le *Chief of Staff* a donc lancé en 2014 une vaste « *Campaign of Learning* », devant être menée par le TRADOC sur dix ans, les *Force 2025 Maneuvers* (F2025M), comme il existait dans les années 1990 les *Louisiana Maneuvers* au service du développement de Force XXI et d'Army after Next. F2025M recouvre l'ensemble des travaux d'études, de développement de concepts et d'expérimentations réelles.

La stratégie de modernisation à court terme

Elle met l'accent sur dix programmes dont cinq sont des programmes de C3I, partie émergée de l'iceberg du *LandWarNet*, développés et testés dans le cadre de la campagne des *Network Integration Evaluation* (NIE) du TRADOC. Ces programmes sont :

- les incréments successives de l'internet tactique (*Warfighter Internet-Tactical*) ;
- *Nett Warrior*, outil de C2 du combattant ;
- Le *Joint Battle Command Platform* (JBC-P) conjointement adopté par les *Marines*, principal outil de *Blue Force tracking* et de C2 pour les unités tactiques en dessous de l'échelon brigade. Il remplace ainsi le système FCB2 ;
- La modernisation de la DCGS-A, l'architecture des applications et bases de données de la fonction renseignement ;
- L'*Armoured Multi-Purpose Vehicle* qui doit remplacer les M-113 ;
- Le *Paladin Integrated Management*, programme de modernisation des automoteurs de 155 mm ;
- Le *remanufacturing* d'un grand nombre d'hélicoptères de transport Blackhawk, en version UH-60M et d'Apache en version AH-64E, lesquels doivent prendre en compte la mission de reconnaissance auparavant dévolue au Kiowa ;
- Le *Joint Light Tactical Vehicle*, qui doit remplacer les HMMV blindés.

Après le fiasco du programme de *Ground Combat Vehicle*, (qui devait résoudre l'insoluble équation de surprotection / déployabilité), l'Army en reste à la modernisation de ses chars M-1 et VBCI M-2 Bradley.



U.S. Army Training and Doctrine Command, *Force 2025 and Beyond, Unified Land Operations, Win in a Complex World*, October 2014, p.5

Cet effort est cadré par vingt *Warfighting Challenges* à relever, découlant de *Win in a Complex World*.

Les axes de modernisation matérielle à long terme

Le TRADOC a identifié 8 lignes d'effort de R&D devant déboucher sur les systèmes de la décennie 2030¹.

1. *Mobile Protected Platforms* : des véhicules de combat offrant une protection accrue et très allégés grâce à de nouveaux matériaux ;
2. *Improved Lethality and Effects*, qui recouvre les lasers de haute puissance, actuellement expérimentés mais aussi des munitions hyper véloces de portée accrue et des plates-formes communes artillerie/défense antiaérienne ;
3. *Logistics Optimization* : une logistique plus économe moins dépendante des points de débarquement ;
4. *Aviation* : Elle recouvre notamment l'initiative interarmées du *Future Vertical Lift*, nouvelle famille de plates-formes à décollage/atterrissage vertical, évolutions du V-22 ;
5. *Cyber Electromagnetic Activities* (CEMA) qui vise la fusion de la lutte informatique et de la guerre électronique, son emploi aux bas échelons tactiques, l'amélioration des capacités de Positionnement/navigation ;
6. *Information to Decision*, l'intégration au niveau du combattant des systèmes d'information améliorés ;
7. *Human Performance Optimization* : l'amélioration des performances physiques et cognitives des soldats.
8. *Robotics* : des drones terrestres et aériens beaucoup plus autonomes opérant de conserve aux plus bas échelons.



1. U.S. Army TRADOC ARCIC, White Paper, *Science and Technology Lines of Effort for a Future Expeditionary Army*, 16 Sep 14.

US AIR FORCE

Organisation générale



L'US Air Force est dirigée par un Headquarters réunissant comme pour les autres Services, le chief of staff et son Air Staff et en miroir, la secrétaire de l'Air Force et son cabinet civil.

L'essentiel des capacités de l'USAF est réparti en dix Major Commands (MAJCOMs). Certains de ces MAJCOM sont organiques :

- ♦ Air Force Materiel Command (AFMC) gère les programmes d'équipements du service, de la R&D au soutien ;
- ♦ Air Education and Training Command (AETC) s'occupe de la doctrine, de l'instruction des personnels et de l'entraînement des unités ;
- ♦ Air Force Reserve Command (AFRC).

La plupart des MAJCOM gèrent et emploient cependant les moyens opérationnels, constituent ou alimentent les composantes Air Force au sein des *Combatant Commands* interarmées :

- ♦ Air Combat Command (ACC) est le plus gros commandement avec près de 100 000 hommes et 1 300 appareils. Il gère l'ensemble des appareils de combat et d'ISR d'active basés aux États-Unis et fournit à ce titre tout ou partie des moyens aux composantes aériennes des COCOMs : 1st Air Force (NORTHCOM), 9th Air Force (AFCENT composante de CENTCOM), 12th Air Force (AFSOUTH composante d'USSOUTHCOM), 25th Air Force regroupant les moyens ISR, etc. ;
- ♦ Air Force Global Strike Command (AFGSC) gère les capacités de dissuasion nucléaire et de frappe globale au sein d'USSTRATCOM ;
- ♦ Air Force Space Command (AFSPC) gère et emploie les capacités spatiales de l'Air Force au sein là encore d'USSTRATCOM et développe les programmes spatiaux de l'USAF ;
- ♦ Air Force Special Operations Command (AFSOC), qui gère et emploie les unités spéciales de l'Air Force au sein de l'USSOCOM ;
- ♦ Air Mobility Command (AMC) gère et emploie les capacités de transport aérien et de ravitaillement

Le général Larry Welch est Chief of Staff de l'Air Force depuis 2012. Pilote de chasse, il fut précédemment directeur des affaires militaires à la CIA puis commander des USAFE.



Deborah Lee James est secrétaire à l'Air Force depuis 2013. Elle occupait préalablement des fonctions de direction au sein de la Science Applications International Corporation.



Principales divisions de l'Air Staff :

- ♦ Manpower, Personnel and Services (AF/A1)
- ♦ Intelligence, Surveillance and Reconnaissance (AF/A2)
- ♦ Operations, Plans and Requirements (AF/A3)
- ♦ Logistics, Installations and Mission Support (AF/A4)
- ♦ Strategic Plans and Programs (AF/A5/8)
- ♦ Analyses, Assessments and Lessons Learned (AF/A9)
- ♦ Strategic Deterrence and Nuclear Integration (AF/A10)

Principales divisions du secrétariat :

- ♦ Auditor General (SAF/AG)
- ♦ Acquisition (SAF/AQ)
- ♦ Financial Management and Comptroller (SAF/FM)
- ♦ General Counsel (SAF/GC)
- ♦ International Affairs (SAF/IA)
- ♦ Space (SAF/SP)
- ♦ Installations, Environment and Logistics (SAF/IE)
- ♦ Inspector General (SAF/IG)
- ♦ Legislative Liaison (SAF/LL)
- ♦ Manpower and Reserve Affairs (SAF/MR)
- ♦ Public Affairs (SAF/PA)
- ♦ Small Business Programs (SAF/SB)
- ♦ Information Dominance and Chief Information Officer (SAF/CIO A6)

en vol de l'USTRANSCOM mais aussi de déploiement des bases en OPEX ;

- ♦ Pacific Air Forces (PACAF) gère les moyens assignés et assurent les opérations aériennes de l'USPACOM ;
- ♦ United States Air Forces in Europe & Air Forces Africa (USAFE-AFAFRICA), unique composante fait de même pour USEUCOM et USAFRICOM.

On notera par ailleurs l'*Air National Guard*, qui dépend du bureau de la Garde nationale pour organiser les moyens des gardes des différents États. Enfin un grand nombre d'agences et de *Direct Reporting Units* appuient ces MAJCOM.

Éléments tirés du site de l'Air Force : <http://www.af.mil/AboutUs/AirForceSeniorLeaders.aspx>

US AIR FORCE

Les concepts : Global Vigilance, Global Reach, Global Power

Le leadership de l'USAF a produit récemment une série de documents destinés à réaffirmer le rôle de la puissance aérospatiale dans la défense américaine :

- ♦ *America's Greatest Air Force – Powered by Airmen, Fueled by Innovation* décrivant la vision, le « *Who we are* » ;
- ♦ *Global Vigilance, Global Reach, Global Power for America* décrivant le « *What we do* » ;
- ♦ *America's Air Force: A Call to the Future* précisant le « *Where we need to go* »¹.

La vision et le concept d'emploi exprimant le rôle de la puissance aérienne sont, à bien des égards, intemporels. Ainsi, le triptyque mettant en exergue l'aptitude de l'USAF à agir au niveau planétaire : *Global Vigilance, Global Reach, Global Power* est employé depuis les années 1990. Les cinq grandes missions de l'Air Force constituent un autre facteur de permanence assumé depuis 1947 :

♦ *Air and Space Superiority*
 ♦ *Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance*
 ♦ *Rapid Global Mobility*
 ♦ *Global Strike*
 ♦ *Command and Control*.

En revanche, les modalités d'exécution de ces missions ont largement évolué avec les avancées de la technologie, en suivant quelques idées force :

- ♦ L'Air Force a pleinement concrétisé au plan technico-opérationnel le concept d'*Effects-Based Operations* élaboré par le général Deptula au milieu des années 1990 et de celui de guerre en réseau ;
- ♦ Le domaine cyber a été intégré par le service comme son troisième domaine de lutte, à l'égal des domaines aérien et spatial, ce depuis les années 2000, sous l'influence du chef d'état-major d'alors le général Moseley. La logique actuelle est de promouvoir la mise en œuvre des missions de l'Air Force selon une approche « multi-domaines » recherchant l'intégration de capacités de ces trois domaines ;
- ♦ L'Air Force, autant que la Navy et bien plus que l'Army et les *Marines*, est particulièrement sensible à l'idée de la prolifération des capacités de déni d'accès et d'interdiction de zone, tout particulièrement en ce qui concerne les *global commons*, et à l'érosion à long terme de la supériorité technologique américaine qui constitue son fondement ;
- ♦ Elle constitua le service le plus moteur dans la promotion du fameux concept d'*AirSea Battle* que, paradoxalement, la Navy a fini ensuite par mieux institutionnaliser.



Lt Gen Miller, AF/A8, *Air Force Plans & Programs, FY12 PB & FY13 POM*, 2 Mar 2011, http://www.dwsteele.org/events/luncheon_miller_3-2-11/110228_AFAbrief_v7_%

Douze fonctions opérationnelles articulent la stratégie capacitaire de l'Air Force

Les missions de l'USAF sont assurées par la mise en œuvre des douze grandes fonctions opérationnelles (*Service Core Functions*) présentées dans le schéma ci-dessus. Ces douze fonctions servent ainsi de fondement à l'organisation de la stratégie des moyens du service. La planification des capacités de chaque fonction relève en effet d'un MAJCOM désigné *Core Function Lead Integrator* (CFLI) :

- ♦ ACC est le CFLI pour
 - Air Superiority,
 - Global Precision Attack,
 - Global Integrated ISR,
 - Personnel Recovery
 - Command and Control,
- ♦ ATEC : Building Partnerships CFLI
- ♦ AFGSC : Nuclear Deterrent Operations CFLI
- ♦ AFMC : Agile Combat Support CFL
- ♦ AFSOC : Special Operations CFLI
- ♦ AFSPC est CFLI pour:
 - Space Superiority
 - Cyberspace Superiority
- ♦ AMC: Rapid Global Mobility CFLI²

1. Les trois documents sont accessibles sur le site : <http://www.af.mil/Airpower4America.aspx>

2. Colonel Dave Barnhart, *Air Force Strategy that Drives out Cyber Acquisition*, 24 AF/ICG, Présentation, 2012, <http://www.24af.af.mil/shared/media/document/AFD-120822-068.pdf>

US AIR FORCE

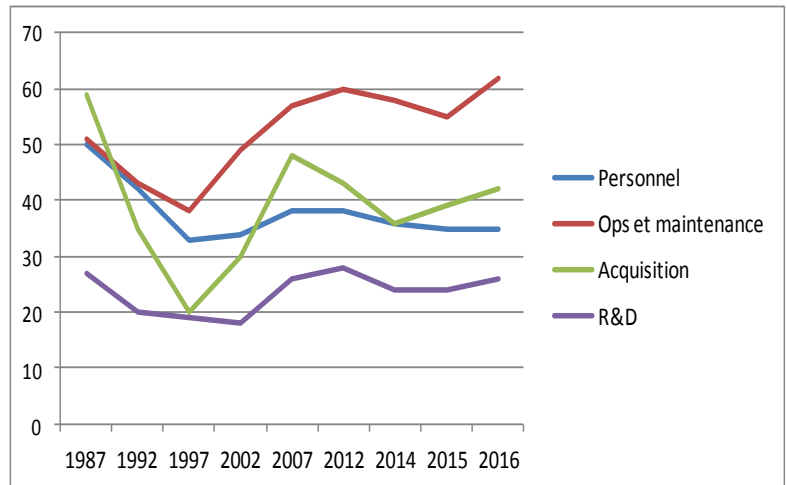
Le budget

Le budget de l'Air Force de 2016 est un budget de récupération après les fortes coupes des séquestrations, un budget qui doit dans ce contexte équilibrer le recouvrement de la *readiness* et les investissements de modernisation au prix de refonte de la structure de force.

Structurellement, les dépenses de l'USAF, prises dans leur globalité, ont été marquées depuis une vingtaine d'années par :

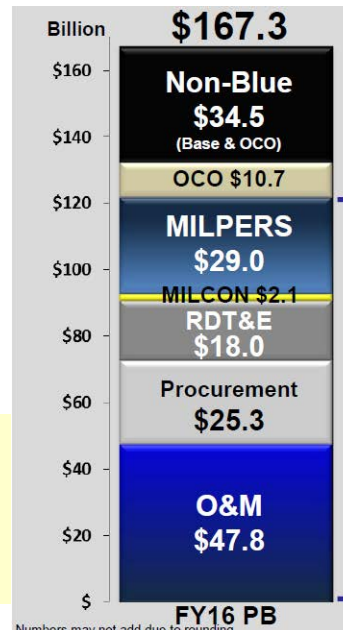
- L'explosion des dépenses d'opérations et de maintenance induites par les engagements post-11 septembre, mais aussi par le vieillissement du parc d'équipements alors même que le nombre d'appareils en inventaire s'est effondré ;
- Une relative stabilité des dépenses de personnels compte tenu de l'amélioration des rémunérations alors même que le nombre de personnels de l'Air Force s'est inscrit à la baisse ;
- Des dépenses de R&D qui sont revenues à leur niveau de la Guerre froide ce qui signifie un pouvoir d'achat réduit compte tenu de l'évolution du coût des technologies ;
- Enfin des acquisitions qui après s'être effondrées dans les années 1990 (on a parlé alors de « vacances des acquisitions ») se sont sensiblement rétablies dans les années 2000 avant de connaître une importance baisse au tournant de la décennie, que l'Air Force ne fait que corriger depuis 2014.

Il s'agit cependant d'une vision en trompe l'œil, en raison de l'importance du budget « non-blue », c'est-à-dire des crédits qui comptent pour 20% du budget de l'USAF mais qui ne lui bénéficient pas. Ce budget comprendrait pour environ 15% des dépenses relatives au programme de santé, à l'USSOCOM et surtout pour 85% des crédits classifiés des services de renseignement. Si l'on ne compte que le « blue budget », les crédits d'acquisition se sont en réalité longtemps maintenus au niveau de celui de la R&D, à moins de 20 milliards de \$ et ne bénéficient d'une hausse importante que depuis peu. Cet état de fait explique pour une large part le faible nombre d'appareils achetés par l'Air Force depuis une vingtaine d'années.



Evolution des postes budgétaires de l'USAF Source : Under Secretary of Defense, Comptroller, *National Defense Budget Estimates for FY 2016 (Green Book), March 2015*

Requête budgétaire de l'USAF pour la FY2016 Source : Major-General Jim Martin, United States Air Force FY 2016 Budget Overview, <http://www.saffm.hq.af.mil/shared/media/document/AFD-150202-045.pdf>



Évolution de la part des acquisitions dans le budget de l'USAF Source : Mark A. Gunzinger & David A. Deptula, *Thinking About A Balanced Future Combat Air Force*, Center for Strategic and Budgetary Assessments, 2014, p.23, <http://www.csbaonline.org/wp-content/uploads/2014/04/Toward-Balanced-Combat-Air-Force.pdf>

US AIR FORCE

La Readiness : « *Everything is committed* »

Activités moyennes des commandements de l'Air Force Source : The United States Air Force, Présentation, Jan 2015, http://www.af.mil/Portals/1/images/about_us/AF_101.pdf



La disponibilité des capacités de l'Air Force comprend cinq paramètres : le nombre d'heures de vol, le maintien en condition opérationnelle des équipements, la disponibilité des ressources d'entraînement, la disponibilité en ressources critiques, et le ratio de déploiement. C'est ce dernier critère qui pose le plus de difficulté : « *There is no 'bench'. Everything is committed* » a lancé le général Welch au Congrès¹. 56% des personnels d'active (43% en comptant la *Total Force*) sont engagés en soutien direct des opérations.

Les fonctions « *enabling* » sont particulièrement affectées : l'extrême sollicitation des moyens ISR est régulièrement mise en exergue. La fonction mobilité est également mise à rude épreuve : par exemple, durant la décennie 2000 comme actuellement avec OIR, plus de 10% de la flotte de ravitaillement en vol de l'Air Force prend l'air chaque jour en opérations dans la seule zone d'AFCENT², ce qui signifie 20% de cette flotte engagés à un temps T, donc, compte tenu des rotations, sans doute plus de 50% en une année d'engagement sur cette zone.

Pour les autres domaines, le PB 2016 permet de poursuivre le redressement de la *readiness* entamé en 2015, suite aux effets délétères des séquestrations de 2013. Le financement des besoins de MCO doit ainsi passer de 70% en 2014 à 90% l'an prochain (en comptant les crédits OCO). Les grands entraînements (*Red Flag*, *Green Flag*) dont près d'un tiers n'avait pas été exécuté en 2013, retrouvent une programmation conformes aux besoins. L'USAF reste cependant

L'hémorragie des pilotes de drones

L'armement en personnel de la flotte de drones de l'Air Force est devenu le symbole de la crise de disponibilité de l'USAF. Chacune des 65 CAP—*Combat Air Patrol*—ou orbite de drone à assurer par l'Air Force nécessite en théorie 10 pilotes (auquel il faut ajouter une centaine de personnels dédiés à la mise en œuvre du drone et à l'exploitation des renseignements). L'Air Force n'est jamais parvenue à tenir ce ratio. En 2013, elle accusait un déficit de 15% de pilotes. Le phénomène s'aggrave cependant dernièrement car le taux d'attrition des pilotes de drone est trois fois plus élevé que pour les pilotes embarqués. Cette attrition concerne notamment la génération des pilotes recrutés depuis 2010 dès leur formation initiale au sein de l'USAF, pour faire face à l'explosion des besoins opérationnels. Les raisons de cette hémorragie tiennent principalement à une charge de travail de 10/12 heures quotidiennes, 6 jours sur 7 (dont une large part de pilotage et d'observation voire de frappe), dans des engagements sans limite de durée, alors même que les plans de carrière sont nettement moins avantageux que ceux des pilotes embarqués. Pour remédier à cette crise, l'USAF fait flèche de tout bois : doublement des primes mensuelles, appel au volontariat. Elle envisage même de recourir à des sous-officiers, ce qui serait une grande première pour le service⁴.









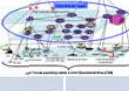
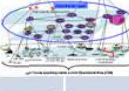






















































contrainte par des manques de personnels spécialisés, tels les mécaniciens d'avions de combat ou les pilotes de drone (voir encart)³.

1. The Honorable Ms. Deborah Lee James, Secretary of the Air Force, General Mark A. Welsh III, USAF, Chief of Staff, *Fiscal Year 2016 Air Force Posture*, February 25, 2015, p.9. <http://www.appropriations.senate.gov/sites/default/files/hearings/FY16%20Air%20Force%20Posture%20Statement%20%28Final%29%20022515.pdf>
2. Air Force Central Command, "Airpower Summaries", <http://www.afcent.af.mil/AboutUs/AirpowerSummaries.aspx>
3. Under Secretary of Defense (Comptroller), *US Department of Defense FY 2016 Budget Request Overview*, February 2015, p.3-13,3-14.
4. United States Government Accountability Office, *Actions Needed to Strengthen Management of Unmanned Aerial System Pilots*, Report to Congressional Requesters, GAO-14-316, April 2014, www.gao.gov/assets/670/662467.pdf Colonel Bradley T. Hoagland, *Manning the Next Unmanned Air Force: Developing RPA Pilots of the Future*, Center For 21st Century Security and Intelligence, Brookings, Policy Paper, August 2013, http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2013/08/06-air-force-drone-pilot-development-hoagland/manning-unmanned-force_final_08052013.pdf Kate Brannen, "Air Force's Lack of Drone Pilots Reaching 'Crisis' Levels", *Foreign Policy*, January 15, 2015.

US AIR FORCE

Les principaux programmes

Le schéma ci-dessous présente les principaux programmes financés actuellement par l'USAF. Il ne prétend donc pas à l'exhaustivité, notamment pour les systèmes soutenus. En rouge sont indiqués les trois programmes d'acquisition prioritaire de l'USAF.

	Retrait	Soutien	Modernisation	Acquisition	Développement
Command and Control	EC-130H Compass Call 	E-3 AWACS  Control and Reporting Center  TACP Close Air Support System 	E-8 JSTARS 	Air Operations Center Increment 10.2  C2 Air Operations Suite 	Joint Aerial Layer Network 
ISR	U-2 Dragon Lady 	MC-12W Liberty  MQ-1 Predator 	RC-135 Rivet Joint  	Air Force Distributed Common Ground System 	RQ-4 Global Hawk  RQ-180?? 
Global Strike	Joint Standoff Weapon  HARM  GBU-10/12/24/28 Paveway II/III 	B-2 Spirit  B-52  B-1B Lancer  F-15E Strike Eagle 	Hellfire  L/JDAM  JASSM & JASSM-Extended-Range 	MQ-9 Reaper  Long-Range Strike Bomber  Small Diameter Bomb II  Conventional Ballistic Missile  Long Range Stand-Off (LRSO) Weapon  Long-Range Anti-Ship Missile 	F-35A Lightning II 
Air Superiority	F-16 Fighting Falcon 	F-15C Eagle 	F-22 Raptor 	Advanced Medium Range Air-to-Air Missile  Sidewinder AIM-9X 	
Global Mobility	C-130H  C-5 Galaxy 	KC-135 Stratotanker  KC-10 Extender  C-17 Globemaster III 		KC-46  HC/MC-130J  C-130J 	
Combat search and rescue	HH-60G Pave Hawk 		CV-22 		HH-60W Combat Rescue Helicopter 
Space Superiority	MILSTAR II EHF SATCOM  Defense Satellite Communications System  Defense Meteorological Satellite Program  Defense Support Program 		Advanced Extremely High Frequency  Wideband Global SATCOM  Global Positioning System Block III  Joint Space Operations Center Mission System  Geosynchronous Space Situational Awareness Program 	Evolved Expendable Launch Vehicle  GPS OCX  Space Based Infrared System  Weather Satellite Follow-On (WSF) 	

Principale source : Air Force Financial Management & Comptroller Fiscal Year 2016 Air Force Budget Materials, <http://www.saffm.hq.af.mil/budget/>

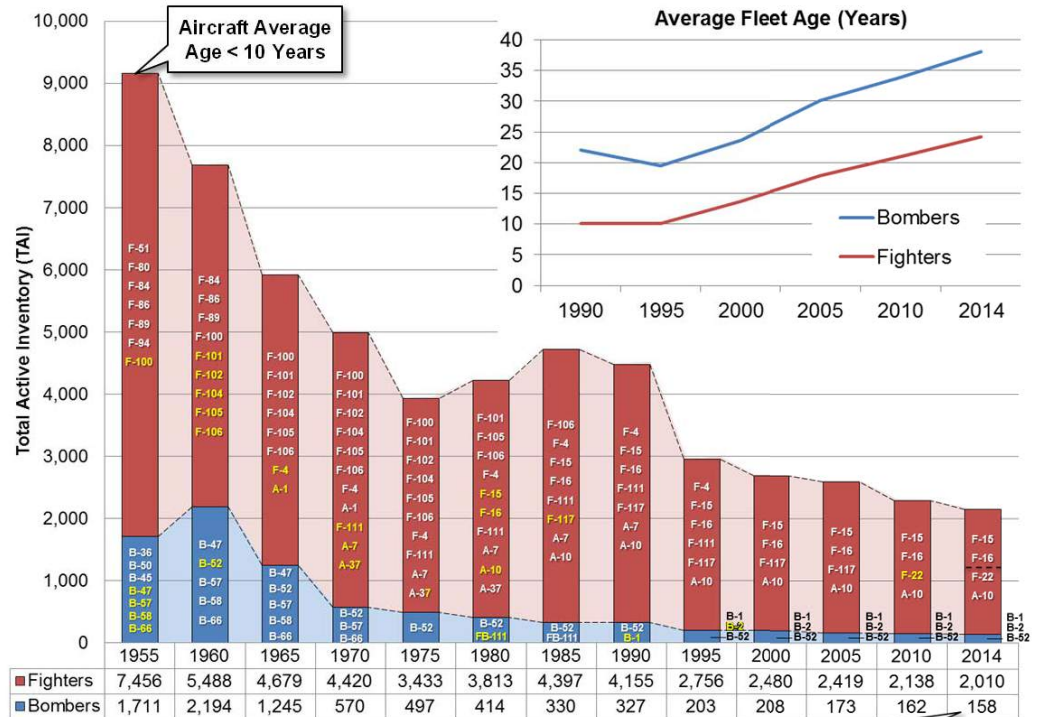
US AIR FORCE

Une structure de force anémiée et « gériatrique »

Évolution de l'inventaire et de l'âge moyen des appareils de combat de l'USAF

Source : Mark A. Gunzinger & David A. Deptula, *Thinking About A Balanced Future Combat Air Force*, Center for Strategic and Budgetary Assessments, 2014, p.3, <http://www.csbaonline.org/wp-content/uploads/2014/04/Toward-Balanced-Combat-Air-Force.pdf>

Le PB2016 permettrait de passer de 483 000 à 492 000 hommes (317 000 dans l'active, 69 000 dans la garde nationale, 106 000 dans la réserve). Ils étaient 538 000 en 2006.



Le message martelé par le leadership de l'Air Force est que la force aérienne est la plus petite et la plus vieille de l'histoire du service. Le nombre d'appareils de combat alignés par les forces d'active, la garde nationale et la réserve en unités opérationnelles (le *Primary Mission Aircraft Inventory*, PMAI) est maintenant inférieur à 1 200.

	Total Aircraft Inventory (TAI)	Primary Mission Aircraft Inventory (PMAI)	Average Age
Fighters	2,010	1,161	24 years
Bombers	158	96	38 years

(Assumes A-10s remain in the force in 2014)

Le PB 2016 budgétise la flotte de combat en PMAI suivante :

- 772 appareils des forces d'active dont 276 F-16C, 138 F-15E, 105 F-22, 60 F-15C, 17 nouveaux F-35A, 51 B1, 45 B-52 et 16 B-2 ;
- 369 appareils pour la Garde et 72 pour la Réserve (dont près de 60% de F-16).

Toutefois, cette décre est partiellement compensée par les 243 MQ-9 Reaper et 145 MQ-1 Predator, assurant les 65 CAP et utilisables en mission de frappe. Sur le simple plan numérique, la situation est un peu plus stable pour les fonctions ISR et mobilité¹.

- Les EC-130H Compass Call de guerre électronique ;
- Les RC-12 d'ISR léger qui seront transférés à l'AFSOC.

Cependant le Congrès est farouchement opposé au retrait des A-10 et dans une moindre mesure des EC-130H et entend maintenir le financement de ces deux programmes. Si les séquestrations reprenaient, l'Air Force avertit qu'il lui faudrait se séparer de moyens supplémentaires tels certains de ses MQ-4 et ses KC-10 (qui assurent plus de 20% de ses capacités de ravitaillement)².

L'âge de la flotte est encore plus préoccupant, tout particulièrement celui de beaucoup de grandes plateformes : l'âge moyen des B-52, KC-135 (représentant l'épine dorsale du ravitaillement en vol), RC-135 de SIGINT, MC/C-130E de transport atteint les 50 ans, comme bientôt les AC-130 Gunship et C-5 Galaxy. Hormis le F-22, celui des flottes de chasseurs va de 20 à 30 ans³. Cette force « gériatrique » est le produit de 20 ans de sous-financement des acquisitions et des errements des grands programmes comme le KC-46 et le F-35.

L'étiollement de la structure de force est aggravé par le besoin de préserver des ressources pour restaurer la *Readiness* et poursuivre la modernisation. L'USAF a donc décidé de se séparer des flottes d'appareils mono-missions, principalement :

- Les A-10 au sein des forces d'active ;
- Les U-2, dont la date de retrait a cependant été repoussée à 2019 faute de maturité capacitaire des RQ-4 Global Hawk devant les remplacer ;

1. Department of The Air Force, *Fiscal Year (FY) 2016 Budget Estimates, Operation and Maintenance, Volume I*, February 2015, pp. 37 & 57, Secretary of the Air Force, FMB, *United States Air Force, Fiscal Year Budget Overview*, Feb 2015 p.37, les deux documents étant accessibles sur <http://www.saffm.hq.af.mil/budget>

2. Major-General Jim Martin, *United States Air Force FY 2016 Budget Overview*, <http://www.saffm.hq.af.mil/shared/media/document/AFD-150202-045.pdf>

3. « Total Force Aircraft Age (as of 30 Sept 2013) », 2014 USAF Almanach, *Air Force Magazine*, Air Force Association, May 2014, p. 38.

US AIR FORCE

La modernisation

Les axes de modernisation de l'USAF combinent les deux préoccupations majeures que sont la recapitalisation de sa force et la préparation aux défis futurs centrés sur le contre-déni d'accès. Logiquement, ils recouvrent donc :

- ♦ L'optimisation de la contribution de la *Total Force*, c'est-à-dire une meilleure intégration des forces d'active, de la Garde nationale et de la réserve ;
- ♦ Le développement de capacités à longue portée aptes à opérer en environnement non-permissif ;
- ♦ Le réinvestissement dans la dissuasion nucléaire de même que dans le contrôle spatial¹.

A la confluence des deux derniers axes, les trois grandes priorités programmatiques de moyen terme de l'USAF restent le KC-46 (voir TRANSCOM), le F35 et le LRS-B.

Le chasseur F-35A. Le Lightning II est sanctuarisé par le Pentagone, en dépit des critiques sur ces capacités, car les 1 763 appareils planifiés doivent remplacer la quasi-totalité de la flotte de combat tactique de l'USAF. La litanie des problèmes techniques, des surcoûts, des aléas d'un développement mené à bâton rompu parallèlement aux premières productions de série, semble se poursuivre mais la capacité opérationnelle initiale devrait finalement être atteinte à l'automne 2016 au sein de l'USAF.



Vision d'un KC-46 ravitaillant un F-35

Le Long-Range Strike Bomber (LRS-B). L'USAF envisage d'acquérir 80 de ces appareils développés en grand secret, qui pourraient être optionnellement pilotables et seraient employés en complément des B-22 et des F-22 en environnement non-permissif. En dépit des orientations de la QDR 2006, le lancement du programme a longtemps été retardé. Cependant, l'inquiétante émergence militaire de la Chine rend désormais prioritaire le renforcement significatif de ces capacités. Le LRS-B, de même que les nouveaux missiles en cours de développement, représentent ainsi le corollaire programmatique de JOAC et *AirSea Battle* et permettront en même temps



Brig Gen Ed Fienga, SAF/FMP, Headquarters US Air Force, PPBE 101, Présentation, 3 March 2015

d'investissement, intégrant les master plans réalisés par les douze CFLI.

Le Chief of Staff a modifié le processus de planification stratégique de l'USAF à long terme. L'échec actuel comprend trois volets :

- ♦ Une stratégie, mise à jour tous les quatre ans, qui présente une évaluation de la menace et de l'environnement stratégique à 30 ans et fournit les priorités stratégiques ainsi que les orientations en matière de R&D ;
- ♦ Un *Master Plan*, mis à jour tous les deux ans, fixant sur un horizon de 20 ans l'articulation entre les programmes du moment et ceux émergents ;
- ♦ Un plan intégré à dix ans (donc déterminant le POM à 5 ans), mis à jour tous les ans, cadrant la stratégie

de renforcer la dissuasion nucléaire. L'Air Force prévoit de passer à partir de 2020 à l'acquisition du LRS-B lequel absorberait alors plus de 9 Mds \$/an.



Concept de Northrop-Grumman en compétition pour le LRS-B face à Boeing-Lockheed

La modernisation des capacités aériennes comprend également la poursuite de la mise en réseau via le *Joint Aerial Layer Network* et la concrétisation du concept de *Network-Enabled Weapon*, de guidage de l'arme par liaison de données tactique pour frapper des cibles en mouvement avec la mise en service de la GBU-43 SDBII ; la modernisation du F-22 et des capacités ISR, le déploiement du nouveau système d'information des centres des opérations aériennes, etc.

Les priorités de R&D

L'Air Force Research Laboratory, les MAJCOM et autres institutions du service en lien avec les ressources scientifiques civiles ont réalisé de multiples travaux de définition des efforts de R&D¹. Les priorités qui découlent de ces travaux et des budgets de RDT&E sont :

- ♦ Les armes à longue portée, à très haute vitesse (ex: missile hypersonique *High Speed Strike Weapon*, HSSW) et pénétrantes (*High Velocity Penetrating Weapon*, HVPW) ;
- ♦ Les armes à énergie dirigée comme le missile CHAMP (*counter-electronics high-powered microwave*) et les lasers embarqués de haute puissance tel le HELLADS ;
- ♦ Les solutions alternatives au GPS pour garantir la capacité de PNT (interférométrie atomique, etc.) ;
- ♦ L'ISR en environnement non-permissif, la fusion des données, l'intégration de ces capacités avec les systèmes d'arme ;
- ♦ La résilience du C2 et de ses « enablers » (« désagrégation » des architectures spatiales, etc.) ;
- ♦ La résilience et l'agilité d'utilisation du domaine d'opérations cyber, l'intégration de son emploi avec les capacités « cinétiques », la poursuite incrémentale de la migration des SIC vers le « Cloud » ;
- ♦ L'autonomie des systèmes.



Vision du missile CHAMP

1. Fiscal Year 2016 Air Force Posture, February 25, 2015, p.18.

2. Voir *Air Force Science and Technology Plan, Technology Horizons* (2010), et USAF Chief Scientist, *Global Horizons, Final Report, United States Air Force Global Science and Technology Vision*, AF/ST TR 13-01, 21 June 2013.

DEPARTMENT OF NAVY

Organisation générale du Department of the Navy

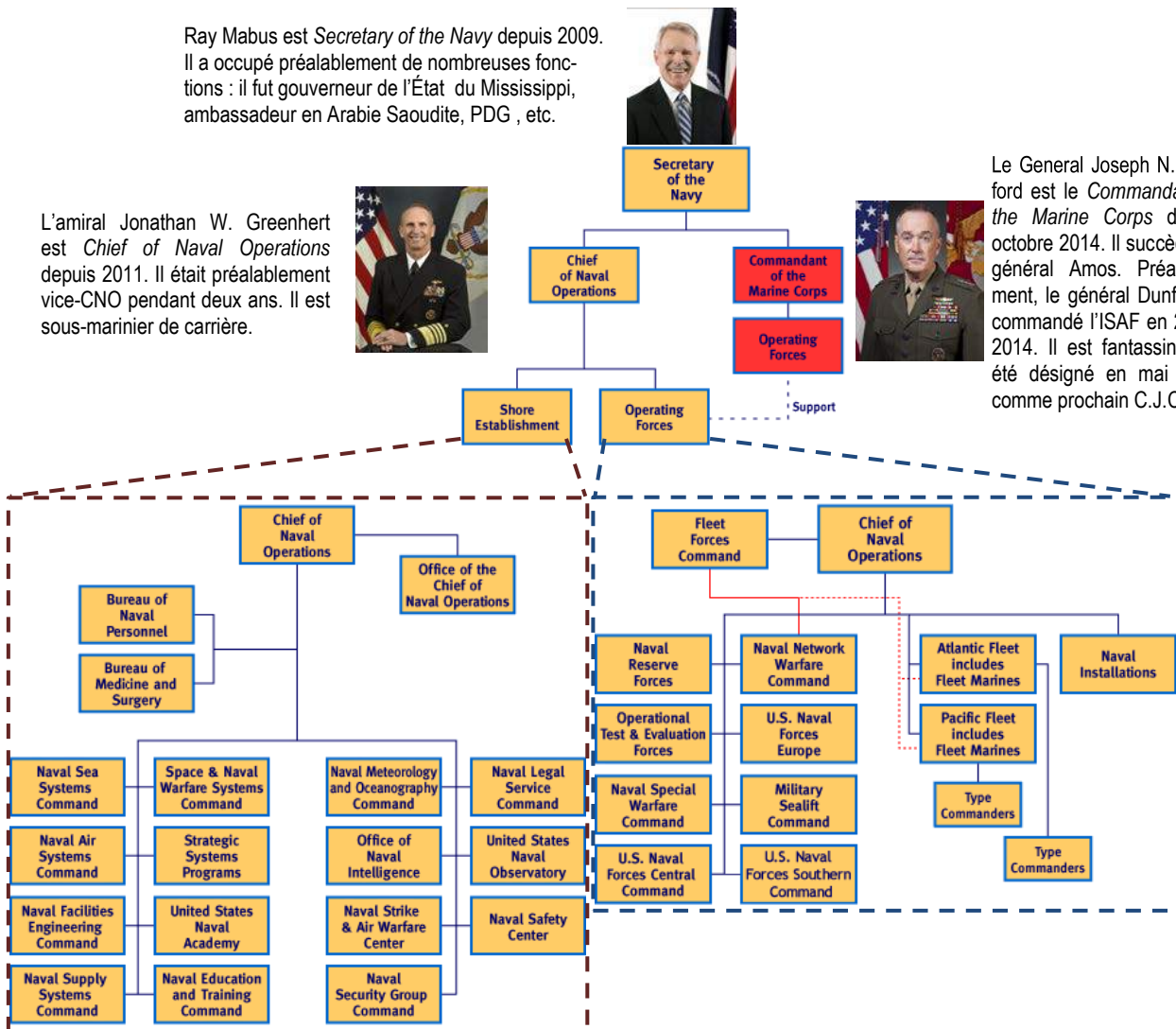
Ray Mabus est *Secretary of the Navy* depuis 2009. Il a occupé préalablement de nombreuses fonctions : il fut gouverneur de l'État du Mississippi, ambassadeur en Arabie Saoudite, PDG, etc.



L'amiral Jonathan W. Greenhert est *Chief of Naval Operations* depuis 2011. Il était préalablement vice-CNO pendant deux ans. Il est sous-marinier de carrière.



Le General Joseph N. Dunford est le *Commandant of the Marine Corps* depuis octobre 2014. Il succède au général Amos. Préalablement, le général Dunford a commandé l'ISAF en 2013-2014. Il est fantassin. Il a été désigné en mai 2015 comme prochain C.J.C.S.



La Navy, comparée aux autres *Services*, se caractérise par une fragmentation plus importante de ses commandements organiques notamment consacrés aux différentes composantes de force. A noter l'importance sur le plan opérationnel du *Fleet Forces Command* qui est le *force provider* de la plus grande part des capacités de la Navy. L'office du CNO qui joue un rôle d'autant plus central dans cette configuration, s'articule autour des principaux éléments suivants :

- ♦ Deputy CNO, N1 Manpower Personnel Education & Training
- ♦ Deputy CNO, N3/5, Information, Plans & Strategy
- ♦ Deputy CNO, N2/6, Communication Networks / Information Dominance
- ♦ Deputy CNO, N8, Integration of Capabilities & Resources
- ♦ Director for Fleet Readiness & Logistics
- ♦ Director Test and Evaluation and Technology Requirements
- ♦ Chief of Navy Reserve

En ce qui concerne le Marine Corps, il convient de relever d'une part le nombre réduit de grandes structures organiques, d'autre part l'importance du *Marine Corps Combat Development Command* subordonné au *Combat Development & Integration*, G3/G5 (Plans Policy & Ops) de l'état-major, qui élabore la stratégie capacitaire de l'USMC.

Le Corps comprend les structures opérationnelles suivantes :

- ♦ U.S. Marine Corps Forces, Pacific (MARFORPAC)
- ♦ U.S. Marine Corps Forces Cyberspace (MARFORCYBER)
- ♦ U.S. Marine Corps Forces Reserve (MARFORRES)
- ♦ U.S. Marine Corps Forces Special Operations Command (MARFORSOC)
- ♦ U.S. Marine Corps Forces Command (MARFORCOM)

Il comprend les structures de soutien suivantes :

- ♦ U.S. Marine Corps Installations Command (MCICOM)
- ♦ U.S. Marine Corps Logistics Command (LOGCOM)

DEPARTMENT OF NAVY

La nouvelle stratégie maritime

La nouvelle stratégie maritime américaine, *A Cooperative Strategy for 21st Century Seapower*, a été publiée en mars 2015 par l'US Navy, l'US Marine Corps et les US Coast Guards et remplace celle de 2007.

Elle met l'accent sur l'importance de la région Inde-Asie-Pacifique, la prolifération des capacités de déni d'accès et d'interdiction de zone mais aussi des réseaux de criminalité et de terrorisme et la criticité des litiges territoriaux. Pour faire face à des défis, elle réaffirme deux principes fondamentaux :

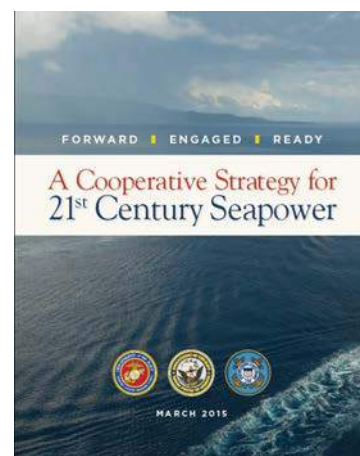
- ♦ **la présence navale avancée** et
- ♦ **les partenariats** avec les marines alliées. Sur ce plan, la stratégie préconise d'approfondir la mise en œuvre du concept de *Global Network of Navies*, évolution des concepts de « marine des 1000 navires » et *Global Maritime Partnership* élaborés dans les années 2000, avec plus d'intégrations des navires alliés dans les exercices et les déploiements de ses groupes aéronavals et amphibies et un partage accru de l'information.

Combinant ces deux principes, l'emploi des forces navales doit reposer sur :

- ♦ Un renforcement de l'assignation régionale des moyens, au détriment des rotations ;
- ♦ Des forces opérant en réseau avec celles des partenaires ;
- ♦ La modularité des plates-formes, à l'image des *Littoral Combat Ships* ;
- ♦ Des packages de forces adaptés aux différentes régions de déploiement. La Navy confirme une fois encore l'objectif de déploiement de 60% des capacités navales américaines dans la région Asie-Pacifique aux alentours de 2020.

Cette stratégie réaffirme, outre la présence, les trois autres fonctions classiques de la puissance maritime : Dissuasion, Contrôle des mers, Projection de puissance. Elle confirme la fonction de Sécurité maritime introduite en 2007. Elle les complète par une **fonction d'accès à tous les domaines (All-Domain Access)** qui représente la transcription de JOAC au niveau maritime. Cet accès est assuré par la *Cross-Domain Synergy* et l'Information Dominance (voir encart).

En bref, la présente stratégie fournit une excellente synthèse des évolutions de la Navy de ces dix dernières années et de ses axes de développement conceptuel et capacitaire mais n'offre aucune orientation nouvelle. Entérinant les évolutions fixées par la DSG de 2012, elle n'en présente pas moins une évolution significative au regard de la mouture précédente, en insistant sur l'accès aux *global commons* et en rétrogradant l'importance de la sécurité maritime laquelle justifiait au milieu de la décennie 2000 de concevoir deux marines l'une de projection de puissance classique et l'autre opérant de la façon plus distribuée s'inscrivant dans un cadre plus interministériel.



La stratégie maritime agrège les éléments de plusieurs concepts développés récemment au sein de la Navy et des Marines (voir section suivante dans ce cas) :

- ♦ **Air-Sea Battle** : après des attermolements initiaux, la Navy a pleinement institutionnalisé ce concept sous le mandat du CNO actuel ;
- ♦ **Information Dominance** : le concept a été élaboré en 2012 et a fait l'objet d'une *Roadmap* en 2013¹ couvrant une part importante de la planification capacitaire de la Navy. Il s'articule sur le triptyque :
 - *Battlespace awareness* ;
 - *Assured Command and Control* visant la résilience des systèmes d'information et de communication et envisageant la maîtrise et l'emploi du spectre électromagnétique comme un espace de manœuvre ;
 - Intégration des feux (*Fires Integration*) cinétiques et non-cinétiques. Il inclut la mise en œuvre à terme du concept de manœuvre de guerre électromagnétique (*Electromagnetic Maneuver Warfare, EMW*), fusionnant guerre électronique, opérations spatiales et lutte informatique.

L'ensemble est destiné à interrompre la « Kill Chain » ennemie, son cycle de ciblage, tout en préservant et améliorant celle des forces amies.

- ♦ **Navy Cyber Power 2020**
- ♦ **Undersea Dominance** : finalisé en 2013, le concept envisage de pérenniser la domination américaine dans le domaine sous-marin, actuellement remise en question, en se fondant non plus simplement sur les sous-marins et plates-formes navales et aériennes, mais sur la diversité des charges utiles et surtout sur la mise en réseau de l'ensemble³.

1. RADM William E Leigher, US Navy Information Dominance Roadmap, March 2013, http://www.public.navy.mil/fcc-c10f/Strategies/Information_Dominance_Roadmap_March_2013.pdf

2. Accessible au http://www.public.navy.mil/fcc-c10f/Strategies/Navy_Cyber_Power_2020.pdf

3. ADM Jonathan Greenhert, "How the U.S. Can Maintain the Undersea Advantage", Defense One, October 21 2013, <http://www.defenseone.com/ideas/2013/10/how-us-can-maintain-undersea-advantage/72314/>

DEPARTMENT OF NAVY

Le budget

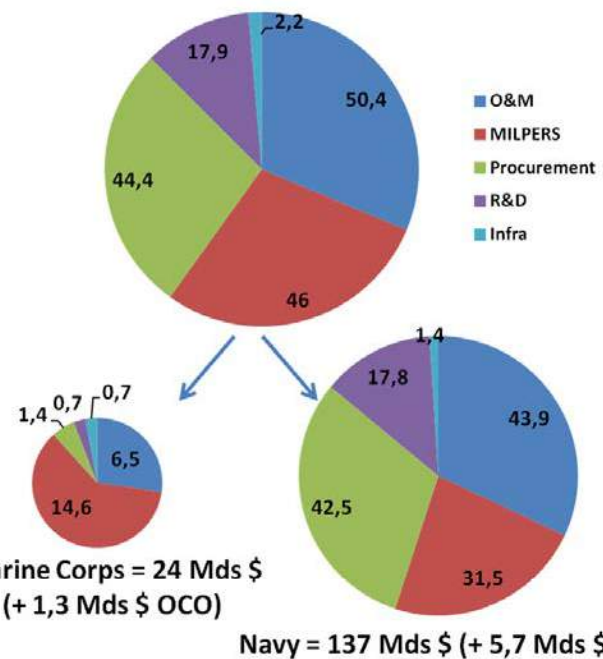
Le budget du *Department of Navy* recouvre celui de l'US Navy et de l'US Marine Corps. Le premier compte pour 85% du total si l'on ne considère que le budget de base, une constante de l'histoire récente.

Les *Marines* peuvent en revanche recevoir une part plus importante des crédits OCO, jusqu'à 50% des 17 Mds \$ reçus par exemple par le DoN en 2008 au plus fort des engagements de contre-insurrection.

La structure des budgets est également fort différente :

- La Navy est, de tous les services, celui dont la part des acquisitions est la plus importante, soit environ 30% en raison des nombreux programmes de navires et d'aéronefs. C'est plus que les 25% de l'USAF, voire ses 18% si l'on ne compte que le « *blue budget* ». En réalité, la Navy a dernièrement dépensé presque autant que l'USAF pour les acquisitions et la R&D de la force de combat tactique (15 vs. 17 Mds \$ en 2014).
- Les *Marines*, pour leur part, consacrent la part la plus importante de tous les services à leur personnel militaire, près de 60% contre 45% au sein de l'Army. Dans ce contexte, le Corps repose en cas d'engagement sur les crédits OCO qui comptaient à la fin de la décennie pour un tiers de son budget et doublaient en fait ses financements d'opérations et d'acquisition. Une autre différence réside dans le faible montant de son budget d'opérations et maintenance, qui s'explique par le faible nombre de civils (env. 10% des équivalents plein temps du DoN).

DoN = 161 Mds \$ (+ 7 Mds \$ OCO)



Marine Corps = 24 Mds \$ (+ 1,3 Mds \$ OCO)

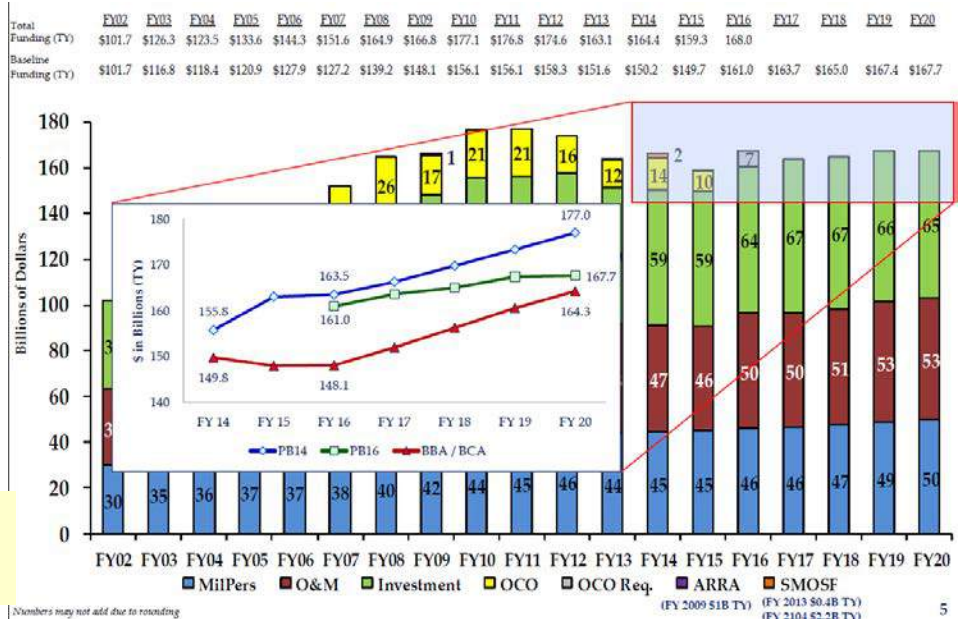
Navy = 137 Mds \$ (+ 5,7 Mds \$ OCO)

PB 2016 du DoN, de l'US Navy et de l'US Marine Corps, répartition par postes. Source: *FY 2016 Department of the Navy (DoN) President's Budget (PB) Summary*, Rear Admiral William K. Lescher, USN, *Department of the Navy FY 2016 President's Budget*, February 2, 2015, <http://www.finance.hq.navy.mil/fmb/pb/books.htm>

Il n'en reste pas moins que le Corps des Marines se présente dans sa communication comme le service le plus « rentable » des forces armées américaines : « *For 6.0% of the defense budget, the Marine Corps provides 21% of the Nation's infantry battalions and 15% of the fighter/attack aircraft [...]* » expliquait dernièrement le général Dunford au Congrès¹.

Le budget de base du département pour 2016 présente une augmentation de 10 Mds \$ environ comparé à celui de 2015. Elle bénéficie quasi-entièrement à la Navy, laquelle entend étoffer le financement de ses opérations et maintenance (+5 Mds env.) de ses activités RDTE (+2 Mds), de ses acquisitions d'aéronefs et dans une moindre mesure navales, et enfin l'augmentation des effectifs de 8 000 personnes.

Rear Admiral William K. Lescher, USN, *Department of the Navy FY 2016 President's Budget*, February 2, 2015.



1. Statement of General Joseph Dunford Commandant, United States Marine Corps, Before The House Appropriations Committee Subcommittee on Defense on 26 February 2015, p. 2.

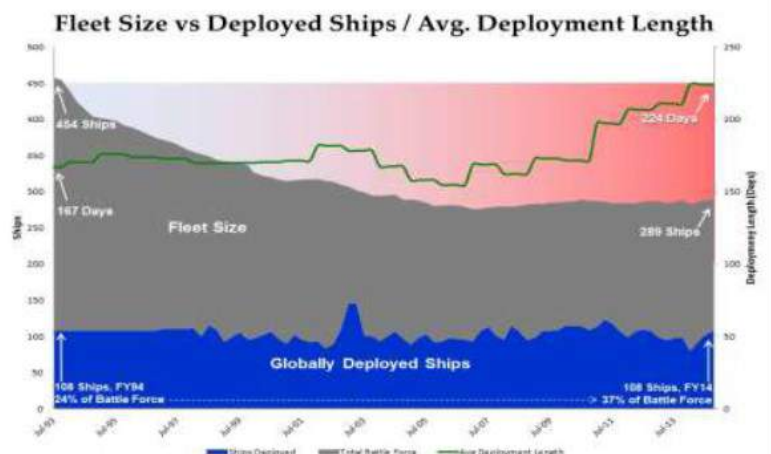
US NAVY

Readiness et posture de déploiement

La Navy est sensiblement moins affectée par les problèmes de *readiness* que l'Army et l'Air Force. Ses contraintes se sont cependant accrues car si le nombre moyen de navires déployés reste identique, la structure de force s'est réduite jusqu'en 2007 générant des durées accrues de déploiement. Actuellement, un peu plus d'un tiers de la flotte est déployé soit de façon permanente, soit par rotation depuis les États-Unis.

Optimized Fleet Response Plan

La Navy a commencé en 2015 à mettre en œuvre un cycle de génération de force, l'*Optimized Fleet Response Plan* (O-FRP) moins ambitieux mais plus réaliste que le FRP précédent qui ne permettait pas de respecter les calendriers de maintenance et de déploiement. L'O-FRP se fonde sur un cycle de 36 mois, articulé en une période de 12 mois de maintenance et de préparation, puis 24 mois de disponibilité avec un unique déploiement de 8 mois. O-FRP augmente le temps au port de 49% à 68%, améliorant ainsi la prédictibilité des activités. Il permet également de synchroniser les déploiements des différents éléments d'un Carrier Strike Group qui se verra renforcé, passant de 3-4 à 7-8 navires de combat de surface. Cela



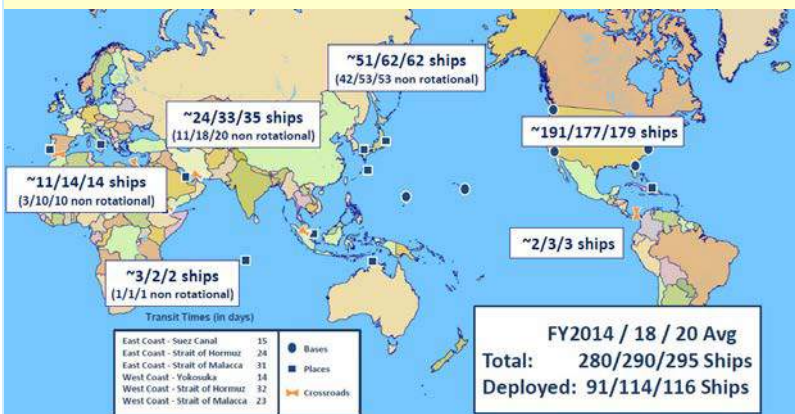
Évolution de la flotte et de ses déploiements (ci-dessus) et Engagement du DoN en janvier 2015 (ci-dessous). Rear Admiral William K. Lescher, USN, Deputy Assistant Secretary of the Navy for Budget, Department of The Navy FY 2016 President's Budget, February 2, 2015.



étant, la réduction du ratio de déploiement effectif d'un CSG à 0.22 implique qu'une présence permanente nécessitera 5 porte-avions. O-FRP a donc pour conséquence de réduire le nombre de CSG déployés en même temps de 3-4 avant les séquestrations à seulement 2 plus 2 disponibles en *Surge*, éventuellement 3 en 2020¹.

Le rééquilibrage vers l'Asie-Pacifique et le renforcement du déploiement avancé

LCDR Guy M Snodgrass, Présentation, 2013



La Navy planifie à l'horizon 2020 d'attribuer des ports d'attache Pacifique à 60% des navires (6 porte-avions sur 11 contre 5 actuellement, 4 SNA basés à Guam contre 3 actuellement) et d'accroître le nombre moyen de navires déployés de 50-52 actuellement à environ 65, incluant 4 LCS à Singapour par rotation. Cette incarnation du rééquilibrage militaire vers l'Asie-Pacifique ne porte donc que sur 10-15% des moyens et ne constitue donc pas une bascule stratégique d'envergure, ce d'autant que le Moyen-Orient fait lui aussi l'objet d'un renforcement important. De façon générale, la Navy entend développer l'attachement à des ports sur zone de préférence à des rotations y compris en Europe et au Moyen-Orient. En témoigne les 4 destroyers de défense antimissile attachés au port de Rota en lieu et place d'une rotation de 10 navires, permettant de libérer six DDG supplémentaires pour l'Asie. En termes de capacité enfin, la Navy prévoit d'assigner à cette zone ses systèmes les plus sophistiqués : P-8 Poseidon, MQ-4 Triton, SSN Virginia, etc.

1. ADM Bill Gortney *Optimizing The Fleet Response Plan*, 15 January 2014, <https://shipbuilders.org/sites/default/files/ADM%20Gortney%20SNA%202014%20Optimizing%20The%20Fleet%20Response%20Plan%20%28Public%20Version%29.pdf> & Under Secretary of Defense (Comptroller), *US Department of Defense FY 2016 Budget Request Overview*, February 2015, pp. 3-7.

US NAVY

La structure de force

La nouvelle structure de force définie par la Navy en janvier 2013 comprend 306 navires :

- ✦ 12 SNLE
- ✦ 48 SNA
- ✦ 11 porte-avions
- ✦ 88 croiseurs et destroyers
- ✦ 52 Littoral Combat Ships
- ✦ 33 navires amphibies
- ✦ 29 ravitailleurs d'escadre
- ✦ 10 Joint High Speed Vessels
- ✦ 23 autres bâtiments : navires de commandement, de surveillance, de soutien, ainsi que 3 cargos TAKE-1 et 3 Mobile Landing Platform (assurant une capacité de *Sea Basing*).

Cette structure est régulièrement revue à la baisse depuis 20 ans et s'est considérablement allégée sur le plan capacitaire avec l'importance prise depuis 10 ans par les LCS. Elle ne prévoit plus depuis 2012 le remplacement des SSGN Ohio (lanceurs de Tomahawk), cette mission devant être assumée par les SNA Virginia. Le plan actuel accroît encore cet allègement autant qu'il brouille le décompte exact des navires. Le service a en effet décidé d'inclure ou non certaines catégories de bâtiments en fonction des besoins opérationnels (les patrouilleurs et le navire hôpital par exemple) et maintient dans sa structure 11 croiseurs Ticonderoga partiellement retirés du service actif. La raison majeure de cette érosion continue est financière. Depuis de longues années, il existe un décalage entre les ambitions et le plan de construction navale à 30 ans, sous-dimensionné pour tenir cette structure. La Navy anticipe ainsi des insuffisances capacitaires concernant :

- ✦ Les navires amphibies entre 2015 et 2017 ;
- ✦ Les petits navires de combat jusqu'en 2027 ;
- ✦ Les SNA entre 2025 et 2034 (avec le retrait des Los Angeles).

	CVN	LSC	SSC	SSN	SSGN	SSBN	AWS	CLF	Supt	Total
306 ship plan	11	88	52	48	0	12	33	29	33	306
FY15	10	85	19/26	54	4	14	30	29	29/32	274/284
FY16	11	88	23/30	53	4	14	31	29	27/30	280/290
FY17	11	90	27/34	50	4	14	32	29	29/32	286/296
FY18	11	91	31/38	52	4	14	33	29	29/32	295/304
FY19	11	93	35/40	51	4	14	33	29	31/34	301/309
FY20	11	95	36/37	49	4	14	33	29	33/36	304/308
FY21	11	96	36/33	49	4	14	33	29	32/35	304
FY22	11	97	38/36	48	4	14	33	29	32/35	306/307
FY23	12	98	39	49	4	14	33	29	33/36	311/314
FY24	12	98	41/40	48	4	14	34	29	33/36	313/315
FY25	11	98	43	47	4	14	34	29	34/37	314/317
FY26	11	97	46	45	2	14	36	29	34/37	314/317
FY27	11	99	49	44	1	13	35	29	34/37	315/318
FY28	11	100	52	41	0	13	36	29	34/37	316/319
FY29	11	98	52	41	0	12	35	29	34/37	312/315
FY30	11	95	52	41	0	11	35	29	34/37	308/311
FY31	11	91	52	43	0	11	34	29	34/36	305/307
FY32	11	89	52	43	0	10	34	29	35/37	303/305
FY33	11	88	52	45	0	10	35	29	35/37	305/307
FY34	11	86	52	46	0	10	34	29	35/37	303/305
FY35	11	87	52	48	0	10	32	29	35/37	304/306
FY36	11	88	52	49	0	10	32	29	35	306
FY37	11	90	52	51	0	10	33	29	34	310
FY38	11	91	52	50	0	10	33	29	35	311
FY39	11	92	52	51	0	10	33	29	34	312
FY40	10	90	52	51	0	10	32	29	34	308
FY41	10	89	52	51	0	11	33	29	34	309
FY42	10	87	52	52	0	12	32	29	34	308
FY43	10	84	52	52	0	12	31	29	34	304
FY44	10	83	52	52	0	12	31	29	34	303

Source: FY2015 30-year (FY2015-FY2044) shipbuilding plan.

Note: Figures for support ships include five JHSV's transferred from the Army to the Navy and operated by the Navy primarily for the performance of Army missions.

Key: FY = Fiscal Year; CVN = aircraft carriers; LSC = surface combatants (i.e., cruisers and destroyers); SSC = small surface combatants (i.e., frigates, Littoral Combat Ships [LCSs], and mine warfare ships); SSN = attack submarines; SSGN = cruise missile submarines; SSBN = ballistic missile submarines; AWS = amphibious warfare ships; CLF = combat logistics force (i.e., resupply) ships; Supt = support ships.

Niveau de force projeté en fonction du plan de construction navale 2015-2044. Source : Ronald O'Rourke, *Navy Force Structure and Shipbuilding Plans: Background and Issues for Congress*, Congressional Research Service, March 3, 2015, p. 9.

Structure de l'aviation navale, fin 2014 :

- ✦ TAI : inventaire total d'appareils
- ✦ PMAI : inventaire d'appareils opérationnels

Source : budget FY2016 O&M Navy & US Navy Program Guide 2015

















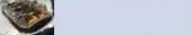



















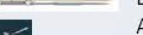




























Le PB2016 prévoit un effectif militaire de 329 000 hommes dans l'active et 57 000 hommes dans la Naval Reserve

	TAI	PMAI
Chasseurs	945	682
F/A-18E	255	
F/A-18F	259	
EA-18G	90	
F/A-18 A/B/C & (& F-16, F-5 d'entraînement)	Env. 340	
Hélicoptères	984	838
MH-60R	186	
MH-60S	237	
Patrouille /ISR	188	141
Autres	278	224

US NAVY

Les principaux programmes d'équipement

Le schéma ci-dessous présente les principaux programmes financés actuellement par l'US Navy. Il ne prétend donc pas à l'exhaustivité, notamment pour les systèmes soutenus. Les chiffres mentionnés précisent le nombre de bâtiments en service à la fin de l'année 2015.

	Retrait	Soutien	Modernisation	Acquisition	Développement
Porte-avions		 CVN-68 à 77 Nimitz et évolutions [10]		 CVN-21 Ford [1]	
Croiseurs et destroyers	CG-47 Ticonderoga [22] 			 DDG-51 Arleigh Burke [62]	
Petits navires de combat de surface	 Mine Countermeasures Ships Avenger [11]			 Littoral Combat Ships [11]	
Sous-marins	SSGN Ohio [4] 	SSBN Ohio [14]  SSN-688/721 Los Angeles [39]  SSN-21 Seawolf [3] 	SSN-774 Virginia [12] 	Large Displacement Unmanned Undersea Vehicle 	
Navires de guerre amphibie	LHD Wasp [8]  LCAC  LSD-41 / 49 Whidbey Island / Harpers Ferry [12] 	LHA 6 America [1]  LPD-17 San Antonio [9]  Afloat Forward Staging Base [1] 	Ship-to-Shore Connector  SC-X(R) 		
Soutien		T-AKE (cargo/munitions) Lewis and Clark [12]  T-AO 187 (pétroliers) Kaiser [15]  T-AOE 6 (cargo) Supply [2] 		T-AO(X)  Joint High-Speed Vessel Spearhead 	
C4ISR	Distributed Common Ground System-Navy (DCGS-N)  UQQ/WGT Surveillance Towed Array Sensor System  Fixed Surveillance Systems (sonar) 	Maritime Operations Center 	Persistent Littoral Undersea Surveillance  Real-Time Spectrum Operations  SATCOM Mobile User Objective System 		
Armements navals	Missile Trident II/D5  Standard Missile-2 Blocks III/IIIA/IIIB 	Tactical Tomahawk  Torpille lourde MK-48 ADCAP  Standard Missile-6  Evolved Seasparrow Missile  Rolling Airframe Missile 	Long-Range Anti-Ship Missile  Long-Range Land-Attack Projectile  Laser SSL 		
Appareils de combat	F/A-18 A/B/C/D Hornet  F/A-18 E/F Super Hornet 	EA-18G Growler 	F-35C Lightning II 		
ISR, ASM & PATMAR	SH-60 Seahawk 	RQ-21 Blackjack  E-2D Hawkeye  P-3C Orion  EP-3E ARIES II 	MQ-8C Firescout  MQ-4C Triton  P-8A Poseidon 		
Armements embarqués	Joint Standoff Weapon (JSOW)  GBU-10/12/16/24 Paveway II/III  JDAM  Standoff Land Attack Missile-Expanded Response 	Torpille légère MK-46/50  Torpille légère MK-54  Advanced Anti-Radiation Guided Missile  Sidewinder AIM-9X 	JSOW-C1  Small Diameter Bomb II  Advanced Medium Range Air-to-Air Missile 		

Principale source : US Navy Program Guide 2015, www.navy.mil/strategic/top-npg15.pdf

US NAVY

La modernisation

La modernisation de la Navy comprend bien sûr l'acquisition des grandes plates-formes et principaux aéronaves : la FYDP prévoit un second porte-avions de la nouvelle classe Ford, 10 DDG Arleigh Burke, 10 SNA Virginia, 14 LCS et 4 navires amphibies, 24 E-2D, 47 P-8 Poséidon et 38 F-35. Elle se caractérise également par d'importants efforts de mise en réseau des forces dans le cadre des concepts d'*Information Dominance* et d'*Undersea Dominance*.

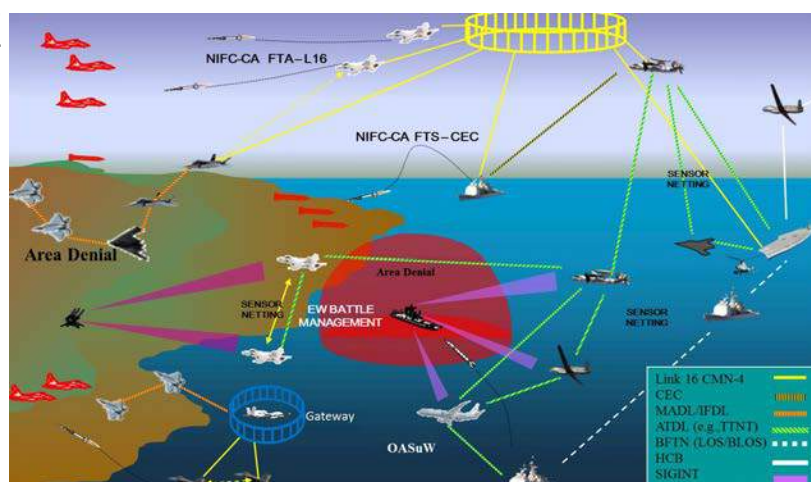
L'information Dominance

Sur le court terme, elle repose sur la mise en œuvre :

- ♦ Des liaisons de données modernisées, notamment le *Tactical Targeting Network Technology* ;
- ♦ Du *Naval Integrated Fire Control-Counter Air* (NIFC-CA), qui vise à assurer la protection des porte-avions face aux missiles en intégrant le nouveau E-2D, la version 9 du système Aegis et le nouveau missile SM-6 des croiseurs et destroyers, et le JLENS de l'Army, prolongeant le *Cooperative Engagement Capability*, qui permet déjà la poursuite de pistes radar multi-plates-formes.¹
- ♦ Du *Long-Range Antiship Missile* (LSRAM), adaptation antinavire du JASSM ;
- ♦ Des *Network-Enabled Weapons* (SDB II, JSOW C-1) ;
- ♦ Les premiers outils de *Real-Time Spectrum Operations* (RTSO) *capability* permettant de mieux contrôler le spectre électromagnétique et de reconfigurer les réseaux de communication rapidement.

Le F-35C

La Navy sera le dernier *service* à mettre en œuvre le F-35: la capacité opérationnelle initiale des premiers exemplaires des 480 F-35C destinés à remplacer les F/A-18 A/B/C/D est planifiée entre 2018-19. Pour éviter un gap capacitaire, le *service* espère acquérir 36 F/A-18 E/F supplémentaires⁴. Le F-35C est considéré comme critique mais la Navy dispose de la force aérienne la plus récente et n'accorde pas à la furtivité le même importance que l'Air Force.



Vision tactique de l'intégration des feux. CAPT Steve Carder, Ms Margaret Palmieri, Integrated Fires, Information Dominance Industry Day, 8 May 2013, www.afcea.org/mission/intel/IntegratedFires.pdf

L'Undersea Dominance

Le programme des SNA Virginia, l'un des mieux gérés du Pentagone, ainsi que le P-8 Poseidon représentent des pièces maîtresses de la maîtrise du domaine sous-marin. La Navy entend également étendre les opérations en réseau pour les différentes missions de ce domaine (ISR, lutte ASM, guerre des mines) favorisant la détection multistatique par exemple. Elles se caractérisent par :

- ♦ Le développement d'une famille de drones sous-marins (dont le *Persistent Littoral Undersea Sur-*

veillance, un dispositif *ad hoc* de détection sous-marine en cours d'acquisition et, plus tard, des engins tels le *Large Displacement Unmanned Undersea Vehicle*, qui seront mis en œuvre depuis les bâtiments de surface voire les SNA) ;

- ♦ Les armes à énergie dirigée, notamment les lasers, tout d'abord des lasers solides de 100-150 KW voire plus tard des lasers à électrons, ainsi que des canons électromagnétiques ;
- ♦ Le successeur du LSRAM et éventuellement du Tomahawk ;
- ♦ Les capacités d'*Electromagnetic Maneuver Warfare* (EMW) intégrant action de guerre électronique et informatique. Le *Next-Generation Jammer* qui doit remplacer dans les années 2020 la charge utile des EA-18G en est un élément essentiel².

Par ailleurs, le drone UCLASS (*Unmanned Carrier Launched Airborne Surveillance and Strike*) est prévu pour rejoindre les porte-avions en 2022, sans doute dans un rôle de capteur ISR.

♦ L'accroissement des connexions entre les domaines : drones aériens mis en œuvre depuis les sous-marins, de meilleures télécommunications, y compris en plongée (laser par exemple), avec les SNA permettant de les inclure dans l'intégration des feux³.

1. Jeffrey H. McConnell, *Naval Integrated Fire Control-Counter Air Capability-Based System of Systems Engineering*, Naval Surface Warfare Center, Dahlgren Division, 14 November 2013, http://www.acq.osd.mil/se/webinars/2013_11_14-SOSECIE-McConnell-brief.pdf
2. RADM William E. Leigher, *US Navy Information Dominance Roadmap*, *op. cit.*
3. ADM Jonathan Greenhert, "How the U.S. Can Maintain the Undersea Advantage", *op. cit.*
4. Christopher P. Cavas, "World Events, F-35 Delays Drive Hornet Push", *Defense News*, March 15, 2015, <http://www.defensenews.com/story/defense/naval/naval-aviation/2015/03/12/navy-carriers-aircraft-fighters-strike-fighters-f-18-fa-18-super-hornet-boeing-f-35-joint-strike-fighter-jsf/70243170/>

US MARINE CORPS

Le concept : Expeditionary Force 21

EF 21, signé par le général Amos en 2014, est le *Capstone Concept* guidant l'organisation et l'emploi du Corps, ses « contrats opérationnels » et ses objectifs de *Readiness* pour les dix prochaines années.

Après les engagements terrestres de longue haleine en Irak et en Afghanistan, il traduit le recentrage des *Marines* sur leurs racines navales et son rôle de force de réponse rapide aux crises. Leurs unités doivent être de « poids moyen » assez légères pour être déployées rapidement, assez lourdes pour prévaloir dans le combat littoral. Elles doivent être enfin capables d'opérer dans des environnements austères sans bases avancées. EF21 se fonde sur les concepts élaborés depuis les années 1990 notamment :

- ♦ *Operational Maneuver from the Sea*, ancien concept intégrant des *Marines*, qui envisage la mer comme un espace à part entière de la manœuvre interarmées ;
- ♦ *Ship-to-Objective Maneuver* (STOM) qui envisage une manœuvre fluide menée directement sur l'objectif sans création de tête de pont sur une plage ;
- ♦ *Sea Basing*.

Ces éléments sont repris par les notions d'*Enhanced Littoral Maneuver* et d'*Integrated Naval Capabilities*,



General James E. Amos, *Expeditionary Force 21, Today's Crisis with Today's Force*, p.7, <https://marinecorpsconceptsandprograms.com/concepts/expeditionary-force-21/shaping-the-future-marine>

c'est-à-dire la composition *ad hoc* de *Sea base* combinant moyens prépositionnés et navires amphibies pour mener la manœuvre de littoral. Ces éléments reposent largement sur le développement des « connecteurs » aériens et navals entre les éléments de la force, une capacité à arranger un C2 de façon dynamique, etc. Enfin, la diversité et la multiplicité des déploiements incitent à « désagréger » les unités, faisant du concept d'opérations dispersées (*Distributed Operations*) au niveau compagnie, élaboré dans les années 1990, l'une des priorités du moment.

Sea Basing.

Sea Basing se définit comme « le déploiement, l'assemblage, le commandement, la projection, la reconstitution et le réemploi de la puissance interarmées depuis la mer sans recours à des bases terrestres dans la zone d'opération ». Le concept d'emploi USMC/



Army de 2010 dédie les capacités de *Sea Basing* à l'ensemble des engagements : réponse aux crises, opération de secours d'urgence et coopération de sécurité mais aussi à la projection en environnement A2/AD¹. Elles représentent l'un des outils du *Joint Concept for Entry Operations* publié en 2014². EF21 envisage sa position et ses opérations selon différentes distances de la côte en fonction de la menace (allant du raid au-delà de l'enveloppe, fixée à 65 MN, des missiles de croisière adverses, aux opérations de projection avec les connecteurs aériens et navals depuis un *Sea Echelon* à 30-50 MN, aux opérations d'assaut amphibie à moins de 25 MN)³.

1. US Fleet Forces Command, Marine Corps Combat Development Command, Army Capabilities Integration Center, *Concept of Employment for Current Seabasing Capabilities*, 29 Jun 2010, p. 2.
 2. US Joint Staff, *Joint Concept for Entry Operations*, 7 April 2014, pp. 31-32.
 3. Expeditionary Force 21 Brief April 2015, <http://www.mccdc.marines.mil/Resources/BriefsandDocuments.aspx>

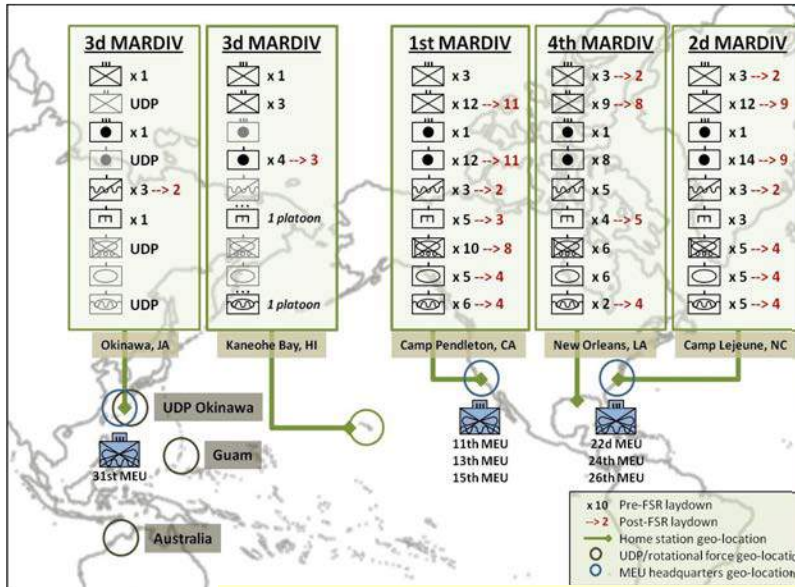
US MARINE CORPS

La structure de force

Le Corps est dans une phase de réduction de sa structure de force. Elle était fixée à 202 000 hommes d'active pour répondre aux besoins des guerres d'Irak et d'Afghanistan. Le *2010 Marine Corps Force Structure Review (FSR) Group* a recommandé de la resserrer à 186 000 hommes en réduisant le nombre de bataillons d'infanterie, d'artillerie, et d'escadrons mais en consolidant des capacités de guerre irrégulière, les drones, le cyber, etc.¹

La principale déficience, exposée par le Corps, réside dans le manque récurrent de navires amphibies de la Navy. Les contrats opérationnels de l'USMC nécessiteraient de disposer de 38 navires. Les 31 actuellement alignés n'ont permis de fournir que 38% des besoins en MEU/ARG exprimés par les commandements opérationnels en 2014².

Le Corps compte, en 2015, 187 000 hommes d'active que la FYDP programme de stabiliser à 182 000 personnes à partir de 2017 et 39 000 réservistes.



Structure et posture de la composante terrestre, Deputy Command for Plans, Policies and Operations, Ground Combat Element (GCE) 2013 Roadmap, p.1-12, <https://marinecorpsconceptsandprograms.com/concepts/service-campaign-plan-2014-2022>

	PMAI
Chasseurs	274
F/A-18 A/B/C	96
F/A-18D	48
AV-8B	84
F-35B	16
EA-6B	18
F-5 N/F (entraînement)	12
Transport/ravitaillement	69
KC-130 J	47
KC-130T	22
Hélicos/ convertibles	521
MV-22B	180
CH-53E (transport lourd)	109
UH-1Y (utilitaire)	95
AH-1W (combat)	97
AH-1Z (combat)	40
Drones	404
RQ-7B	10
RQ-12, RQ-11, RQ-20	394

Inventaire des avions du corps en unité opérationnelle en 2015, USMC, *2015 Aviation Roadmap* <https://marinecorpsconceptsandprograms.com/concepts/service-campaign-plan-2014-2022>

Marine Air-Ground Task Force

La MAGTF reste après 40 ans le concept organisationnel générique des Marines. Combinant composante terrestre, aérienne et logistique à différents échelons, elle reflète la très forte intégration des fonctions opérationnelles qui singularise le Corps :

- La MEF (*Marine Expeditionary Force*) est construite autour d'une division et d'une escadre aérienne. Il existe trois MEF. Pour les 1st et 2nd MEF, la division est à trois régiments d'infanterie, un régiment d'artillerie, deux bataillons de reconnaissance blindée légère, un bataillon de reconnaissance, un bataillon du génie, un bataillon d'assaut amphibie, et un bataillon de char.
 - La MEB (*Marine Expeditionary Brigade*) comprenant une brigade renforcée, un groupe aérien composite et un régiment de logistique de combat. Chaque MEF entretient une MEB disposant d'un mois d'autonomie opérationnelle. EF21 se concentre avant tout sur ce niveau MEB qui dispose des capacités, notamment de commandement, nécessaires pour organiser la montée en puissance et l'emploi des forces envisagés par le concept dans les zones de crise.
 - La MEU (*Marine Expeditionary Unit*) construite autour d'un bataillon renforcé, d'un escadron d'hélicoptères et d'un bataillon logistique embarqué sur un *Amphibious Ready Group* (ARG) de la Navy et capable de 15 jours d'opération. Chaque MEF génère de 1 à 3 MEU.
- Suivant les recommandations FSR, cette construction a été complétée pour produire un échelon en mesure de traiter des engagements ne nécessitant pas des unités types bataillon de l'Army ou MEU tout en étant trop lourds pour un groupe de forces spéciales. A donc été créée la *Special Purpose MAGTF* (SPMAGTF) de taille variable, tout d'abord pour mener des missions de coopération de sécurité de façon dispersée. Plus récemment, le corps a mis sur pied la SPMAGTF-CR (*Crisis-Response*), de niveau compagnie renforcée, destinée aux déploiements type évacuation de ressortissants.



Tiré de Expeditionary Force 21 Brief April 2015, <http://www.mccdc.marines.mil/Resources/BriefsandDocuments.aspx>

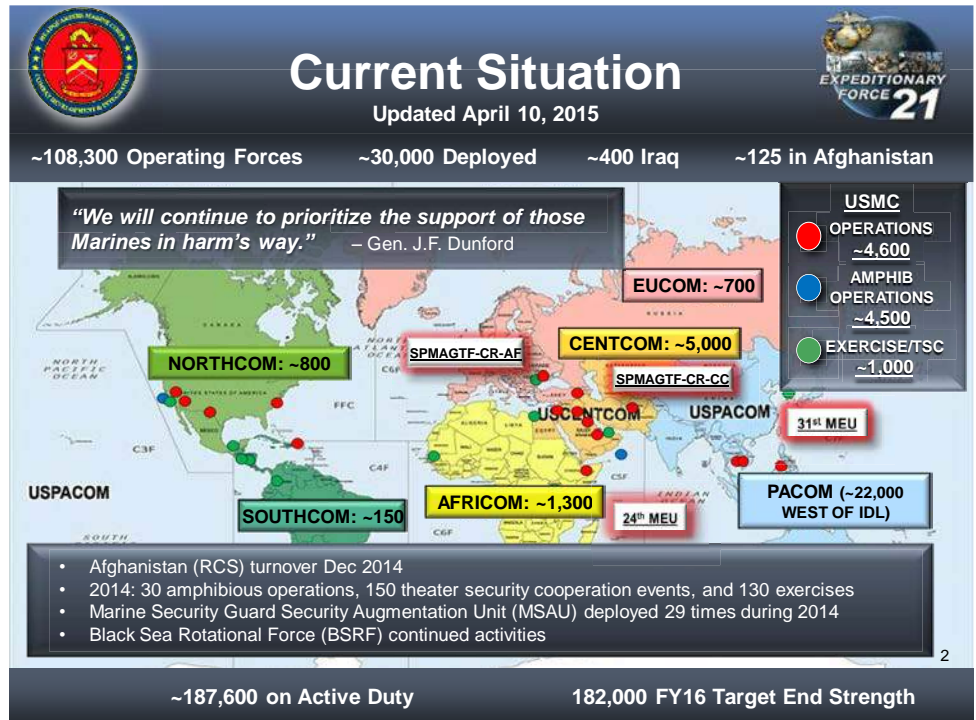
1. "Reshaping America's Expeditionary Force in Readiness," Report of the 2010 Marine Corps Force Structure Review Group, March 14, 2011.
 2. Expeditionary Force 21 Brief April 2015, <http://www.mccdc.marines.mil/Resources/BriefsandDocuments.aspx>

US MARINE CORPS

Readiness et posture de déploiement

Environ 15% du Corps et près d'un tiers de sa force opérationnelle sont déployés actuellement, dont 2 MEU (*Marine Expeditionary Unit*) et les 2 SPMAGTF-CR actuellement en opérations.

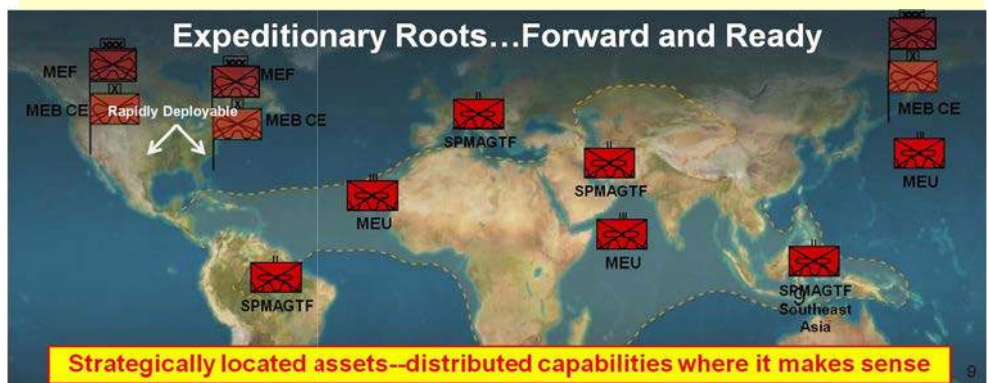
La *Readiness* des unités déployées ou préparées est jugée satisfaisante mais s'obtient au détriment des unités non-déployées sur lesquelles sont prélevés personnels et équipements. Le budget 2016 rétablirait la situation en finançant par exemple 80% des besoins d'activités de maintenance et ainsi que le plan d'entraînement prévu interne au Corps. En revanche le manque de navires dédiés de la Navy limite toujours l'entraînement aux actions amphibies¹.



Situation des déploiements du Corps au 10 avril 2015 (ci-dessus) et les objectifs de posture avancée d'EF21 (ci-dessous). Source : Expeditionary Force 21 Brief April 2015, <http://www.mccdc.marines.mil/Resources/BriefsandDocuments.aspx>

La posture de déploiement d'EF21

L'intention des *Marines* est de positionner en avant un tiers de leur force opérationnelle, ce qui nécessite un ratio temps déployé / non-déployé de 1 pour 2. En 2017, 22 000 hommes seront positionnés dans le Pacifique.



Le contrat capacitaire du Corps reste de pouvoir déployer en permanence 3 MEU/ARG plus deux en *Surge*. Plus spécifiquement :

- ♦ Une SPMAGTF en Europe ;
- ♦ Une MEU en rotation et une SPMAGTF sur la zone CENTCOM ;
- ♦ Une MEU en déploiement avancé, une SPMAGTF ainsi que d'autres moyens assignés en rotation à la troisième MEF dans la zone PACOM.

L'autre contrat consistant à pouvoir fournir deux MEB pour un assaut amphibie perdure.

EF21 se concentre sur cet échelon MEB. Un troisième élément de commandement (CE) permanent a été ainsi rétabli cette année. Ces trois MEB CE sont alignées ré-

gionalement, respectivement pour EUCOM/AFRICOM, CENTCOM et PACOM. En termes de déploiement, l'objectif capacitaire est :

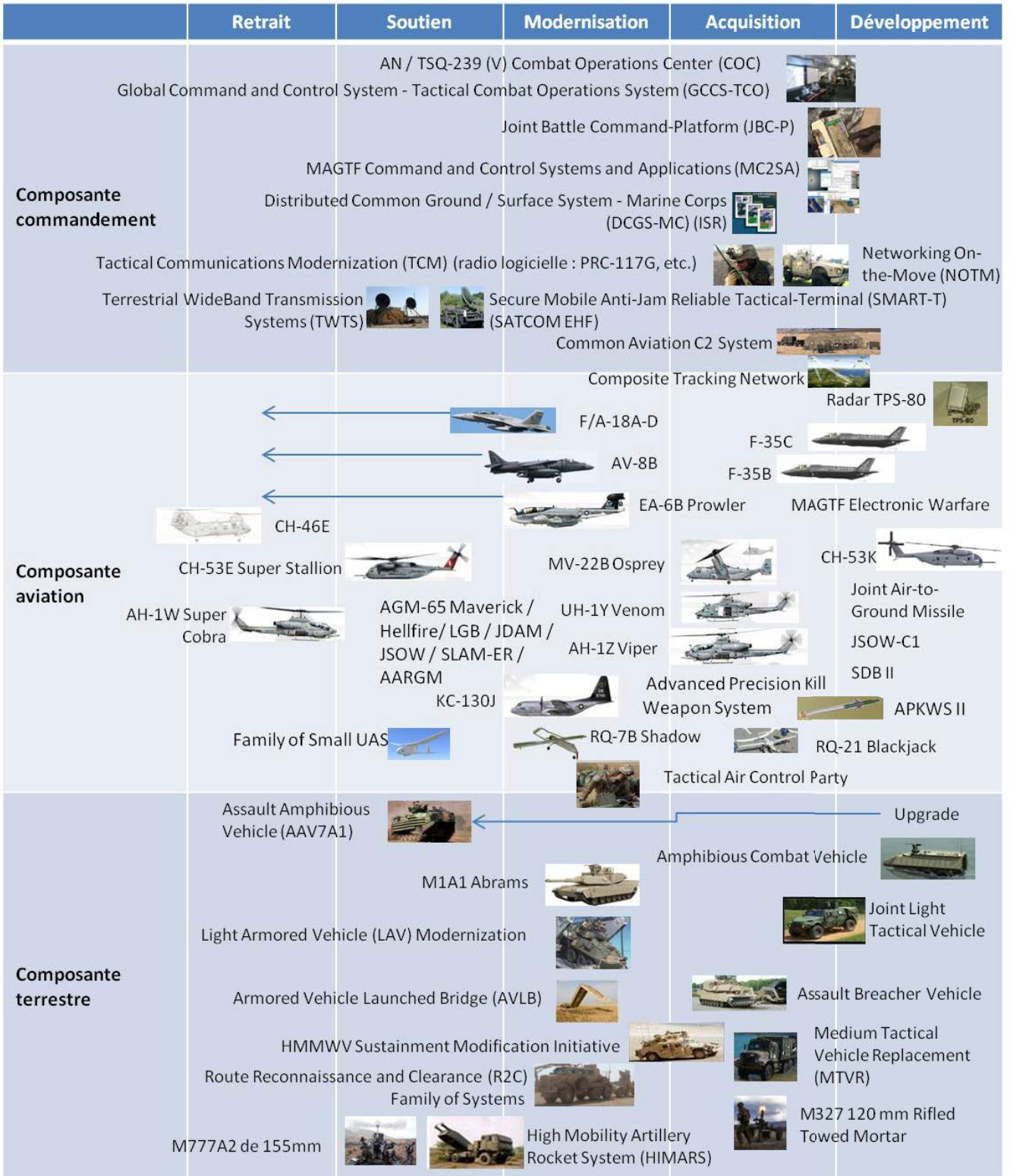
- ♦ Dans un délai de quelques heures à 5 jours, de pouvoir déployer le général commandant la MEB et un CE initial capable d'employer les MEU et SPMAGTF présentes sur zone ;
- ♦ Dans un délai de 6 à 25 jours, de déployer des renforts (MEU en alerte, moyens prépositionnés, capacités des autres services et des partenaires coalisés) et d'organiser une *Sea base* ;
- ♦ A partir d'un délai 25 jours, de disposer d'une MEB complète opérationnelle sur zone².

1. US Department of Defense FY 2016 Budget Request - Overview, US DoD, Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), February 2015, pp. 3-10.
 2. US Marine Corps, Expeditionary Force 21 : Forward and Ready, Now and in the Future, p.15-17 <http://www.mccdc.marines.mil/Resources/BriefsandDocuments.aspx>

US MARINE CORPS

Les principaux programmes d'équipement

Le schéma ci-dessous présente les principaux programmes financés actuellement par le DoN pour l'USMC. Il ne prétend donc pas à l'exhaustivité, notamment pour les systèmes soutenus.



Source principale : Marine Corps Concepts and Programs : <https://marinecorpsconceptsandprograms.com/>

US MARINE CORPS

La modernisation

La composante terrestre

Le grand programme terrestre du Corps est l'*Amphibious Combat Vehicle* (ACV). Il succède au programme d'*Expeditionary Fighting Vehicle* annulé en 2012 car trop coûteux et manquant de capacité. L'AVC sera un engin à roues, plus déployable, en mesure de lancer l'assaut au-delà de l'horizon depuis la *Sea Echelon*. Le Corps prévoit d'acquérir 694 AVC avec une IOC en 2020. Le Corps planifie en outre d'acquérir comme l'Army, le JLTV (5 000 exemplaires) à partir de 2018. Les autres engins (LAV, Abrams, la partie des AAV non remplacés) connaissent des programmes de modernisation devant en prolonger l'emploi au-delà de 2030. Enfin, la modernisation de l'infanterie réside dans l'allègement de l'équipement du combattant et la diffusion d'une capacité C2 numérisée au niveau compagnie, nécessaire aux opérations distribuées.



La composante aérienne

L'USMC, qui avait fait le choix de ne pas acquérir le Super Hornet, sera le premier service à mettre en œuvre le F-35. La capacité opérationnelle initiale du F-35B VTOL est attendue entre juillet et décembre 2015. Les 353 F-35B et 67 F-35C prévus commenceront par remplacer les AV-8B. La transition des unités de F/A-18 A/C puis de F/A-18D d'active puis des unités de réserve s'échelonnera à partir de 2021 avec l'arrivée du F-35C. L'autre programme d'importance est le remplacement à partir de 2019 des CH-53E par 200 exemplaires de la version K en

cours de développement, dans la mesure où cet hélicoptère de transport est le seul véritable « connecteur » aérien d'EF21. A l'instar de l'USAF et de l'USN, le Corps entend développer ses capacités de *Network-Enabled Weapons*, avec la prise en compte de la SDB II et du JSOW C-1. Le concept de MAGTF EW prévoit de ne pas remplacer les Prowler qui seront retirés du service en 2018. La capacité de guerre électronique sera assurée par des brouilleurs Tiger II déjà testés sur les différentes plates-formes aériennes et opérant en réseau avec les unités de GE terrestres. L'approche permet à l'USMC de retrouver la pleine maîtrise de son investissement en la matière, indépendamment des contraintes de la Navy. Par ailleurs, l'USMC planifie lui aussi de faire converger *Electro-magnetic Spectrum Operations* et Cyber ops.

La composante C2

Outre la modernisation des réseaux et des applications de C2 des PC, la priorité du Corps concerne le C2 aux bas échelons devant être assuré par *Networking On-the-Move* (NOTM) qui relie les véhicules aux réseaux numérisés ainsi que la *Tactical Communications Modernization* (les radios tactiques logicielles). Cependant, le général Dunford se plaint du sous-financement de ces programmes, comme du *Composite Tracking Network* prolongement du CEC de la Navy².

Pour donner corps, de façon limitée, à EF21, la Navy programme l'acquisition au cours de la FYDP 16-20 d'1 LHA et d'1 LPD supplémentaires



d'assaut amphibie et surtout des capacités de transfert des moyens de combat pour un assaut : 1 MPL/AFSB, 38 *Ship-to-Shore connectors* (remplacement beaucoup plus puissant des aéroglisseurs LCAC) et 8 SC'(X), remplaçant les anciennes barges LCU.

Source : Marine Corps Combat Development Command, *Expeditionary Force 21 Today's Crisis with Today's Forces*, 2014, pp. 10-11, <http://www.mccdc.marines.mil/ef21>

1. Sources : *Ground Component Element Roadmap 2013, Command Element Roadmap 2014, Aviation Plan 2015*, <https://marinecorpsconceptsandprograms.com/concepts/service-campaign-plan-2014-2022>
2. Statement of General Joseph Dunford Commandant, United States Marine Corps, Before The House Appropriations Committee Subcommittee on Defense on 26 February 2015, pp. 28-29.

POSTURE DES COMMANDEMENTS OPÉRATIONNELS

LE DÉPLOIEMENT DES FORCES

L'organisation des commandements militaires

Les activités et la présence militaires américaines dans le monde sont organisées depuis la fin de la Seconde guerre mondiale en un ensemble de commandements opérationnels (*combatant commands, COCOM*), dont la structure est définie par l'*Unified Command Plan*. Conçu en 1947, l'UCP est un document classifié, préparé par le CJCS et signé par le Président, dans lequel sont précisées les zones de responsabilités, attributions et missions de chaque commandement. Normalement révisé tous les deux ans, l'UCP actuellement en vigueur date d'avril 2011¹. Il comporte **9 commandements**, appartenant à deux types de structures :

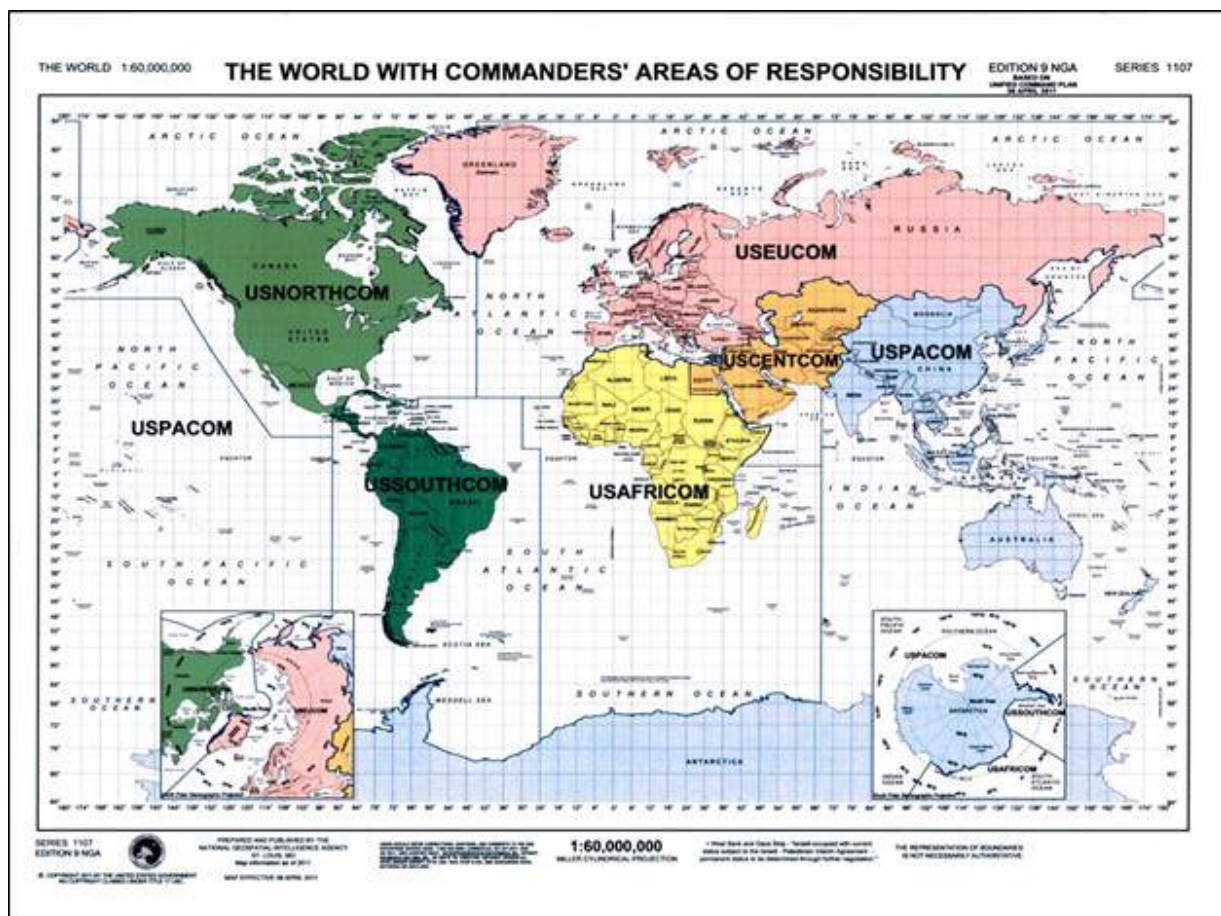
- Trois commandements fonctionnels : *US Strategic Command* (1992), *US Transportation Command* (1987) et l'*US Special Operations command* (1987) ;
- Six commandements géographiques (voir carte ci-dessous), dont les derniers créés sont le *Northern Command* en 2002 et l'*Africa Command* en 2008.

Les **commandements fonctionnels** organisent et contrôlent l'emploi de moyens spécifiques dans un domaine d'opération déterminé, sur l'ensemble du monde. Les **commandements de théâtre** sont eux responsables de l'organisation et de l'emploi de com-

posantes de forces interarmées assignées dans une zone géographique donnée.

Les Commandements reçoivent leurs orientations stratégiques et leurs ordres des autorités nationales, par l'intermédiaire du C.J.C.S. et sont responsables de l'accomplissement de leurs missions devant le Secrétaire à la Défense.

Le COCOM désigne également l'autorité légale conférée aux commandeurs (CCDR). Elle recouvre la direction de tous les aspects liés aux opérations militaires, à l'entraînement et à la logistique dans sa zone de responsabilité, ce qui inclut la prescription de la chaîne de commandement, l'organisation et l'emploi des forces, l'assignation de missions aux commandements subordonnés mais aussi la coordination et l'approbation des aspects liés à l'administration, au soutien et à la discipline. Il s'agit donc d'un commandement opérationnel très élargi. Un Commandeur exerce le COCOM sur les forces qui lui sont assignées (notion induisant un caractère de permanence) et se voit déléguer le contrôle opérationnel sur les forces qui lui sont rattachées (temporairement) par le commandeur qui exerce le COCOM sur ces dernières².



1. Andrew Fleickert, *The Unified Command Plan and Combatant Commands*, CRS Report for Congress, Washington (D.C.): Congressional Research Service, January 2013, p. 8.
2. US Joint Staff, Joint Publication 1, *Doctrine for the Armed Forces of the United States*, 25 March 2013, p. V-11.

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US Africa Command - AFRICOM



L'*Africa Command* est le dernier né des commandements de théâtre américains. Mis en place sous la tutelle de l'*European Command* (qui couvrait jusqu'alors 42 pays africains) en octobre 2007, il devient commandement à part entière le 1^{er} octobre 2008.

Sa zone de responsabilité couvre les 53 pays du continent et les îles auparavant sous autorité du *Pacific command* (Comores, Madagascar et Maurice). Seule l'Égypte reste dans la zone du *Central Command*.

Le **quartier-général** d'AFRICOM se situe en Allemagne sur la base de Kelley Barracks à Stuttgart-Moehringen. Certaines unités se trouvent également sur les bases aériennes de MacDill (Floride) et de Molesworth (Grande-Bretagne). La seule base majeure sur le continent est à Djibouti, au Camp Lemonnier, AFRICOM privilégiant l'utilisation en tant que de besoin d'installations discrètes dans les pays partenaires¹.

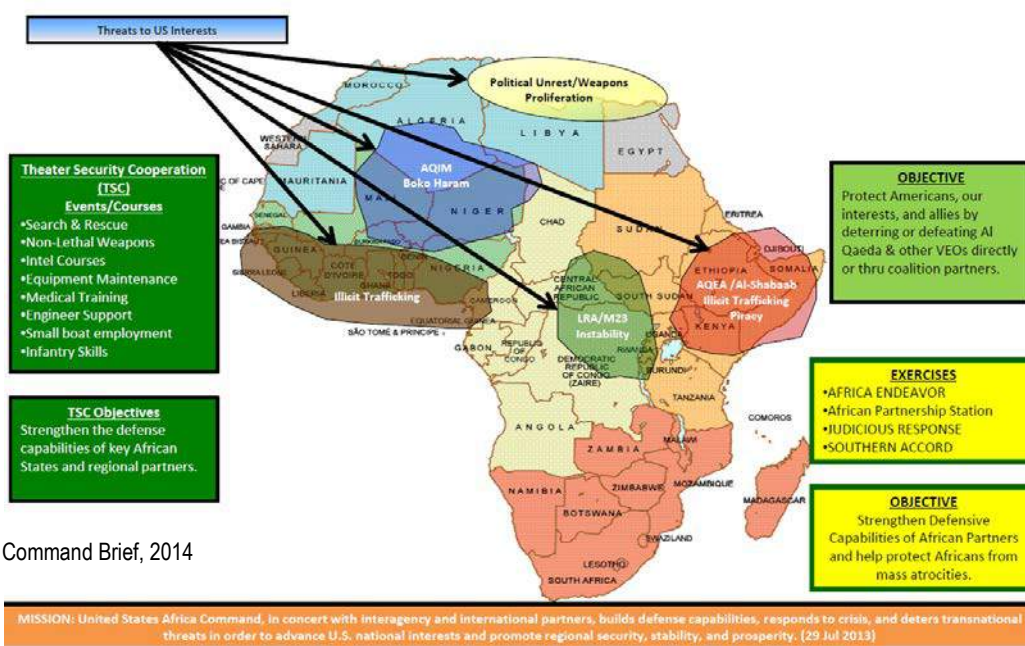
AFRICOM dispose d'**effectifs** relativement limités, puisqu'il comprend environ 2 000 personnels affectés de manière régulière, dont 1 500 se trouvent au QG de Stuttgart. Le Commandement se distingue par sa dimension interagence et civile plus importante que les autres (à l'exception de SOUTHCOM). En témoigne la création d'un poste d'adjoint civil du Commandant (*Deputy to the Commander for Civil-Military Activities*), ainsi que le nombre de ses personnels civils (30 personnes), provenant de 10 agences gouvernementales.

Une grande partie des composantes de forces est « partagée ».

US Army Africa	Vicenza, Italie	2nd BCT, 1st Infantry Div. 4th Infantry Div.
US Naval Forces Africa (US Naval Forces Europe)	Naples, Italie	US VIth Fleet USS Mount Whitney
US Marine Corps Africa (US MARFOR Europe)	Naval Air Station Sigonella, Italie / Moron, Espagne	SP-MAGTF Crisis Response -Africa 1.115 personnels
US Air Forces Africa (US Air Forces Europe)	Ramstein AFB, Allemagne	3rd Air Force 10 wings, 2 groupes aériens, 603rd Air and Space Operations Center.
US Special Operations Command Africa	Kelley Barracks, Stuttgart, Allemagne	
CJTF-Horn of Africa	Camp Lemonnier, Djibouti	2.000 personnels

avec le Commandement européen (forces navales et aériennes), alors que l'*Army* fournit des unités « régionalement préparées » (*regionally aligned*), par rotation.

L'objectif assigné à l'AFRICOM est de promouvoir les intérêts stratégiques des États-Unis en travaillant avec les États et organisations régionales en Afrique pour contribuer à renforcer la stabilité et la sécurité.



Source : AFRICOM Command Brief, 2014

1. Voir les recherches de Nick Turse sur le blog TomDispatch.com, notamment *AFRICOM's Gigantic "Small Footprint"*, September 5, 2013 <http://www.tomdispatch.com/blog/175743/tomgram%3A_nick_turse%2C_africom%27s_gigantic_%22small_footprint%22> .

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US Africa Command - AFRICOM

Sa **mission** principale est l'amélioration des capacités des pays partenaires, dans deux domaines majeurs : les opérations de paix et la lutte contre le terrorisme.

Sur l'année 2014, AFRICOM a officiellement mené 68 opérations, 11 exercices interarmées majeurs et 595 activités de coopération de sécurité, parmi lesquelles :

- ♦ l'*Africa Partnership Station* (APS) organisé par la Navy.
- ♦ L'*Operation Juniper Shield* : dirigée depuis 2011 (remplace OEF-Trans Sahara) par la *Joint Special Operations Task Force Trans-Sahara* (JSOTF-TS). C'est la composante militaire du programme TSCTP, visant à améliorer les capacités des États partenaires dans les domaines du renseignement, de la coordination régionale, du contrôle des frontières.
- ♦ L'*Operation Onward Liberty* : depuis 2010 au Libéria. Formation et conseil des forces armées libériennes dans le cadre du processus de réforme et de professionnalisation lancé en 2003.

De nombreuses activités de coopération relèvent du programme ACOTA (*African Contingency Operations Training and Assistance*) financé par le Département d'État.

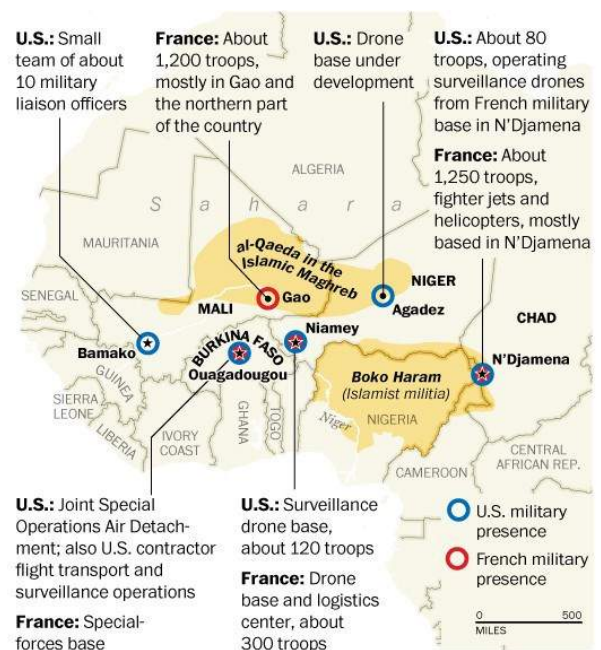
Les principaux **exercices multinationaux** annuels sont :

- ♦ **Flintlock** : organisé depuis 2005 par le *Special Operations Command Forward – West Africa*. L'objectif est le développement des capacités tactiques des forces des pays membres du *Trans-Sahara Counterterrorism Partnership*. En mars 2015, l'exercice a réuni 1 000 personnels de 20 pays au Tchad, Niger, Nigéria, Cameroun et Tunisie.
- ♦ **Africa Endeavor** : organisé depuis 2006. L'exercice est destiné à améliorer l'interopérabilité des communications et le partage d'information entre pays partenaires. Le dernier a eu lieu en juillet 2014 en Allemagne, avec 32 participants africains et européens.
- ♦ La série des exercices **Accord** : *Eastern Accord* depuis 2012, dirigé par l'Army et focalisé sur la réponse aux crises humanitaires ; *Western Accord*, géré par l'USMC et destiné à améliorer l'interopérabilité des forces régionales ; *Southern Accord*.
- ♦ **Obangame Express** : organisé par la VI^e Flotte depuis 2010, pour améliorer la coopération régionale entre les pays du Golfe de Guinée, dans les domaines de la surveillance maritime et de l'interdiction des activités illicites. Le dernier a eu lieu en mars 2015, avec 23 pays, dont la France. Cet

exercice fait partie d'un ensemble, destiné à évaluer les compétences acquises par les partenaires de différentes régions, au travers de l'APS (*Phoenix Express, Cutlass Express, Saharan Express*).

AFRICOM assure en outre la direction de plusieurs **opérations** de soutien à l'engagement de pays partenaires dans des campagnes contre-terroristes :

- ♦ L'opération **Observant Compass** : menée depuis octobre 2011 en Ouganda, au Sud Soudan, en RDC et en République Centre-Africaine, consiste à conseiller la Force multinationale régionale créée pour lutter contre la *Lord Resistance Army*. Entre 280 et 300 personnels de l'Army, des Forces spéciales et de l'USAF sont engagés, principalement en Ouganda.
- ♦ L'opération **Juniper Micron** comprenant les opérations spéciales et de renseignement de contre-terrorisme dans le Sahel, exécutées en étroite collaboration avec la France. Le dispositif comprend notamment :
 - Un *Joint Special Air Detachment* sur la base aérienne de Ouagadougou depuis 2009 et mettant sans doute en œuvre des U-28 ISR ;
 - Une unité de drones Reaper à Niamey, mise en œuvre depuis février 2013 par une centaine de personnels co-localisés avec l'escadron de drones français, et bientôt à Agadez ;
 - Un déploiement de 80 personnels au Tchad, depuis mai 2014 pour appuyer la lutte contre Boko Haram au Nigéria.



Source : Craig Whitlock, Gene Thorp, *The Washington Post*, September 1, 2014.

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US Central Command - CENTCOM



Créé en janvier 1983, le *Central Command* visait à renforcer la capacité d'intervention américaine au Moyen-Orient, afin d'y préserver la stabilité, la sécurité des pays amis et de dissuader une éventuelle agression soviétique. Il était le seul commandement dont le quartier-général et la plupart des composantes de forces étaient implantés hors du théâtre.

Bien que la présence militaire américaine dans la région se soit développée durant les années 1990, le **quartier-général** de CENTCOM est demeuré sur la base aérienne de McDill à Tampa (Floride). Il dispose toutefois d'un QG avancé depuis 2002, initialement à Doha, et depuis 2009 sur la base Al Udeid au Qatar.

Sa zone de responsabilité recouvre aujourd'hui 20 pays de la région « centrale » située entre l'Europe et l'Asie-Pacifique, de l'Égypte à l'Ouest jusqu'à l'Afghanistan à l'Est.

Ce théâtre étant celui où les opérations militaires ont été les plus nombreuses depuis 2001, les effectifs de l'état-major ont connu une croissance remarquable, passant de 1 590 personnels militaires et civils à près de 2 730 en 2013, sans compter les employés temporaires et les contractuels (estimés à plus de 1 000 en 2013)¹. Au total, 78 000 personnels militaires et civils opèrent au profit de CENTCOM, dont une grande partie de contractuels.

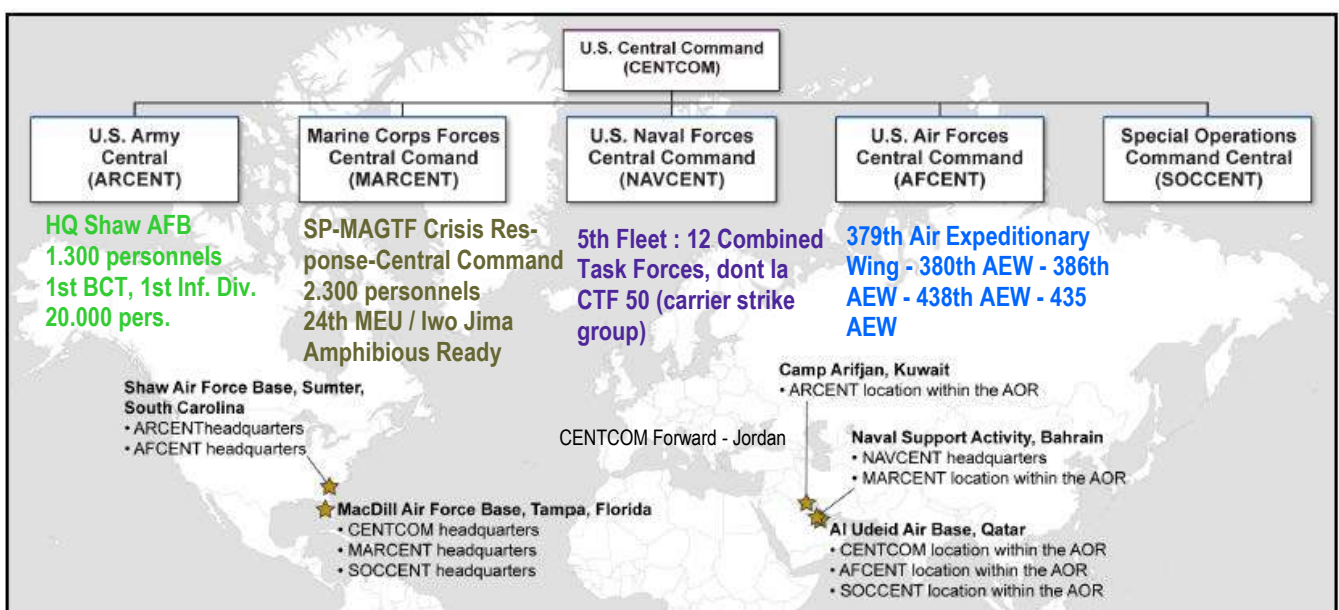
Sur le théâtre, CENTCOM maintient en 2015 une présence de 23 000 militaires relevant :

- Majoritairement de l'*US Army*, qui déploie une unité par rotation de neuf mois (*1st Infantry Division* début 2015) ;

- De l'*USAF*, qui dispose de trois bases aériennes principales à al Udeid, Ali al Salem au Koweït et al Dhafra dans les Émirats Arabes Unis ;
- De la *Special Purpose Marine Air-Ground Task Force-Crisis Response-Central Command*, mise en place en octobre 2014 : la 11th MEU (environ 2 000 personnels) assure actuellement la rotation pour 7 mois.

L'ensemble des forces affectées au CENTCOM a pour mission générale de promouvoir la coopération régionale, répondre aux crises, dissuader et vaincre une agression. Dans le contexte d'instabilité actuel, le Commandement identifie de nombreuses « *priorités* »², allant de la défaite de l'organisation État islamique au renforcement des capacités des partenaires, en passant par la poursuite du soutien à l'Afghanistan et la lutte contre l'influence « *pernicieuse* » de l'Iran. Ses points de focalisation sont :

- Le renforcement des capacités de défense des États de la région menacés par les acteurs transnationaux (Al Qaida, EIL) ;
- La conduite de l'opération *Inherent Resolve* contre l'EIL en Irak et en Syrie (voir pages suivantes) ;
- L'engagement auprès des forces de sécurité afghanes dans le cadre de l'opération *Freedom Sentinel* ;
- La lutte contre les « organisations extrémistes violentes ».



1. *Defense Headquarters- Guidance Needed to Transition U.S. Central Command's Costs to the Base Budget*, Washington (D.C.) : GAO, Report 14-440, June 2014, p. 12.

2. General Lloyd J. Austin, Statement on the Posture of US Central Command before the Senate Armed Services Committee, March 26, 2015, p. 7.

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US Central Command - CENTCOM

Face à tous les défis que présente la situation régionale, CENTCOM entend mettre l'accent sur les activités de **renforcement des partenaires** (*Building partner capacity*, BPC), de manière à réduire la nécessité d'engagements directs des États-Unis. Dans cette optique, CENTCOM a conduit, en 2014, 45 exercices bi ou multilatéraux, parmi lesquels :

- ♦ *Eager Lion* : en 2014, l'exercice effectué en Jordanie impliquait des unités terrestres, aériennes et navales de 14 pays, soit 4 000 personnels étrangers et 4 500 Américains ;
- ♦ *Eagle Resolve* : réalisé pour la première fois en 1999 avec les pays membres du Conseil de coopération du Golfe. Le dernier exercice organisé en mars 2015 au Koweït impliquait 3 000 militaires américains (dont la 24th MEU) et 29 partenaires régionaux et internationaux ;
- ♦ *International Mine Countermeasures Exercise* : organisé par la Navy dans les eaux du Golfe arabe et de la mer Rouge. 6 500 militaires de 40 nations ont participé au dernier exercice de novembre 2014.

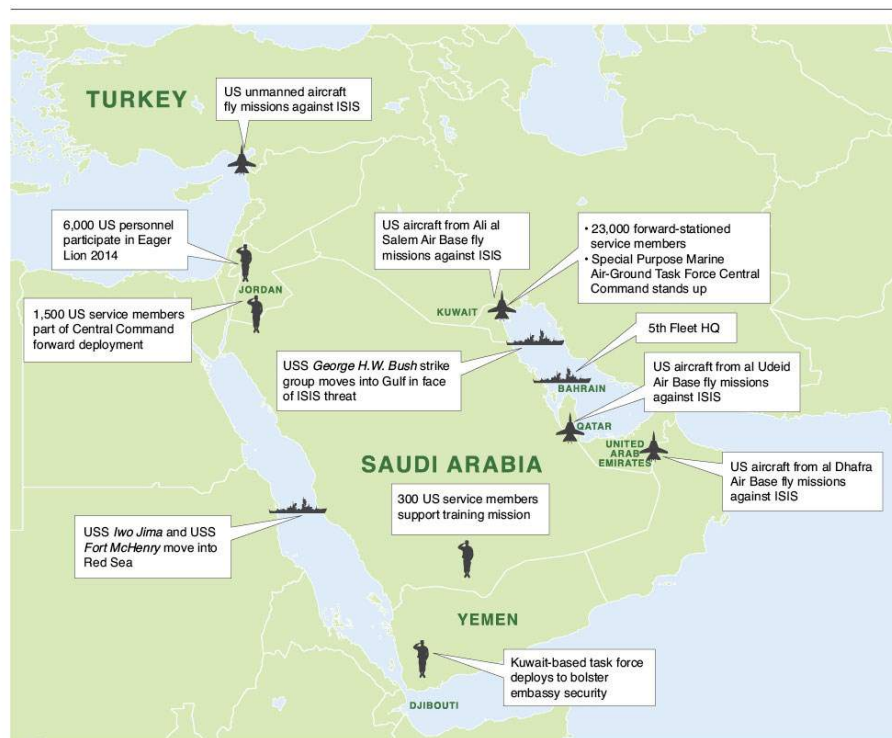
La coopération de sécurité se manifeste également depuis 2013 dans la mise en place du *Central Command Forward - Jordan*, initialement composé d'une centaine de militaires de l'Army. Fin 2014, 1 700 personnels militaires sont déployés dans le pays¹, dont une batterie de missiles *Patriot* et des appareils F-16. Ces forces sont destinées à assurer la sécurité du pays et contribuer à la stabilité régionale, aussi longtemps que nécessaire.

L'assistance, la formation et le renforcement capacitaire constituent également l'essentiel des activités de CENTCOM en Afghanistan, après la fin de l'opération *Enduring Freedom* en décembre 2014. Ces activités menées dans le cadre de la mission *Resolute Support* de l'OTAN relèvent désormais de l'*Operation Freedom Sentinel*. 10 800 personnels militaires y sont engagés.

Freedom Sentinel comporte également des missions de contre-terrorisme (CT), qui constituent le type principal d'opérations menées depuis 2001 par le CENTCOM.

FIGURE 4

SELECTED 2014 US MILITARY ACTIVITIES IN THE MIDDLE EAST



Sources : *Army Times*; US Air Forces Central Public Affairs; US Central Command; *Navy Times*; Admiral Jonathan Greenert, testimony to the Senate Armed Services Committee; *Washington Post*; Hackett, *The Military Balance*; *Marine Corps Times*; US Naval Forces Central Command; *Defense News*.

Source : Mackenzie Eaglen, *US Military Force Sizing for Both War and Peace*, Washington (D.C.) : AEI, March 2015.

1. Chiffres fournis dans le rapport présidentiel sur les pouvoirs de guerre (*War Powers Resolution Report to Congress*). Cité in Jeremy M. Sharp, *Jordan: Background and U.S. Relations*, CRS Report for Congress, March 2015, p. 3.

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

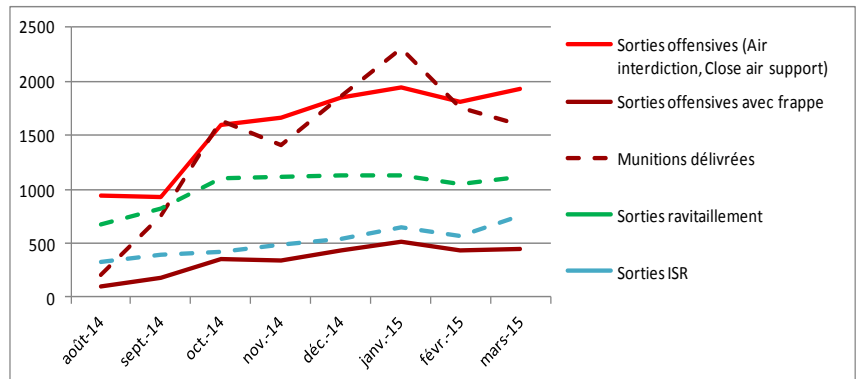
US Central Command - CENTCOM

Operation Inherent Resolve (OIR)

Depuis août 2014, l'Opération *Inherent Resolve* constitue l'engagement Air Forces majeur de CT du théâtre, destinée selon le DoD à « éliminer le groupe terroriste État islamique et la menace qu'il représente pour l'Irak, la Syrie, la région et la communauté internationale ». OIR fait l'objet d'une stratégie suivant 9 lignes d'effort :

- ♦ « Supporting Effective Governance in Iraq
- ♦ Denying ISIL Safe-Haven
- ♦ Building Partner Capacity
- ♦ Enhancing Intelligence Collection on ISIL
- ♦ Disrupting ISIL's Finances
- ♦ Exposing ISIL's True Nature
- ♦ Disrupting the Flow of Foreign Fighters
- ♦ Protecting the Homeland
- ♦ Humanitarian Support »¹.

Évolution des sorties aériennes de la coalition OIR (Source : statistiques CENTAF, <http://www.afcent.af.mil/AboutUs/AirpowerSummaries.aspx>)

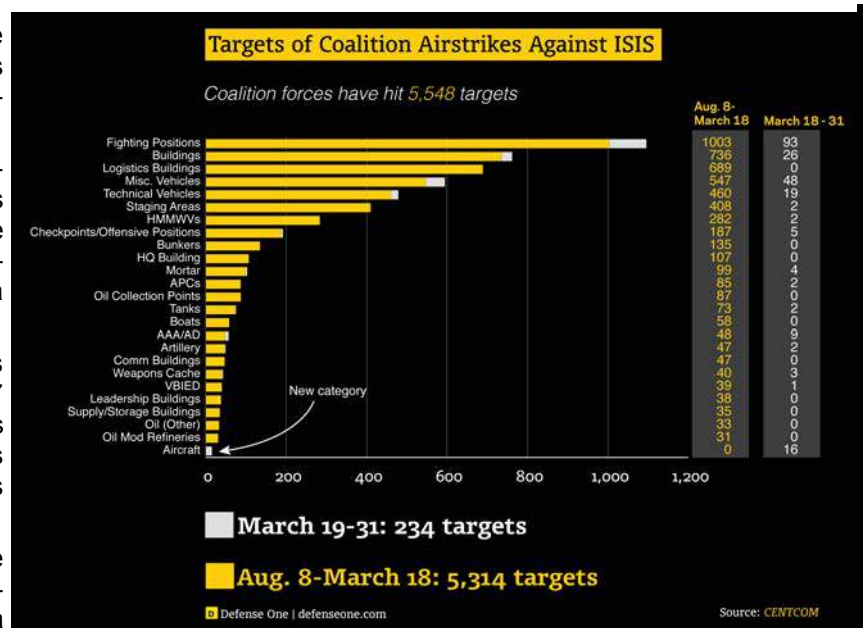


Le général en retraite Allen, nommé *Special Presidential Envoy for the Global Coalition to Counter ISIL*, coordonne la mise en œuvre de cette stratégie.

Concernant les opérations aériennes, l'administration américaine n'a pas communiqué d'ordre de bataille mais il est certain qu'il inclut les moyens suivants :

- ♦ L'Air Force effectuait en janvier 60% des frappes en se reposant sur plusieurs dizaines d'appareils : F-16 (40% des frappes AF), F-15E (37%), A-10 (11 % mais sans doute en augmentation avec le déploiement d'une seconde escadrille), bombardiers B-1 (8%) et F-22 en Syrie (3%, premier déploiement en opération)² ;
- ♦ De nombreux moyens ISR dont environ une dizaine de CAP de drones américains³ et une demi-douzaine britanniques qui contribuent également pour 40% des frappes de la RAF⁴ ;
- ♦ Probablement 70 à 80 ravitailleurs (nécessaires pour générer les 36/37 sorties quotidiennes constatées), très critiques compte tenu des longues elongations entre le Golfe et les zones de contact ;
- ♦ Un CSG de la Navy, donc une partie de ses 44 appareils, au moins jusqu'à mi-avril, lorsque le *Roosevelt* a été redéployé au large du Yémen ;

Nombre d'objectifs frappés par OIR au 6 avril, par catégories (Source: Kedar Pavgi, « The 5,548 ISIS Targets Struck By Coalition Air Forces, in 3 Charts », *Defense One*, April 6 2015 <http://www.defenseone.com/threats/2015/04/5548-isis-targets-struck-coalition-air-forces-3-charts/109426/>)



1. Lead Inspector General for Operation INHERENT RESOLVE FY 2015 Joint Strategic Oversight Plan , March 31, 2015, p. 4, https://oig.state.gov/system/files/fy2015_joint_strategic_oversight_plan_lead_ig_op_inherent_resolve.pdf
2. Aaron Mehta, « A-10 Performing 11 Percent of Anti-ISIS Sorties », *Defense News*, Jan 19 2015, <http://www.defensenews.com/story/defense/2015/01/19/a10-strikes-isis-11-percent/21875911/>
3. Major-General Jim Martin, United States Air Force FY 2016 Budget Overview, <http://www.saffm.hq.af.mil/shared/media/document/AFD-150202-045.pdf>
4. Chris Ciole, « Six months of war in Iraq: Less 'skin in the game' mustn't mean less scrutiny », *Drone Wars UK*, 25/03/2015, <http://dronewars.net/2015/03/25/six-months-of-war-in-iraq-less-skin-in-the-game-mustnt-mean-less-scrutiny/>

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US Central Command - CENTCOM

- Plus de cinquante appareils français, britanniques, danois, belges, néerlandais, canadiens, australiens, jordaniens et marocains (lesquels réalisent environ 30% des frappes en Irak) saoudiens, qataris, émiratis et bahreïnais (lesquels ont réalisé jusqu'en mars, environ 7% des frappes en Syrie)¹.

Contrôlés par le CAOC de CENTAF à Al Udeid, ces moyens réalisent l'habituel mix de ciblage à temps (*deliberate targeting*), d'opportunité (*dynamic targeting*, avec des patrouilles présentes sur zone) et depuis la Libye, de « *deliberate dynamic* » (c'est-à-dire planifiées à quelques heures), avec d'énormes contraintes pour éviter les dommages collatéraux.

Même si la coalition mène des raids contre les infrastructures pétrolières et des frappes de *Time-Sensitive Targeting* contre les leaders de Daesh, l'essentiel des cibles est tactique : matériels, unités et positions de combat, infrastructures de commandement et de soutien de Daesh. 43% de ces frappes ont lieu en Syrie².

Outre les opérations spéciales classifiées, les opérations terrestres relèvent du soutien et de l'appui direct des forces kurdes et irakiennes. Les 4 500 militaires américains déployés (incluant des forces spéciales, des contrôleurs aériens et un régiment de la 82nd Airborne et la SPMAGTF-CR) opèreraient depuis au moins 3 sites : l'aéroport de Bagdad, la base d'Al Assad dans la province d'Anbar, et le *Joint Operation Center* d'Erbil³.

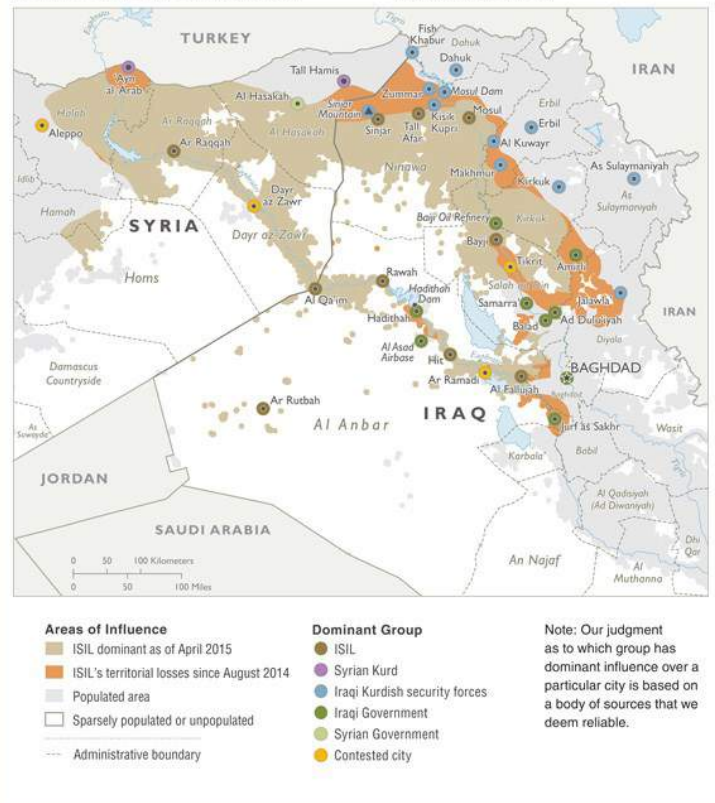
Les effets d'OIR sont conformes à ce que l'on peut attendre d'une campagne aérienne :

- Décapitation partielle du leadership (le général Allen estimait en mars avoir éliminé la moitié des chefs de Daesh⁴) ;
- Désorganisation tout aussi partielle de son système de ressources ;
- Surtout, usure tactique importante du potentiel ennemi (notamment lors de ce « Verdun asymétrique » qu'a constitué la bataille de Kobané) et interdiction de sa mobilité.

L'ensemble a permis de retourner le sort des armes à Kobané en Syrie, sur le front du Kurdistan irakien et aux forces irakiennes de repasser à l'offensive au moins dans la vallée du Tigre. Cependant, sans même évoquer l'option d'envoi de troupes de combat, que seule une minorité de *Congressmen* souhaite, Washington ne semble pas avoir choisi de réduire drastiquement, au profit d'OIR, les efforts menés sur d'autres théâtres, à commencer par l'Afghanistan (en témoignent par exemple les opérations ISR aériennes qui ne constituent que 25% des sorties gérées par CENTCOM⁵). De fait, tous les spécialistes mettent en exergue que la lutte contre Daesh ne constitue que l'une des facettes des lignes de failles politico-socio-confessionnelles qui fracturent la Syrie et l'Irak et la sous-région et sur lesquelles les Américains n'ont pas démontré avoir prise. Daesh est loin dans ce contexte de faire l'union sacrée contre lui. OIR contribue donc plus à son endiguement qu'à son annihilation.

Islamic State of Iraq and the Levant's (ISIL) frontlines in much of northern and central Iraq have been pushed back since August 2014. ISIL can no longer operate freely in roughly 25 to 30 percent of populated areas of Iraqi territory where it once could. These areas translate into approximately 13,000 to 17,000 square kilometers (or 5,000 to 6,500 square miles). However,

because of the dynamic nature of the conflict in Iraq and Syria, this estimate could increase or decrease depending on daily fluctuations in the battle lines. ISIL's area of influence in Syria remains largely unchanged, with its gains in As Suwayda', Damascus Countryside, and Homs Provinces offset by losses in Halab and Al Hasakah Provinces.



Terrain repris à Daesh en avril, depuis le lancement d'OIR (http://www.defense.gov/home/features/2014/0814_iraq/)

- Kedar Pavgi, « The 5,548 ISIS Targets Struck By Coalition Air Forces, in 3 Charts », *Defense One*, April 6, 2015. <http://www.defenseone.com/threats/2015/04/5548-isis-targets-struck-coalition-air-forces-3-charts/109426/> et décompte des actions nationales, [http://en.wikipedia.org/wiki/American-led_intervention_in_Iraq_\(2014%E2%80%93present\)#United_States_airstrikes](http://en.wikipedia.org/wiki/American-led_intervention_in_Iraq_(2014%E2%80%93present)#United_States_airstrikes)
- Kedar Pavgi, Ibidem.
- « USAF: Use of F-22s target dependent, JTACs crucial for air support », *Jane's Defense Weekly*, 2014-09-30. « Operation Inherent Resolve », *Global Security*, <http://www.globalsecurity.org/military/ops/inherent-resolve.htm>
- Dan Lamothe, « Gen. John Allen Islamic State has lost half of its leaders in Iraq », *The Washington Post*, February 25, <http://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2015/02/25/gen-john-allen-islamic-state-has-lost-half-of-its-leaders-in-iraq/>
- Statistiques CENTAF, <http://www.afcent.af.mil/AboutUs/AirpowerSummaries.aspx>

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US European Command - EUCOM



Créé en août 1952, l'*European Command* regroupait l'ensemble des forces américaines déployées en Europe et intégrées à l'OTAN. De ce fait, le Commandant de l'EUCOM assume également les fonctions de *Supreme Allied Commander* au sein de l'OTAN.

51 pays se trouvent dans sa **zone d'opération**, qui couvre l'ensemble de l'Europe, une partie de l'Asie centrale, ainsi que les océans Atlantique, Arctique et la Méditerranée.

Alors qu'il s'agissait durant la Guerre froide de l'un des Commandements les plus importants (jusqu'à 450 000 personnels), les **effectifs de l'EUCOM** ont considérablement décru durant les années 1990. Il reste en 2015 environ un millier de personnels militaires et civils au Quartier général à Stuttgart, qui assure le commandement des activités de quelques 65 000 militaires. Environ 43 000 militaires sont déployés en Allemagne, dont 28 000 personnels de l'*Army*, installés sur 12 bases. L'*Air Force* maintient 14 000 personnels en Allemagne, sur 6 bases aériennes.

Tout en demeurant l'incarnation de l'engagement américain au sein de l'OTAN, l'EUCOM est devenu depuis les années 1990 un instrument au service de l'amélioration de la sécurité transatlantique et de la préservation de la paix et de la stabilité en Europe.

Le conflit ukrainien et l'attitude de la Russie ont créé en 2014 un « *nouvel environnement de sécurité en Europe* »¹, ce qui amène le Commandement à mettre l'accent début 2015 sur le développement de son

aptitude à « *dissuader et se défendre contre une agression russe* », tout en poursuivant ses **missions** de soutien aux opérations d'autres commandements ; de lutte contre les menaces transnationales liées à l'instabilité en Afrique du Nord ; et de renforcement des capacités des partenaires.

- ♦ La dissuasion se manifeste actuellement sous la forme de l'*Operation Atlantic Resolve* présentée par le Commandement comme une « *réponse commune à la Russie revancharde* ». Elle se traduit principalement par l'augmentation du nombre d'exercices multinationaux et le déploiement temporaire d'unités dans les pays baltes, en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie (voir infra).
- ♦ L'EUCOM continue à soutenir les opérations d'autres théâtres, notamment AFRICOM et CENTCOM :
 - après la fin de l'ISAF en décembre 2014, EUCOM s'est recentré sur la préparation des alliés européens à la *Mission Resolute Support* en Afghanistan. Il s'agit surtout de leur fournir des moyens logistiques et des capacités de transport.
 - Dans la lutte contre l'Organisation de l'État islamique, EUCOM a organisé le soutien militaire européen apporté aux Peshmerga kurdes depuis l'été 2014. Le Commandement participe également à la planification d'options d'assistance aux rebelles syriens, avec le CENTCOM.
- ♦ Le renforcement des capacités, longtemps organisé pour faciliter le déploiement des forces européennes en Afghanistan, est réorienté vers la restauration de l'aptitude à mener des opérations hybrides et de défense territoriale².

Dans le cadre de ces efforts, EUCOM organise régulièrement des exercices dont les principaux sont :

- ♦ *Austere Challenge* : exercice d'état-major destiné à préparer l'EUCOM à répondre à tout type de crise. Le dernier a eu lieu en mars 2015.
- ♦ *Combined Endeavor* : il s'agit du plus important exercice de commandement, contrôle, communications organisé par les forces américaines, avec 40 pays. Le premier remonte à 1995 et le dernier a eu lieu en novembre 2014.

US Army Europe		2nd Cavalry Rgt - 173rd Airborne Brigade - 12th Combat Aviation Brigade - 10th Army Air Missile Defense Command + 3rd Infantry Division - 1st BCT, 1st Cav Div.
US Naval Forces Europe	Naples, Italie	US 6 th Fleet USS Mount Whitney
US Marine Forces Europe	Böblingen, Allemagne	1.500 personnels SP-MAGTF-Crisis response -Africa
US Air Forces Europe	Ramstein AFB, Allemagne	3rd Air Force 10 wings, 2 groupes aériens, 603rd Air and Space Operations Center.
US Special Operations Command	Stuttgart	1/10th SF Group Navy SWU 2 352nd SO Group

1. General Philip Breedlove, Posture statement before the House Armed Services Committee, February 25, 2015, p. 2.

2. Ibid., p. 15.

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US European Command - EUCOM

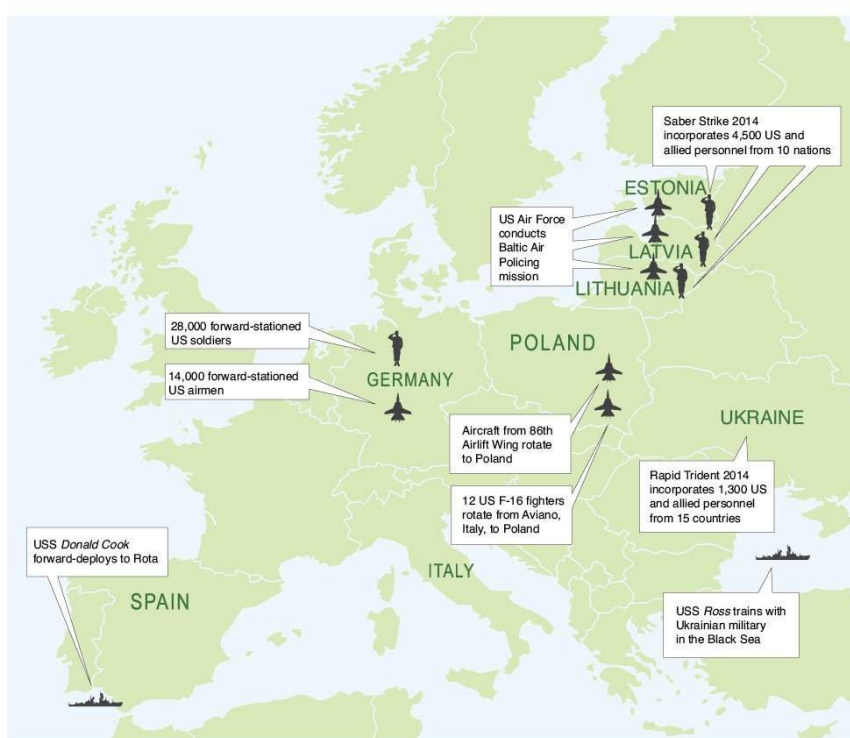
- ♦ *Jackal Stone* : organisé par les Forces spéciales pour améliorer le partage des compétences et la connaissance mutuelle. Le dernier exercice a eu lieu en 2012.

Dans le cadre des activités de coopération de sécurité, EUCOM a été l'un des premiers commandements à développer le *State Partnership Program* (depuis 1994), qui associe des unités de la Garde nationale des États-Unis avec les forces de 22 pays européens, pour renforcer les liens bilatéraux.



FIGURE 1

SELECTED 2014 US MILITARY ACTIVITIES IN EUROPE



Sources: Hackett, *The Military Balance*; US Naval Forces Europe-Africa/U.S. 6th Fleet Public Affairs; US Army Europe; Spangdahlem Air Base; 31st Fighter Wing Public Affairs; *Stars and Stripes*; US Army.

Source : Mackenzie Eaglen, *US Military Force Sizing for Both War and Peace*, Washington (D.C.) : AEI, March 2015, p. 4.

Operation Atlantic Resolve

Activités aériennes - depuis mars 2014

- ♦ Envoi de 6 F-15C supplémentaires en Lituanie pour renforcer le programme OTAN *Baltic Air Policing* (avec la Pologne, le Royaume-Uni, la France et le Danemark).
- ♦ Déploiement de 8 appareils en Pologne pour assurer un entraînement permanent.
- ♦ Ravitaillement en vol des AWACS patrouillant sur le Flanc Est.
- ♦ Déploiement en février 2015 de 12 A-10 Thunderbolt II et 300 personnels de la 355th Fighter Wing sur la base de Spangdahlem pour augmenter la présence aérienne sur le théâtre.

Activités terrestres - depuis avril 2014

- ♦ Déploiement de compagnies parachutistes de la 173rd Infantry Brigade Combat Team (Airborne) en Pologne, Lettonie, Lituanie et Estonie pour mener des entraînements soutenus. Le relai a été assuré en octobre par la 1st Brigade, 1st Cavalry Division, puis en mars 2015 par 750 personnels de 1st Brigade, 3rd Infantry Division.
- ♦ Engagement d'une brigade de Patriot en Pologne pour un exercice de défense antimissile en mars 2015.
- ♦ Exercice *Summer Shield*, organisé par l'USMC en Bulgarie en mars 2015.

Activités des Forces spéciales

Augmentation du nombre d'entraînements communs (*Joint Combined Exchange Training, JCET*) dans les États baltes et en Pologne. Les Forces spéciales maintiennent ainsi une présence constante depuis juin.

Activités navales - depuis octobre 2014

Déploiement et visites successives de différents navires dans la mer Noire (USS *Cole* depuis février 2015).

Soutien à l'Ukraine

Dans le cadre d'un programme du Département d'État, l'EUCOM assure en 2015 l'entraînement de la Garde nationale ukrainienne.

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US Northern Command - NORTHCOM



L'US Northern Command est l'un des derniers commandements de théâtre créés. Entré en service en octobre 2002, il constitue une réponse aux vulnérabilités du territoire américain perçues après les attentats du 11-septembre. Il reprend pour cela sous une autorité unique les missions auparavant assurées par d'autres organismes (tels que le NORAD).

Sa **zone de responsabilité** inclut l'espace aérien et terrestre des États-Unis (y compris l'Alaska depuis octobre 2014), du Canada, du Mexique et des Bahamas, ainsi que leurs approches maritimes sur 500 mille nautiques.

NORTHCOM assure un double **rôle** de défense du territoire national (incluant la défense antimissile terrestre) et de soutien aux pouvoirs publics en cas de crise ou de catastrophe. Il contribue aussi à la sécurité de ses voisins d'Amérique du Nord, le Canada et le Mexique. De ce fait NORTHCOM effectue une grande partie de ses missions en coopération, soit avec d'autres commandements militaires et agences civiles américaines, soit avec ses partenaires régionaux.

Le quartier-général du Commandement, installé sur la base aérienne de Peterson (Colorado), regroupe environ 1 200 personnels militaires et civils. Ses effectifs militaires ont la particularité de venir majoritairement de la Garde nationale ou des Réserves. Il dispose aujourd'hui de **composantes de forces** comparables à celles des autres théâtres, depuis le rattachement :

- Du *Fleet Forces Command* (anciennement *Atlantic Command*) en février 2013 comme Force navale assignée ;
- Du *Special Operations Command, North* établi en décembre 2012 et entré en service opérationnel en 2014.

Sa composante terrestre, fondée sur l'*US Army North*, inclut un *Contingency Command Post* (TF-51), capable d'assumer rapidement le contrôle d'opérations d'urgence au profit des autorités civiles locales ou fédérales. Sa composante aérienne (2 300 personnels d'active, de réserve et de la Garde nationale et près de 180 appareils) assure le contrôle aérien et la défense du territoire continental des États-Unis, des îles Vierges et de Porto Rico.

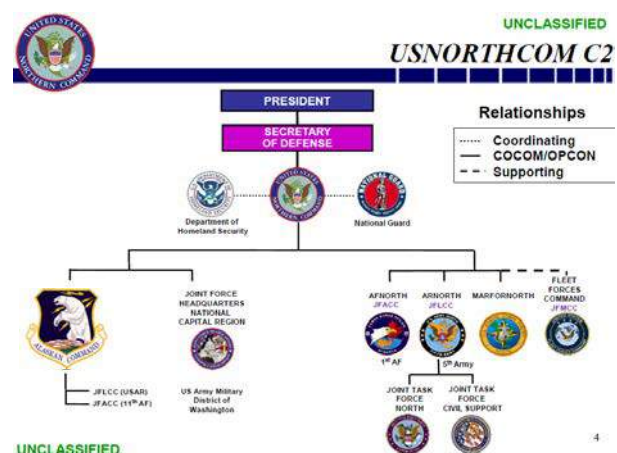
NORTHCOM dispose en outre de trois groupes de forces spécifiques :

- La *Joint Task Force North*, installée sur la base de Biggs Army Airfield à Fort Bliss (Texas). Elle appuie les agences fédérales dans la lutte contre les menaces transnationales, en particulier dans les opérations d'interdiction du trafic de drogue ;
- La *Joint Task Force Civil Support* (JTF-CS), basée à Fort Eustis (Virginie), initialement placée sous l'autorité du *Joint Forces Command* de 1999 à 2002. C'est l'organisation spécialisée dans le traitement des incidents NRBC sur le sol américain ;
- La *Joint Force Headquarters National Capital Region* (JFHQ-NCR), basée au Fort McNair à Washington, est chargée de la défense terrestre et de l'appui aux autorités civiles dans cette région.

Depuis octobre 2014, s'y ajoute un commandement subordonné, l'*Alaskan Command* (ALCOM)¹, détaché du Commandement Pacifique et qui remplace la *Joint Task Force Alaska* (JTF-AK). Implanté sur la base aérienne d'Elmendorf, ALCOM assure la protection de ce territoire, avec plus de 20 000 personnels des 4 Services et 4 700 personnels de la Garde nationale et réservistes.

Le Commandant du NORTHCOM commande également le **North American Aerospace Defense Command (NORAD)**, seul commandement binational, chargé de la surveillance et de la défense des espaces aériens des États-Unis et du Canada. Depuis

US Army North	Fort Houston (Texas)	Fifth Army
US Navy North	Norfolk (Virginie)	Fleet Forces Command
US Marine Forces	New Orleans	Marine Forces Reserve
US Air Force Northern	Tyndall Air Force Base, Panama City (Floride)	First Air Force : 601st Air Operations Center ; 101st Air Communications Squadron
US Special Operations Command - North	Peterson AFB, Colorado Springs	



1. Alaskan Command, Fact Sheet, April 2015. <www.jber.af.mil/library/factsheets/factsheet.asp?id=5286>

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US Northern Command - NORTHCOM

septembre 2001, ses efforts se sont concentrés sur l'**opération Noble Eagle**, qui comptabilise plus de 6 500 sorties de patrouilles et d'interception d'appareils suspects. Mais face au développement de nouvelles menaces d'incursion aérienne (singulièrement de la part de la Russie), le Commandement a décidé de renforcer ses capacités de défense contre « *a symmetric peer competitor* »¹. Cela a fait l'objet d'un exercice *Vigilant Shield*, mené avec le *Strategic Command* et le Canada en octobre 2014.



Dans sa mission de protection du territoire national, NORTHCOM assure également le **contrôle opérationnel des capacités de défense antimissile terminale**, dont les 30 intercepteurs terrestres actuellement implantés :

- ♦ en Alaska, au Fort Greely (49th Missile Defense Battalion de l'Alaska Army National Guard, supervisé par la 100th Missile Defense Brigade of the Colorado Army National Guard) ;
- ♦ Sur la base aérienne de Vandenberg en Californie.

Sa mission d'interception s'appuie principalement sur le système de détection déployé dans la zone de responsabilité de PACOM (2 radars AN/TPY-2 au Japon), face aux menaces potentielles venant d'Asie (Corée du Nord).

La sécurité nationale implique ensuite la **lutte contre les menaces transnationales**, dont les trafics illégaux. Ce domaine est celui de la *JTF-North*, qui a mené, en 2014, 23 missions (avec plus de 500 personnels), pour l'interdiction (aérienne et navale) du trafic sur la frontière Sud. Depuis 2014, le *Special Operations Force - North* développe plus particulièrement la formation des forces de sécurité mexicaines à la lutte contre les trafiquants de drogue (exercice AMALGAM EAGLE).

Finalement, dans le cadre de sa mission de **soutien aux autorités civiles**, NORTHCOM organise des exercices de préparation au traitement de catastrophes naturelles ou intentionnelles. Parmi les principales activités en 2014 :

- ♦ L'exercice d'état-major *ARDENT SENTRY*, destiné à tester la coordination de réponses de diffé-

rents niveaux à une catastrophe d'ampleur nationale (tremblement de terre) ;

- ♦ *VIGILANT GUARD*, également conçu pour gérer une crise de grande ampleur, impliquait 10 000 militaires et 1 200 civils ;
- ♦ *VITAL ARCHER*, organisé par le *Special Operations Command North*. Mené annuellement depuis 2005, cet exercice est le seul destiné à tester la réponse à une attaque terroriste sur le sol national ;
- ♦ *VIBRANT RESPONSE* est le plus grand exercice de terrain organisé pour expérimenter les plans de réponse à un incident NRBC.



1. Statement of Admiral William E. Gortney Before the Senate Armed Services Committee, March 12, 2015, p. 8.

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US Pacific Command - PACOM



L'*US Pacific Command* est l'un des premiers commandements de théâtre mis en place en 1947, afin de promouvoir la paix et la stabilité, dissuader les agressions et répondre aux crises dans une région où les États-Unis ont de longue date des intérêts économiques et de sécurité majeurs. La zone de responsabilité (redéfinie en 1983) est essentiellement maritime, s'étendant de la côte Ouest des États-Unis à l'Ouest de l'Inde, et du Pôle Nord à l'Antarctique. Elle couvre 36 pays, dont 5 alliés, liés aux États-Unis par des traités de défense mutuelle (Japon, Corée du Sud, Australie, Thaïlande, Philippines) et 5 puissances nucléaires.

Le **quartier général** de PACOM est installé au Camp Smith à Hawaï, où se trouvent également ceux des *Marines* et des Forces spéciales. Il exerce le commandement opérationnel sur environ 360 000 personnels répartis entre :

- ♦ Les 4 composantes de *Services*, représentant 106 000 personnels de l'*Army* ; 86 000 des *Marines* ; 140 000 personnels de la *Navy*, avec 200 navires et un millier d'avions ; et 29 000 aviateurs et 300 appareils de l'*USAF* ;
- ♦ Une composante de Forces spéciales regroupant 1 200 militaires ;
- ♦ La *JITF-West*, qui dispose de quelques 160 personnels pour planifier et diriger les opérations militaires d'appui aux agences de lutte contre le trafic de drogue ;
- ♦ Deux commandements subordonnés de théâtre, en Corée du Sud et au Japon, qui témoignent de l'engagement américain dans la défense de leurs alliés.

Le Commandement des Forces américaines en Corée du Sud (***US Forces Korea***) est responsable de

l'organisation, de l'entraînement et de l'équipement des unités interarmées, qui constituent l'élément américain du Commandement bilatéral américano-sud-coréen (*US-ROK Combined Forces Command*), lui-même inclus dans le commandement multinational des Nations unies (*United Nations Command*), qui regroupe 18 pays. Les trois structures sont sous les ordres du Commandant américain. Ses missions consistent principalement à :

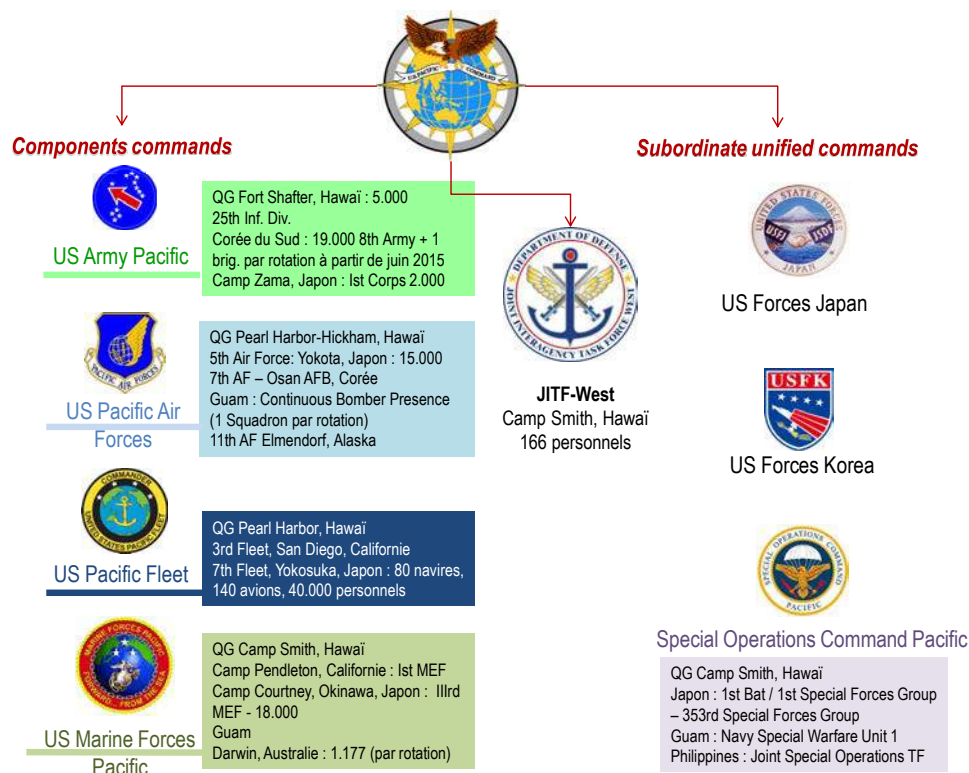
- ♦ Consolider l'Alliance bilatérale avec la Corée du Sud pour améliorer la défense commune du pays ;
- ♦ Préserver l'armistice de 1953 dans la péninsule, par l'entretien de forces dissuasives, prêtes au combat.

Pour cela, le Commandement organise trois exercices bilatéraux annuels : *Key Resolve*, *Foal Eagle* (avril 2015), et *Ulchi Freedom Guardian*.

Créé en 1957, le Commandement des Forces américaines au Japon (***US Forces Japan***), basé à Yokota, contrôle 54 000 militaires des 4 *Services*. Il assure la planification des opérations unilatérales et bilatérales de défense de l'archipel et veille à l'entretien de la *readiness*, notamment au travers des exercices bilatéraux de l'*Army*, comme *Yama Sakura*, ou *Orient Shield*.

La **coopération de sécurité** fait partie des responsabilités principales de PACOM, dans la mesure où elle contribue à l'amélioration des relations régionales et ainsi à la stabilité. De multiples activités sont organisées chaque année :

- ♦ d'abord sous la forme de dialogues militaires et politiques, dans le cadre des relations d'alliance,



LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US Pacific Command - PACOM

ou pour le développement de nouveaux partenariats (avec l'Indonésie ou le Vietnam par exemple) et des liens régionaux (avec l'ASEAN notamment) ;

- ♦ ensuite sous forme d'exercices bi ou multilatéraux.

La *Marine Corps* organise de nombreux exercices, dont les principaux sont :

- ♦ *Cobra Gold* : le plus important exercice multinational annuel, organisé en Thaïlande. 36 000 militaires américains y ont participé en février 2015¹, avec les forces de 22 autres pays, dont la Chine et l'Inde ;
- ♦ *Balikatan* : exercice annuel organisé depuis 1998 avec les forces philippines pour maintenir la coopération et l'interopérabilité après la fermeture des bases américaines. Le dernier est prévu pour avril 2015.

Dans le cadre du renforcement de sa présence régionale, l'*Army* met en œuvre depuis 2014 le programme **Pacific Pathways** consistant à déployer les personnels d'une unité pour 3 à 4 mois, afin de réaliser des entraînements communs avec plusieurs partenaires. 29 exercices sont prévus sur les 5 prochaines années, dont deux sessions en 2015 : la *2nd Stryker BCT*, *25th Infantry Division* doit aller en

Thaïlande, en Corée du Sud et aux Philippines ; la *3rd BCT*, *25th Infantry Division* ira en Australie, Indonésie et Malaisie.

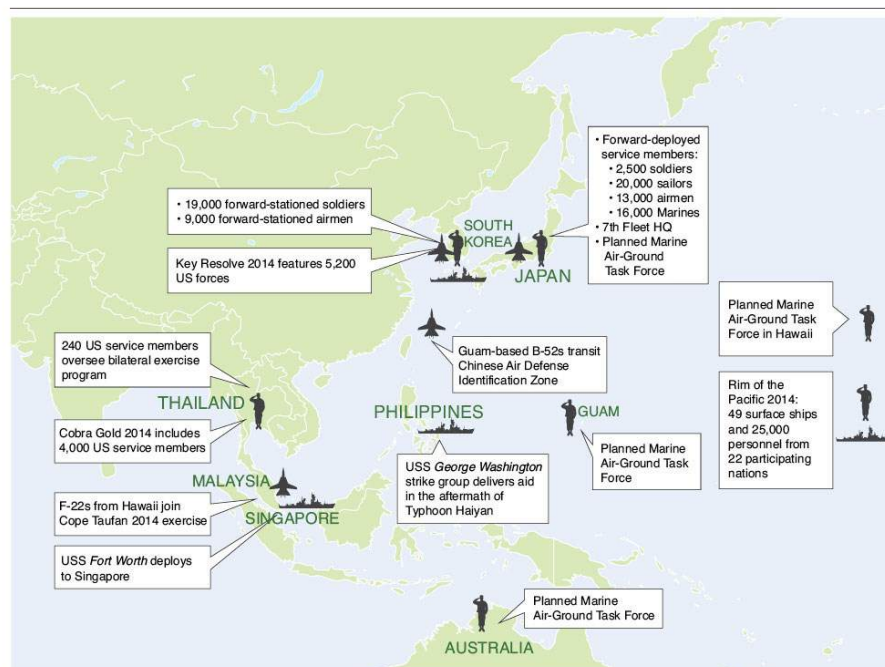
La *Navy* organise plus de 100 exercices annuels, la majorité sous l'égide de la 7th Fleet. Les plus importants sont :

- ♦ *RIMPAC* : exercice multinational organisé tous les 2 ans depuis 1971, autour de Hawaï. 22 marines partenaires ont participé au dernier exercice en 2014, pour améliorer la coopération dans la défense des lignes de communications maritimes ;
- ♦ *MALABAR* : organisé depuis 1992 avec l'Inde (et la participation occasionnelle du Japon, notamment en 2014), pour améliorer la coopération entre les marines ;
- ♦ *CARAT (Cooperation Afloat Readiness and Training)* : organisé tous les deux ans avec les forces navales du Bangladesh, de Brunei, du Cambodge, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour et de la Thaïlande.

Les forces aériennes participent aux exercices interarmées et organisent quelques entraînements multinationaux, tels que *Cope North* : destiné à préparer la réponse à des crises humanitaires. L'exercice a réuni en 2015 des forces de l'Australie, du Japon, de Corée, de Nouvelle Zélande et des Philippines (et des observateurs de Singapour et du Vietnam). La plupart des autres exercices sont bilatéraux : *Cope Tiger*, avec la Thaïlande et Singapour ; *Cope Taufan*, avec la Malaisie.

Sur l'ensemble de ces activités, il faut noter que PACOM a mené en 2014 une cinquantaine d'engagements bilatéraux ou multilatéraux impliquant la Chine.

FIGURE 2
SELECTED 2013–14 US MILITARY ACTIVITIES IN THE PACIFIC



Sources : Hackett, *The Military Balance*; US Marine Corps Forces, Pacific; Pacific Air Forces; *Defense News*; US Forces Korea; Congressional Research Service; *New York Times*, *Marine Corps Times*; US Pacific Fleet; US Navy.

Source : Mackenzie Eaglen, *US Military Force Sizing for Both War and Peace*, Washington (D.C.) : AEI, March 2015, p. 7.

1. La participation américaine a été réduite du fait des sanctions imposées par Washington à la suite du coup d'État de mai 2014, mais Washington n'a pas voulu annuler un exercice majeur. Craig Whitlock, « U.S. military to participate in major exercise in Thailand despite coup », *The Washington Post*, February 7, 2015.

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US Pacific Command - PACOM

Point sur le « Rebalancing »

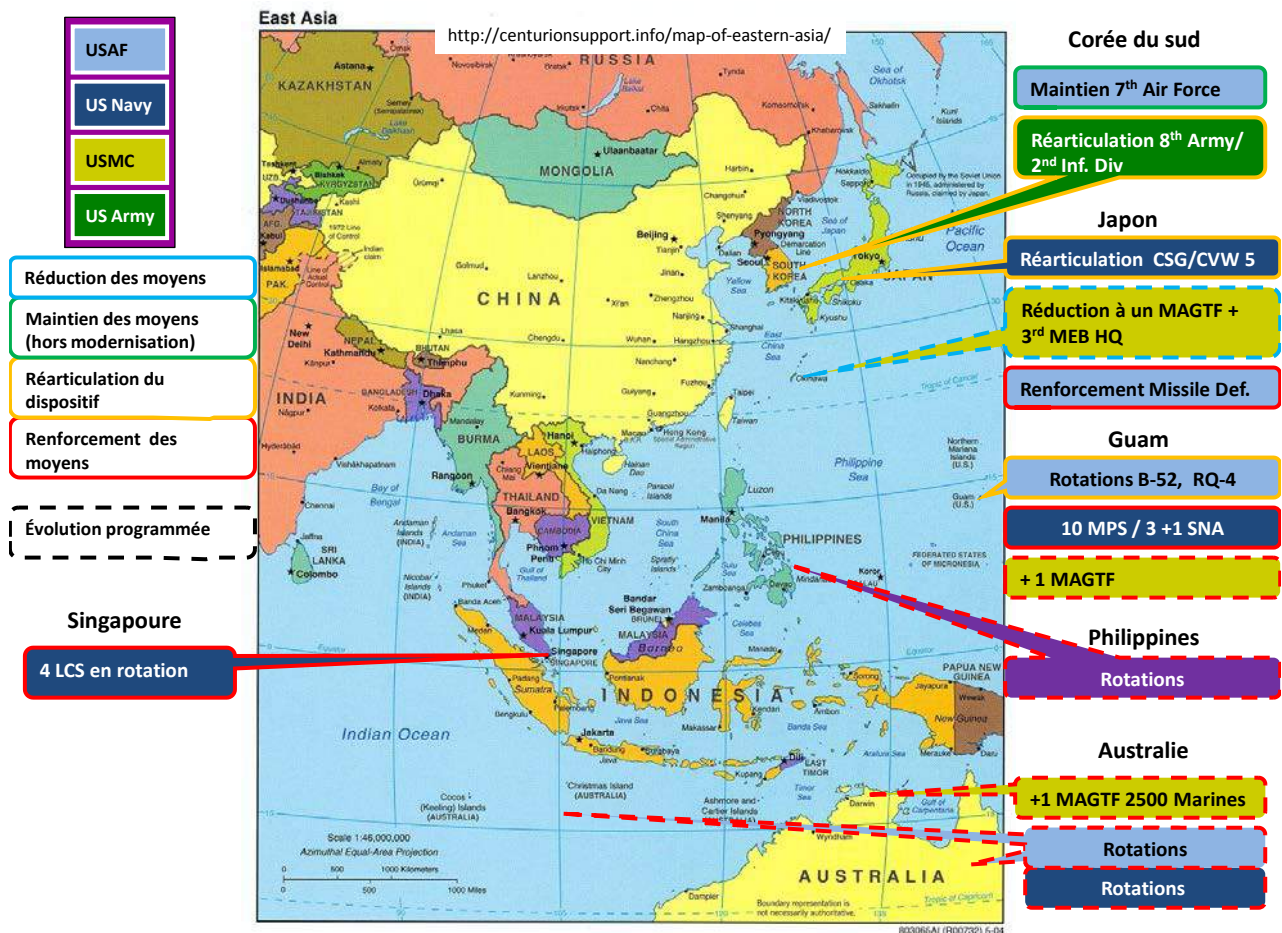
Le rééquilibrage et le renforcement relatif de la posture de déploiement dans la zone se poursuivent. Globalement cette ré-articulation du dispositif prévoit la réorganisation, en Corée du Sud de la 8th Army, au Japon du groupe de combat de la Navy ainsi que la dispersion de la 3rd MEF dans le cadre d'un repositionnement de capacité en Asie du sud-est. Ce repositionnement repose sur :

- ♦ le renforcement du « hub » aérien et naval constitué par Guam avec le rattachement d'un sous-marin supplémentaire à Apra Harbor et le déploiement d'une MAGTF ;
- ♦ D'importants déploiements en Australie. Le *Force Posture Agreement* signé en août 2014 avec Can-

berra permettra des rotations des moyens de l'USAF et de la Navy sur les bases australiennes. Il complète l'accord de 2011 prévoyant le déploiement d'une SP-MAGTF à Darwin ;

- ♦ Un accroissement des potentialités de déploiement aux Philippines permis par l'accord de coopération signé en avril 2014 ;
- ♦ Le déploiement, sous forme de rotations, des quatre *Littoral Combat Ships* à Singapour, lequel est en cours.

D'autres développements sont possibles à terme, notamment avec le Vietnam, suite à l'accord de partenariat de 2013, l'ouverture de la base de Cam Ranh, et la levée partielle par les Américains des restrictions sur la vente d'armes létales à ce pays.



Source de la section : David J. Berteau, Michael J. Green (dir) U.S. Force Posture Strategy in the Asia Pacific Region: An Independent Assessment, Center for Strategic and International Studies, June 27, 2012, http://csis.org/files/publication/120814_FINAL_PACOM_optimized.pdf ; Carlyle A. Thayer, "U.S. Rebalancing Towards the Asia-Pacific: The Defence-Security Dimension" China Policy Institute Blog, January 26, 2015, <https://blogs.nottingham.ac.uk/chinapolicyinstitute/2015/01/26/u-s-rebalancing-towards-the-asia-pacific-the-defence-security-dimension/> ; Cheryl Pellerin, "Work: Guam is Strategic Hub to Asia-Pacific Rebalance", DoD News, Aug. 19, 2014, <http://www.defense.gov/news/newsarticle.aspx?id=122961>



LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US Southern Command - SOUTHCOM

Héritier du *Caribbean Defense command* fondé durant la Seconde guerre mondiale, le *Southern Command* est établi en juin 1963.

Sa zone de responsabilité couvre 31 pays d'Amérique latine (au Sud du Mexique) et des Caraïbes, ainsi que les eaux adjacentes.

Avec quelques 1 200 personnels militaires et civils, SOUTHCOM se présente comme un modèle « *d'économie des forces* », ce qui reflète en partie la faible importance accordée à la région dans les priorités de sécurité nationale¹.

En plus des composantes de *Services*, SOUTHCOM dirige trois organismes interarmées, responsables d'activités spécifiques :

- ♦ la **JTF-South** basée à Key West, regroupe depuis 1999 des éléments des 4 *Services*, de 3 agences gouvernementales et 5 agences de renseignement, pour assurer la surveillance et l'interdiction des activités narco-terroristes, en collaboration avec 14 pays partenaires ;
- ♦ La **JTF-Bravo**, implantée sur la base aérienne de Soto Cano au Honduras, pour maintenir une présence avancée afin de contribuer à la stabilité et à la sécurité régionale. Elle comprend 600 militaires américains (Army et USAF) et 650 personnels civils américains et honduriens ;

US Army - South	Fort S. Houston, (Texas)	
US Naval Forces , South	Mayport (Floride)	4th Fleet
US Marine Forces, South	Miami (Floride)	SP-MAGTF
US Air Forces , South	Davis-Monthan Air Force Base, Arizona	12th Air Force
US Special Operations Command	Homestead Air Base (Floride)	"Charlie" Company, 3rd Battalion, 7th Special Forces Group "Charlie" Company, 3rd Battalion, 160th Special Operations Aviation Regiment; Naval Special Warfare Unit FOUR; 112th Signal Detachment SOC SOUTH; Joint Special Operations Air Component-South.

- ♦ La **JTF-Guantanamo**, chargée de la détention et de l'interrogation des « combattants ennemis », ainsi que de l'appui aux Commissions militaires responsables de leur jugement. Elle comporte 2 000 personnels, militaires et civils.

Les **missions** du SOUTHCOM sont :

- ♦ La lutte contre le crime organisé, qui implique principalement l'interdiction du trafic de drogue en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Mais en 2015 le commandement souligne aussi les dangers du développement des réseaux d'immigration clandestine¹ ;
- ♦ Le développement des capacités des forces des partenaires ;
- ♦ La réponse aux crises et situations d'urgence ;
- ♦ La lutte contre le terrorisme, qui représente une menace potentielle liée à l'influence iranienne dans certains pays de la zone et aux possibilités d'accès au territoire par les réseaux d'immigration clandestine. Les moyens de surveillance de SOUTHCOM dans ce domaine sont toutefois limités.
- ♦ La gestion du centre de détention de Guantanamo, ouvert depuis 2002.

La lutte contre la criminalité relève essentiellement de la *JTF-South*, dans le cadre de l'**Opération Martillo**, visant à collecter du renseignement et intercepter les trafics. Elle repose sur des patrouilles maritimes de la *Navy* et des marines partenaires et des *Coast Guard*, ainsi qu'une surveillance aérienne.

La plus grande partie des activités de SOUTHCOM se rattache à la coopération de sécurité ; elle est organisée de manière multilatérale :

- ♦ Dans les Caraïbes, dans le cadre de l'Initiative de sécurité du Bassin des Caraïbes, mise en place en 2010 ;
- ♦ En Amérique centrale, dans le cadre de la *Central America Regional Security Initiative* lancée en mars 2011.

Le Commandement a en outre développé des relations bilatérales avec :

- ♦ Le Brésil, pour la modernisation des capacités et le développement du domaine spatial ;
- ♦ La Colombie, qui est un « partenaire privilégié » dans la zone, notamment au travers de l'*Action Plan on Regional Security*, développé pour lutter contre les réseaux criminels régionaux ;
- ♦ Le Pérou, en appui de la lutte contre le *Sentier Lumineux*.

1. Comme le souligne le Commandant : Posture Statement of General John F. Kelly Before the 114th Congress, Senate Armed Services Committee, 12 March 2015 , p. 1.

2. Ibid., p. 5.

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES RÉGIONAUX

US Southern Command - SOUTHCOM

Depuis 1993, les activités du *State Partnership Program* associent les Gardes nationales de 17 États avec 26 pays de la région.

La coopération se manifeste au travers des nombreux **exercices** organisés régulièrement par le SOUTHCOM, parmi lesquels :

- ♦ *New Horizons / Beyond the Horizon* : inaugurés au milieu des années 1980, ce sont des exercices à caractère humanitaire. Le dernier a eu lieu en juin 2014 à Belize et au Guatemala.
- ♦ *Tradewinds* : organisé annuellement par les *Marines*, en coopération avec les pays des Caraïbes, vise à renforcer la coopération en matière de lutte contre les trafics et de réponse aux crises et catastrophes.
- ♦ *Fuerzas Commando* : organisé par les Forces spéciales pour accroître la confiance mutuelle, améliorer l'entraînement, l'interopérabilité et la *readiness* des Forces spéciales des pays participants. 16 pays partenaires ont participé au dernier exercice en juillet 2014.
- ♦ *Panamax* : grand exercice annuel interarmées réunissant une trentaine de navires de 16 pays partenaires pour préparer la défense du canal de Panama.
- ♦ *Partnership of the Americas* : organisé par le *Marine Corps*, tous les ans depuis 2006, l'exercice vise à améliorer l'interopérabilité et la coopération dans les opérations maritimes. 9 pays partenaires ont participé en 2014.
- ♦ *Unitas* : exercice régional organisé par la Navy depuis 1959, *Unitas* vise à préparer des opérations maritimes de haute intensité. Le dernier exercice réalisé en septembre 2014 impliquait des forces du Pérou, du Chili, de la Colombie et du Mexique, ainsi que des personnels d'autres pays.

Enfin, SOUTHCOM assure depuis 2007 la mission *Continuing Promise*, qui consiste à améliorer les relations avec les pays de la zone par le déploiement d'unités médicales et de génie pour assister les autorités locales dans le service aux populations. La campagne 2015, organisée autour du navire hôpital *USNS-Comfort*, doit concerner 11 pays, d'avril à octobre.



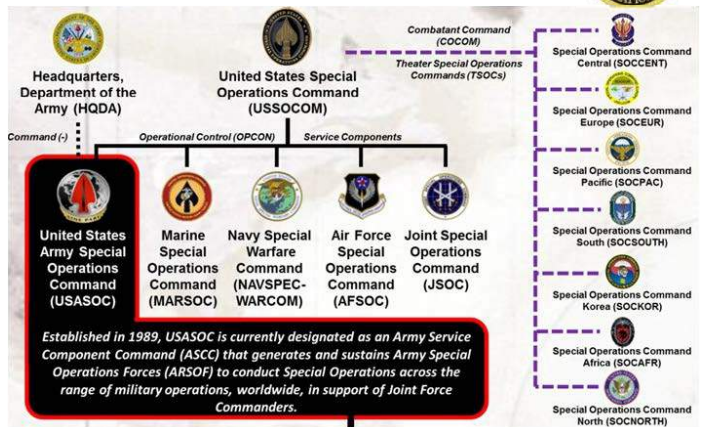
LES COMMANDEMENTS MILITAIRES FONCTIONNELS

US Special Operations Command - SOCOM

L'USSOCOM, créé en 1987, est le commandement le plus particulier des forces américaines dans la mesure où il combine les fonctions :

- D'un commandement opérationnel : l'UCP de 2004 lui ayant attribué la responsabilité de synchroniser la planification des opérations mondiales de contre-terrorisme ;
- D'un service, car il organise, entraîne et équipe ses unités. Depuis 2013, cette responsabilité a été étendue à l'ensemble des composantes Forces spéciales (*Theater Special Operations Command*, TSOC) des 6 théâtres.

SOCOM comporte quatre composantes de Service : ARSOF pour l'Army, AFSOC pour l'Air Force, NAVSPECWARCOM pour la Navy, plus récemment MARSOC pour les Marines et enfin le Joint Special Operations Command (JSOC) qui emploie directement les *Special Mission Units* : SFOD-D (Delta force), éléments du 75th Rangers, du 160th Special Operations Aviation Regiment de l'ARSOC, le 24th Special Tactics Squadron de l'AFSOC, le Seal Team 6 du NAVSPECWARCOM, autres unités de C2, de renseignement et de communications.



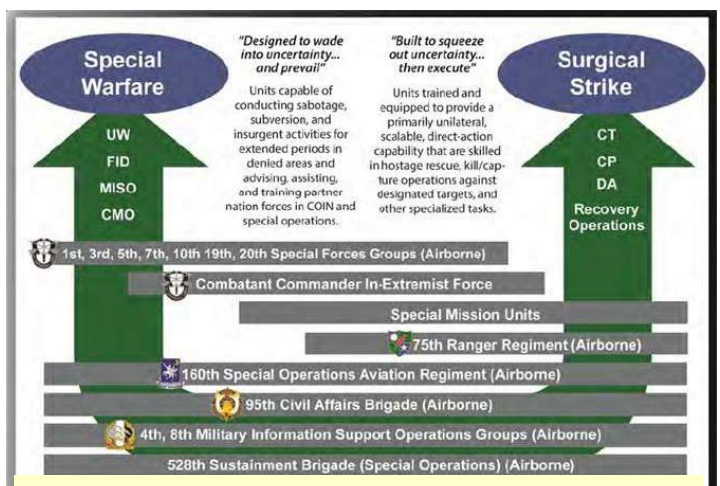
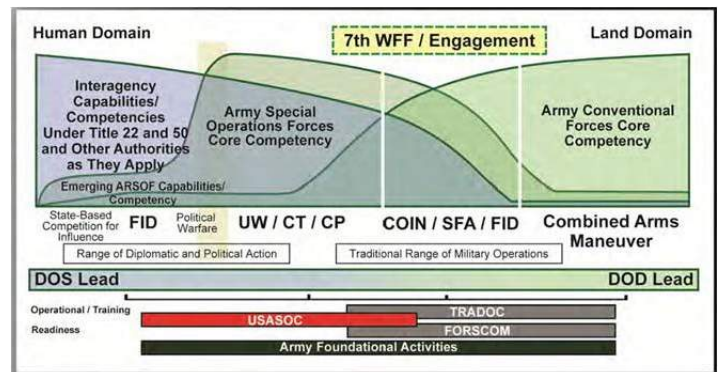
Source : LTG Charles Cleveland, *US Army Special Operations Command*, Brief, à l'AUSA, 2014, http://www.ausa.org/AM/Documents/2014/Presentations/Wed2_Persistent%20InfluencesLTGCleveland.pdf

La conception des opérations spéciales

Fondamentalement, la DoD Directive 5100.01¹ identifie onze activités d'opérations spéciales : *Unconventional Warfare (UW)*, *Foreign Internal Defense (FID)*, *Security Force Assistance*, *Counterinsurgency*, *Special Reconnaissance*, *Direct Action*, *Civil Affairs Operations*, *Military Information Support Operations*, *Information Operations*, *Counterterrorism*, *Counter Proliferation of Weapons of Mass Destruction*. Certaines de ces capacités sont menées en complément des forces conventionnelles, tout particulièrement la contre-insurrection et la formation des forces de sécurité alliées.

L'USSOCOM considère que ces catégories d'activités relèvent de deux grandes logiques :

- La « frappe chirurgicale » appelée auparavant « approche directe », employant les forces spéciales « dans des environnements hostiles, interdits ou sensibles pour saisir, détruire, capturer, exploiter, récupérer ou endommager une cible désignée [...] »² regroupant les actions de contre-terrorisme, de contre-prolifération et autres actions directes ;
- La « guerre spéciale » regroupant les opérations d'information, de subversion (UW), les actions civilo-militaires, de même que la formation des forces de sécurité (ou des insurgés) alliés pour faire face à leurs menaces intérieures (FID).



Source : *Vision des capacités des forces spéciales de l'Army*. US Army Special Operations Command, *ARSOF Operating Concept 2022*, 28 September 2014, pp. 1 et 10.

1. DoD Directive 5100.01 , Functions of the Department of Defense and Its Major Components, December 21, 2010 , pp 22-23, <http://www.dtic.mil/whs/directives/corres/pdf/510001p.pdf>
 2. US Army Special Operations Command, *ARSOF Operating Concept 2022*, 28 September 2014, p. 10.

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES FONCTIONNELS

US Special Operations Command - SOCOM

L'USSOCOM dans ses dernières orientations (*SOCOM 2020*, *SOF 2020*, *Operating Concept de 2013*, précisé pour l'Army par *ARSOF Operating Concept 2022*) entend rompre avec la priorité accordée à la première logique, présentée comme nécessaire mais non décisive, pour redoubler d'effort sur la seconde¹. Les forces spéciales américaines doivent donc mener des « opérations distribuées de faible emprise pour comprendre et influencer les populations pertinentes »². Leur principal domaine d'action est « le domaine humain », c'est-à-dire « les environnements physiques, culturels et sociaux qui influencent les comportements, de telle sorte que le succès de toute opération militaire repose sur d'uniques capacités à opérer dans des conflits 'population-centric' »³. La finalité est de stabiliser, de prévenir les conflits et « si nécessaire » d'affronter et de défaire les adversaires.

Dans ce contexte, le cœur du concept de l'USSOCOM réside dans l'optimisation et l'exploitation du *Global SOF Network* (GSN), c'est-à-dire le réseau planétaire établi avec les forces spéciales alliées et les partenariats interagences, multinationaux, etc. La création, le maintien et l'exploitation de ce GSN imposent des engagements de longue durée (« *You cannot surge the trust* ») et un alignement régional des unités de SOF. Les TSOC sont présentés comme le principal vecteur de création de ce GSN, ce qui fonde la réorganisation de 2013.

Les effectifs
 Les effectifs, inférieurs à 50 000 hommes en 2004, atteignent actuellement les 69 000 militaires et civils (d'active, de réserve et de la Garde nationale) fixés par la QDR 2014. Ils se répartissent ainsi en 2015⁴ :

- ♦ L'ARSOF : 36 500
- ♦ L'AFSOC : > 16 000
- ♦ Le NAVSPEC : > 11 000
- ♦ Le MARSOC : > 3 000

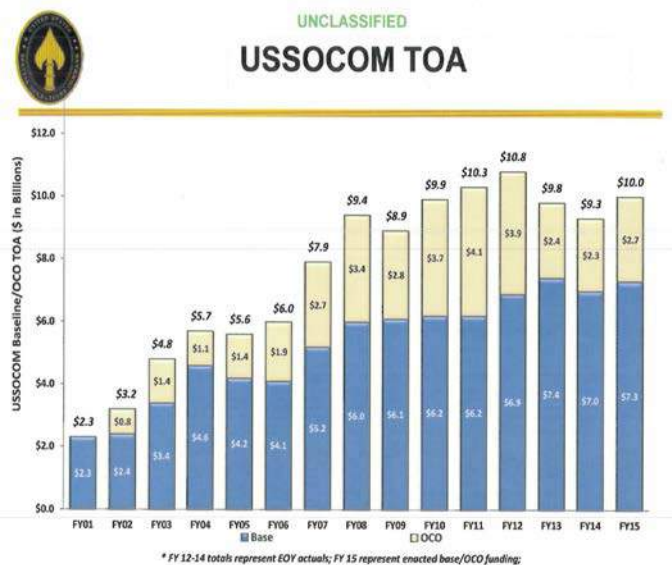
Déploiement et Readiness

L'USSOCOM a environ 3 500 personnels en postes avancés. 7 000 hommes sont engagés dans une dizaine d'opérations (soit 10% des effectifs). Après l'engagement en Afghanistan le commandement fait un effort pour rétablir la *readiness* de ses unités. Pas moins de 180 activités de JCET (*Joint/Combined Exchange Training* qui illustre parfaitement la conception exposée supra) avec les forces partenaires de 68 pays sont programmées en 2016, un chiffre en augmentation, ainsi que 81 exercices impliquant 34 pays partenaires. Le commandement a armé 800 postes de planificateurs et d'analystes renseignement supplémentaires dans les TSOC ; installé des officiers de liaison dans une quinzaine de pays et développé des *Special Ops Support Teams* avec les agences civiles⁵.

Le budget

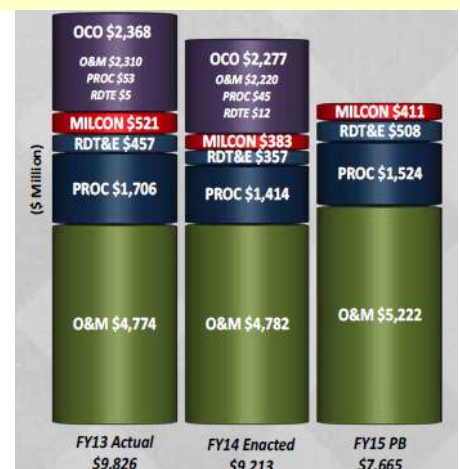
La multiplication par cinq de 2001 à 2015 (en comptant les OCO), du budget de l'USSOCOM illustre la phénoménale montée en puissance découlant de ses prérogatives dans la guerre contre le terrorisme. Ce budget se répartit ainsi :

- ♦ En comptant les OCO, les 3/4 sont consacrés au poste opérations et maintenance ;
- ♦ Les acquisitions sont à plus ou moins 15% en fonction des programmes. Environ 60% de ce budget est consacré à la myriade d'équipements des opérateurs terrestres et un tiers à la modernisation de la flotte d'aéronefs ;
- ♦ Les 10% restant financent la RDT&E et les infrastructures.



LTG Thomas Trask, US Special Operations Command, Brief NDIA SO/LIC Symposium, 27 jan 2015, <http://www.dtic.mil/ndia/2015SOLIC/2015SOLIC.htm>

FY 2015 USSOCOM Budget Highlights, p. 5.



1. ADM William Mc Raven, Commander's foreword, *USSOCOM Special Operations Forces Operating Concept*, May 2013 p.i.
2. Ibidem, p. 3.
3. Ibidem, p. 5.
4. FY 2015 USSOCOM Budget Highlights, p.6, <http://www.socom.mil/News/Documents/FY%202015%20USSOCOM%20Budget%20Highlights.pdf>
5. *US DoD FY 2016 Budget Request - Overview*, US DoD, Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), February 2015, pp. 3-16.
6. Statement of General Joseph L. Votel, U.S. Army, Commander United States Special Operations Command Before the House Armed Services Committee, Subcommittee on Emerging Threats and Capabilities, March 18, 2015, pp. 14-15.

LES COMMANDEMENTS MILITAIRES FONCTIONNELS

US Special Operations Command - SOCOM

Les grands axes de modernisation matérielle

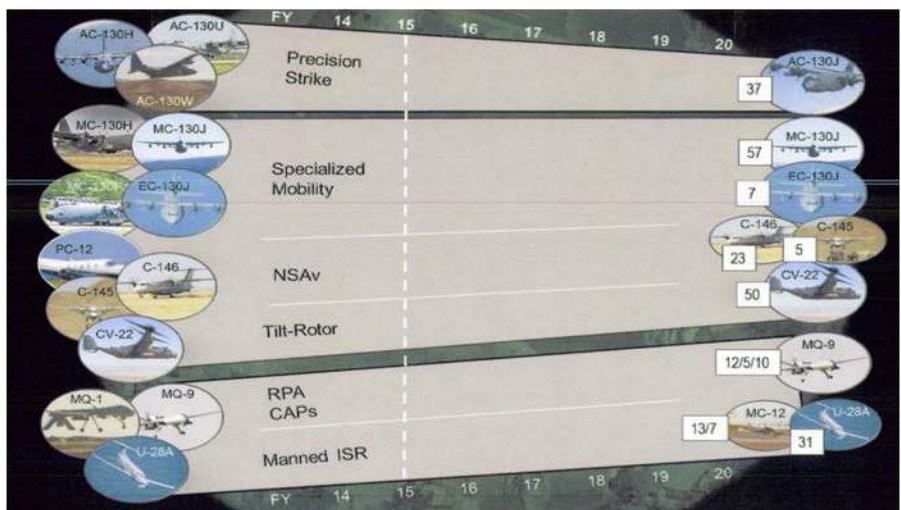
La modernisation de la flotte d'hélicoptères du 160th SOAR représente l'un des programmes les plus importants de l'USSOCOM. La flotte comprend :

- ♦ Environ 50 A/MH-6 légers d'attaque/d'assaut, lesquels doivent être remplacés dans la FYDP ;
- ♦ Environ 70 Blackhawk d'attaque/assaut medium, une flotte récemment consolidée sur la seule version MH-60L ;
- ♦ Une flotte d'assaut lourd, elle aussi consolidée récemment et en cours de renforcement, passant de 61 à 69 MH-47G, la version la plus sophistiquée du Chinook¹.



L'AFSOC pour sa part met en œuvre trois flottes :

- ♦ La flotte de frappe de précision est principalement armée avec les canonnières volantes AC-130. Le nombre d'appareils a été réduit de 37 à 32 en raison des séquestrations mais le commandement entend rétablir ce niveau vers 2020. La modernisation prévoit de convertir 37 MC-130J en AC-130J en les dotant de *Precision Strike Package* combinant capteurs, canon et l'emploi de missiles et de SDBII (*Stand-Off Precision Munitions*) ce qui est une nouveauté sur les Gunship. Ces PSP dotent déjà 12 AC-130W ;
- ♦ La flotte mobilité utilise différentes versions du MC-130, laquelle a connu également une réduction, de 57 à 47 appareils, que là encore l'AFSOC entend corriger tout en ne retenant que le MC-130J. L'acquisition des 50 CV-22 s'est achevée. L'une des modernisations importantes des capacités de mobilité réside dans le *Joint Precision Airdrop System* qui permet de délivrer précisément des charges depuis un largage à haute altitude.



LTG Thomas Trask, US Special Operations Command, Brief NDIA SOLIC Symposium, 27 jan 2015, <http://www.dtic.mil/ndia/2015SOLIC/2015SOLIC.htm>

- ♦ La flotte ISR en revanche maintient son accroissement capacitaire. Elle passera sur la durée de la FYDP de 10 CAP de *Predator/Reaper* à 12 CAP de *Reaper* et surtout va acquérir 13 RC-12 *Liberty* provenant de la flotte conventionnelle de l'Air Force qui rejoindront les 10 MC-12 Javanan déjà alignés, remplaçant les U-28¹. Une autre priorité du moment réside dans la modification d'appareils légers C-146 en vecteur ISR (*Non-standard aviation*)³.

En ce qui concerne les forces spéciales terrestres, le plus important des nombreux programmes d'équipement (véhicules, appui renseignement, soutien, télécommunications, etc.) est le *Warrior systems*, fournissant un package de matériels à l'opérateur : armements, protection, systèmes d'information et de communications numériques, de *Blue Force Tracking*, de ciblage, d'amélioration de coordonnées, de contre-IED, etc. 50 packages sont commandés par an actuellement⁴. L'USSOCOM concentre enfin ses priorités d'appui renseignement sur le *Distributed Common Ground/Surface System-SOF*, les outils d'exploitation des sites sensibles et de *Tagging Tracking, Locating* des forces adverses.

1. Col John Vannoy, *Program Executive Office for Rotary Wing*, 2014 SOFIC (Special Operations Forces Industry Conference).

2. « Give Me Liberty, Give Me Javanan », *Air Force Magazine Daily Report*, 3/14/2014.

3. Col Michael Schmidt et alii, *Program Executive Office for Fixed Wing*, 2014 SOFIC (Special Operations Forces Industry Conference). Pour les réductions voir: *US DoD FY 2016 Budget Request - Overview*, US DoD, Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), February 2015, pp. 3-17.

4. FY 2015 USSOCOM Budget Highlights, p.14. Department of Defense Budget Fiscal Year 2016, *Procurement Programs (P-1)*, Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller).



LES COMMANDEMENTS MILITAIRES FONCTIONNELS

US Strategic Command - STRATCOM

Créé en 1992, le *Strategic Command* succédait au *Strategic Air Command* (créé en 1946), dont il reprenait la mission principale : la dissuasion nucléaire. En 2002, il a intégré le *Space Command* donc les opérations spatiales et la défense antimissile puis la *Joint Task Force Computer Network Defense* donc la mission de gestion et de protection du C4ISR.

Installé sur la base aérienne d'Offutt (Nebraska), STRATCOM a autorité sur plusieurs commandements fonctionnels dédiés à ses différentes missions.

Le Joint Functional Component Command for Global Strike (JFCC-GS) (voir page sur la dissuasion).

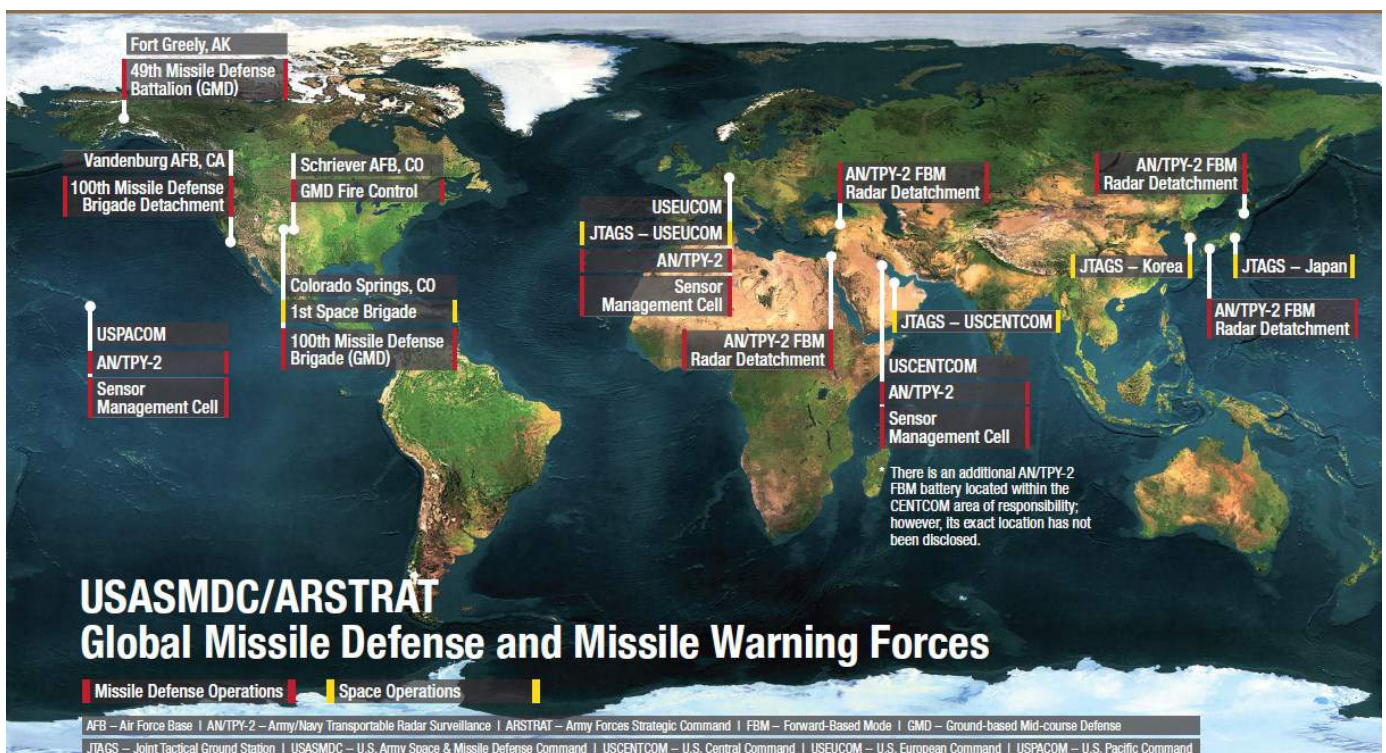
Il opère depuis la base d'Offutt mais a son QG à Barksdale (Louisiane). JFCC-GS assure le C2 des capacités de frappe globale et le développement des plans permettant d'intégrer ces capacités au sein des commandements régionaux. JFCC-GS est responsable de la mission de « *Prompt Global Strike* » (PGS) conventionnelle. Les capacités actuelles de PGS se limitent sans doute aux bombardiers mais le PB16 consacre près de 80 millions de \$ aux activités, menées par l'Air Force, de développement du *Conventional Ballistic Missile* équipé d'une charge planante hypersonique (de l'USAF ou de l'Army).

Le Joint Functional Component Command for Integrated Missile Defense (JFCC-IMD) (voir page sur la défense antimissile).

Opérationnel depuis janvier 2005, il est situé à Colorado Springs. JFCC-IMD assure la gestion globale des capacités de défense antimissile, notamment la synchronisation des planifications opérationnelles ou encore des entraînements de défense antimissile menés par les différents commandements régionaux. Il conduit par ailleurs les opérations de défense antimissile globales, à commencer par la gestion du dispositif d'alerte et de détection des missiles ennemis. STRATCOM dispose notamment du COCOM sur ces capacités dont il délègue le contrôle opérationnel à NORTHCOM.

Le Joint Functional Component Command for ISR (JFCC-ISR).

Implanté sur la Joint Base Anacostia-Bolling AFB, Washington, JFCC-ISR a un rôle de *Collection Coordination & Intelligence Requirements Management* de l'ensemble des moyens ISR militaires américains : il assure le suivi global de ces capacités et la synchronisation de leurs activités opérationnelles (résolution des compétitions en termes de ressources et des gaps) au profit des commandements régionaux sur la base des besoins de ces commandements et des orientations de la DIA, de la NSA et de la NGA.



Le dispositif de lutte antimissile globale et d'alerte contrôlé par USSTRATCOM, U.S. Army Integrated Air and Missile Defense Capabilities: Enabling Joint Force 2020 and Beyond, *Torchbearer National Security Report*, May 2014, p.8 <http://www.ousa.org/publications/ilw/DigitalPublications/Documents/tb-iamd/offline/download.pdf>



LES COMMANDEMENTS MILITAIRES FONCTIONNELS

US Strategic Command - STRATCOM

L'US Cyber Command (USCYBERCOM) implanté à la NSA à Fort Meade (Maryland) (voir page sur le domaine Cyber).

USCYBERCOM a été créé en 2010 et placé sous l'autorité du directeur de la NSA; puis rattaché à STRATCOM. Il a deux grandes missions, devenues indissociables :

- ♦ La planification et la synchronisation de l'utilisation des réseaux C4 de la *Global Information Grid* ;
- ♦ La lutte informatique défensive et offensive dans ses aspects tant opérationnels que de développements programmatiques.

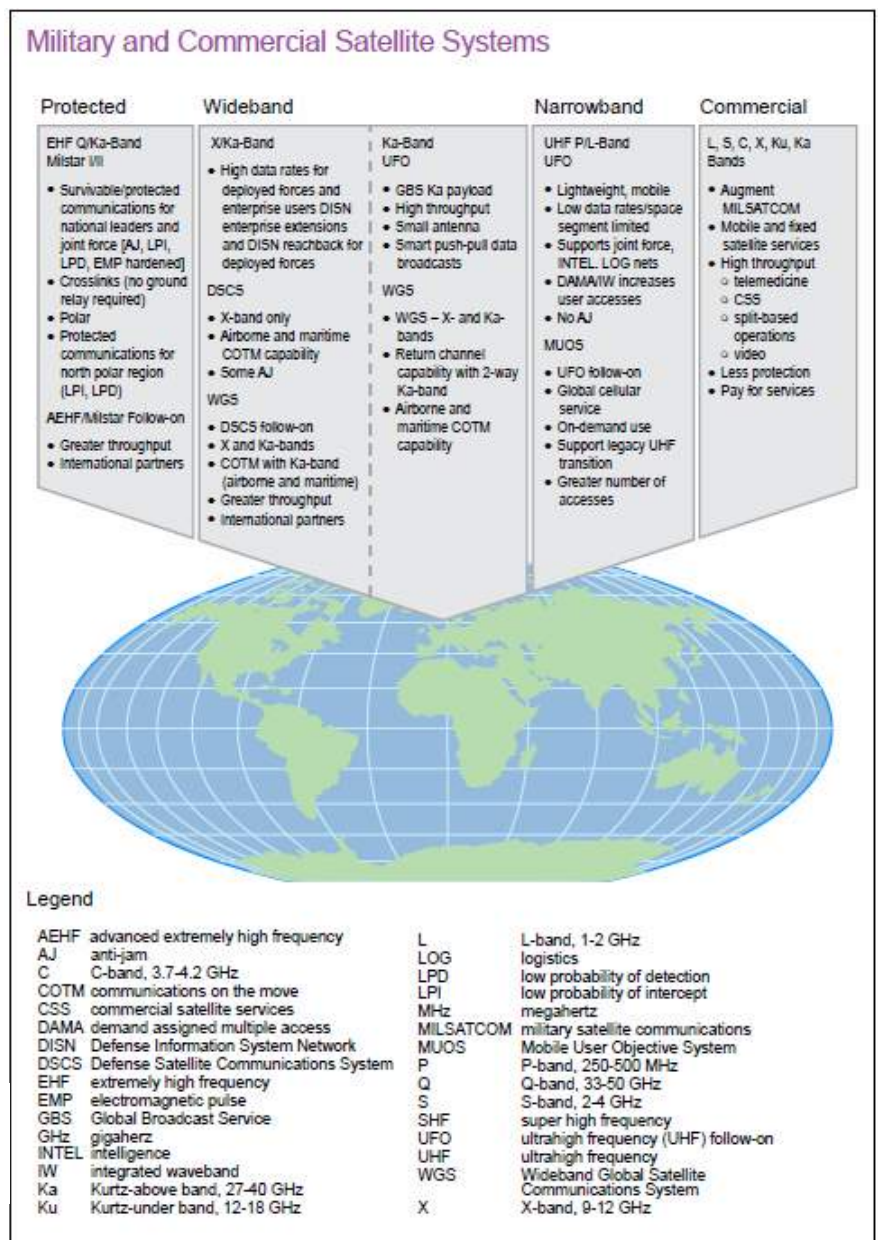
Le Joint Functional Component Command for Space (JFCC-Space) (voir page sur le domaine spatial).

Basé à Vandenberg (Californie), JFCC-Space exécute les opérations de l'ensemble des systèmes spatiaux américains (PNT, SATCOM, ISR, etc.) et assure leur protection et éventuellement le *space control*. Son *Joint Space Operations Center* (JSPOC) a également pour mission la *Space Situational Awareness*.

JFCC-Space gère quatre types de services de communications (de plus en plus répartis sur des satellites polyvalents) :

- ♦ Les communications en bande étroite en ultra-hautes fréquences (UHF) pour les échanges vocaux, de données et d'imagerie vers les utilisateurs mobiles (plateformes et unités tactiques). Le nouveau MUOS de la Navy démultiplie ces capacités ;
- ♦ Les communications en bande large en super-hautes fréquences (SHF) à très hauts débits (plus de 274 Mbps) - le WGS de l'USAF en représente le modèle le plus avancé - relayant sur les états-majors et unités fixes du théâtre les vidéos de capteurs ou l'imagerie la plus lourde et l'essentiel des données opérationnelles ;
- ♦ Les communications militaires en extrêmes hautes fréquences (EHF) sécurisées (nouveaux AEHF de l'USAF) car résistantes aux détonations nucléaires, aux interférences et au brouillage, permettant le relai des données de C2 stratégiques les plus sensibles ;
- ♦ Les communications commerciales en UHF/SHF car les besoins (imagerie des drones ISR non armés, données des unités tactiques mobiles, etc.) excèdent de beaucoup, de façon presque structurelle, les capacités des systèmes militaires

Catégories et systèmes de SATCOM américains. Source : US Joint Staff, *Joint Publication 3-14, Space Operations*, 29 May 2013, p. D-2



1. Aliya Sternstein US Cyber Command Has Just Half the Staff It Needs, Defense One, 8 Feb 2015, <http://www.defenseone.com/threats/2015/02/us-cyber-command-has-just-half-staff-it-needs/104847/>



LES COMMANDEMENTS MILITAIRES FONCTIONNELS

US Transportation Command - TRANSCOM

Créé en 1987, l'*US Transportation Command* est responsable de la gestion des transports entre et au sein des théâtres d'opération et de la synchronisation du réseau de distribution des hommes, équipements et soutien. TRANSCOM contrôle 45 945 militaires d'active, 73 058 Réservistes et personnels de la Garde nationale, ainsi que 19 104 civils, lesquels relèvent de trois composantes de services, d'un commandement fonctionnel et d'un commandement subordonné.

Le Military Sealift Command de l'USN¹

Le MSC agrège l'ensemble des capacités de ravitaillement, de soutien et de missions spéciales de la Navy, de projection et de soutien maritime des forces terrestres.

Sa flotte de *Strategic Sealift* (PM3 sur l'illustration), la plus importante, comprend notamment :

- La flotte de *Surge Sealift* composée d'une quinzaine de cargos et de *Large, Medium-Speed Roll-on/Roll-off* (LMSR) capables de projeter rapidement des forces terrestres depuis les États-Unis ;
- Des moyens prépositionnés : la *Maritime Prepositioning Force* comprend deux escadrons de 4 à 6 containers, RO/RO, LMSR et plates-formes mobiles embarquant chacun les équipements et le soutien nécessaires à une MEB. Une flotte équivalente de six navires est dédiée aux unités de l'Army et d'autres bâtiments, à l'Air Force, la DLA, etc.

Le MSC comprend également les flottilles de ravitaillement d'escadre de la Navy (PM1 & 8) ; de soutien dont le navire hôpital (PM 4) ; de mission spéciales comme le ravitaillement des sous-marins, la recherche océanographique, la surveillance océanique (PM 2) ; l'*USS Mount Whitney* de commandement et les AFSB qui avec les moyens pré-positionnés, peuvent constituer des *Sea Base* (PM7) ; enfin la flottille des *High-Speed Vessels* de ravitaillement rapide intra-théâtre.

Enfin le MSC a le contrôle opérationnel sur la *Ready Reserve Force* (RRF) constituée d'une quarantaine de navires commerciaux battant pavillon américain de type divers – pétroliers, cargos RO/RO, navires rapides – sous contrat de l'administration maritime du *Department of Transportation* et maintenus disponibles à 5, 10 ou 20 jours. Avec le retrait d'Afghanistan, la charge de travail de cette flotte a décliné de 20% depuis 2012, ce qui a eu pour effet de réduire la flotte disponible et nécessite de restructurer l'offre de service avec le risque de délai de mise à disposition plus important².

Enfin le MSC a le contrôle opérationnel sur la *Ready Reserve Force* (RRF) constituée d'une quarantaine de navires commerciaux battant pavillon américain de type divers – pétroliers, cargos RO/RO, navires rapides – sous contrat de l'administration maritime du *Department of Transportation* et maintenus disponibles à 5, 10 ou 20 jours. Avec le retrait d'Afghanistan, la charge de travail de cette flotte a décliné de 20% depuis 2012, ce qui a eu pour effet de réduire la flotte disponible et nécessite de restructurer l'offre de service avec le risque de délai de mise à disposition plus important².

2015 Ships of the U.S. Navy's MILITARY SEALIFT COMMAND

http://www.msc.navy.mil/posters/MSC_USNavyShips.pdf

AS OF FEB. 16, 2015

Notes: Ship silhouettes not to scale

www.msc.navy.mil

1. Voir <http://www.msc.navy.mil/>
 2. Statement of General Paul J. Selva, United States Air Force Commander, United States Transportation Command Before the Senate Armed Services Committee On the State of the Command, March 19, 2015, p. 4.



LES COMMANDEMENTS MILITAIRES FONCTIONNELS

US Transportation Command - TRANSCOM

L'Air Mobility Command de l'USAF

L'AMC assure le transport aérien stratégique (*strategic airlift*), une part majeure du transport tactique des forces américaines, la quasi-totalité du ravitaillement en vol et l'évacuation aérienne.

Les capacités de l'AMC reposent sur une flotte comptant actuellement environ 480 ravitailleurs et 600 appareils de transport. En l'état, cette flotte permet d'appuyer un large engagement tout en conservant la capacité à appuyer une force plus réduite ailleurs dans le monde¹. En 2013, l'AMC maintenait sur la zone CENTCOM une flotte de 32 C-130, 17 C-17 et surtout 60 ravitailleurs KC-135 et KC-10². L'opération *Inherent Resolve* est qualifiée de *surge* par le général Selva.

La recapitalisation de cette flotte, tout particulièrement de celle du ravitaillement en vol, représente l'une des trois grandes priorités de l'Air Force. Elle passe par :

- ♦ **L'acquisition du KC-46.** Retardé par des turpitudes programmatiques, pénales et politiques des années 2000, le programme doit délivrer aux unités de l'AMC les premiers des 179 KC-46 à partir de 2017, afin de commencer à relever, partiellement, une flotte de KC-135 à bout de potentiel. 70 appareils devront être en inventaire en 2020 ;
- ♦ **L'acquisition du C-130J.** Il doit remplacer les anciens modèles C-130H, lesquels sont retirés du service plus rapidement car cette flotte est jugée en surnuméraire ;
- ♦ **Le retrait d'une partie des C-5M et la modernisation de la flotte restante**³.

La flotte est complétée par la *Civil Reserve Air Fleet*, En juin 2014, 24 compagnies aériennes (dont toutes les grandes compagnies américaines) y contribuaient, totalisant 553 appareils : 391 long-courriers, 126 moyen-courriers, 36 appareils pour des vols intérieurs. Les compagnies s'engagent à maintenir disponibles 30% de leur capacité passager et 15% de leur capacité fret. Leurs appareils sont mobilisables sous 24 à 48 heures en fonction des contingences. La CRAF assure une part non négligeable des mouvements de personnels inter-théâtres⁴.

Le *Military Surface Deployment and Distribution Command* (SDDC) de l'US Army

Le SDDC assure la gestion de la distribution terrestre et multimodale, principalement exécutée par les sociétés civiles, des équipements et du ravitaillement de l'ensemble des bases américaines. Il se compose de 3 000 personnes, majoritairement civiles, réparties sur cinq brigades, une pour chaque commandement régional, dont deux sont positionnées en Allemagne et au Koweït.

Le *Joint Enabling Capabilities Command*

Le JECC a été mis sur pied par US *Joint Forces Command* en 2008 pour concrétiser le concept de *Standing Joint Force Headquarters*. Il a été réassigné à TRANSCOM en 2011. JECC appuie le déploiement initial d'un JFHQ sur les théâtres en fournissant des éléments de communication et de planification opérationnelle. Le JECC a par exemple déployé, en 2013, 319 personnels dans 16 opérations et engagements de secours d'urgence⁵.

Flotte fin 2012		Objectifs
 <p>C-130 First Delivery 1956 Inventory 389</p>		318 en 2015 / 328 C-130J en 2019
 <p>C-5 First Delivery 1969 Inventory 95</p>		52 en 2017
 <p>C-17 First Delivery 1993 Inventory 215</p>		223 en 2017
 <p>KC-135 First Delivery 1956 Inventory 414</p>		Retrait à partir de 2017
 <p>KC-10 First Delivery 1981 Inventory 59</p>		Maintien
 <p>KC-46 Expected First Delivery 2017 Inventory 70</p>		IOC 2017 70 en 2020

Recomposé à partir de Headquarters Air Mobility Command, *Commander's Action Group*, Jan 1 2013, <http://fr.slideshare.net/jakers19/overview-air-mobility-command-usaf-2012>

1. Statement of General Paul J. Selva, *op. cit.*, p. 7.

2. Statement of General William M. Fraser III, United States Air Force Commander, United States Transportation Command Before the House Armed Services Committee On the State of the Command February 27, 2014, p. 4.

3. US Department of Defense FY 2015 Budget Request - Overview, US DoD, Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), February 2014, pp 7-19/20 et même source pour FY16, *op. cit.*, pp. 8-16/17.

4. Air Mobility Command, *Civil Reserve Air Fleet Fact Sheet*, 6/25/2014, <http://www.amc.af.mil/library/factsheets/factsheet.asp?id=234>

5. Statement of General William M. Fraser III, *op. cit.*, p. 4.

Le déploiement des forces

Principaux déploiements opérationnels – mars 2015

